

(N° 240)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

Projet de loi établissant un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels de 1919 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR **M. WAUWERMANS.**

MESSIEURS,

Le projet de loi déposé par le Gouvernement, le 9 mars 1920, et renvoyé à l'examen de votre Commission spéciale, avait pour objet de prolonger le régime fiscal instauré par la loi du 3 mars 1919 et frappant d'un impôt spécial et extraordinaire les bénéfices réalisés au cours de la guerre.

Déjà le 3 mars, une proposition de loi émanant de l'initiative parlementaire poursuivait un objet analogue. Votre Commission en a été également saisie.

Les deux propositions tendent à assujettir les bénéfices réalisés en 1919, dans une mesure plus ou moins rigoureuse, à une taxe progressive; le projet du Gouvernement contient, en outre, une série de dispositions ayant pour objet d'assurer le recouvrement de l'impôt par des mesures de contrôle et des sanctions dont la sévérité est renforcée.

Ces mesures fiscales sont présentées comme exceptionnelles. Une double considération est invoquée pour les justifier :

Les besoins financiers du pays — ou la situation budgétaire;

Le caractère exceptionnel — ou anormal — des bénéfices dont on propose la taxation.

(1) Projet de loi, n° 147.

(2) La Commission, présidée par M. LEMONNIER, était composée de MM. HOUGET, vice-président, DE LIEDEKERKE, HALLET, HOUTART, LEMONNIER, LÉONARD, SOUDAN, VAN CAUWELAERT, VANDEVELDE et WAUWERMANS.

La Commission spéciale a longuement et minutieusement examiné ces projets — au point qu'à certains moments on a même paru lui en faire un grief.

Son examen a porté d'abord sur les principes mêmes invoqués à l'appui de ces propositions, ensuite sur les modalités de fonctionnement, et les questions soulevées ont apparu bientôt comme dépassant de loin le champ limité d'une loi temporaire.

*
* *

La première considération qui inspirait les auteurs de la proposition était d'ordre moral, de raison politique, de sentiment, plutôt que d'ordre purement économique.

« Caractère anormal des bénéfices que réalisent en ce moment les entreprises commerciales et industrielles » invoquaient à ce sujet les développements fort concis de la proposition d'initiative parlementaire : « Toutes les raisons qui ont amené le Parlement à voter l'impôt sur les bénéfices de guerre doivent le déterminer à établir, pour l'exercice 1919, un impôt extraordinaire. »

» De nombreuses entreprises ont continué à réaliser des bénéfices absolument exceptionnels », affirme l'Exposé des motifs du projet du Gouvernement et, s'en référant, semble-t-il, à la proposition de l'initiative parlementaire : « Ainsi que plusieurs membres de la Chambre en ont exprimé l'avis, l'équité autant que les besoins financiers du pays, écrit-il, commandent de prolonger le régime fiscal instauré par la loi précitée en l'appropriant aux nouvelles conditions économiques. »

Cet ordre de considérations est plutôt étranger au domaine des préoccupations fiscales. Il s'inspire d'autres pensées et complètement différentes. Il pourrait même négliger comme accessoires les résultats financiers à résulter de ces mesures, s'il n'envisageait la proposition que comme une mesure de moralité et de salubrité sociale.

Y a-t-il lieu d'assimiler les bénéfices exceptionnels d'après-guerre à ceux de la période de guerre ?

Est-il vrai que l'opinion publique considère, et soit en droit de considérer, de même tous ceux qui ont réalisé des bénéfices pendant la guerre et ceux qui en réalisent depuis l'évacuation du sol violé de la Patrie ?

Réserve faite de certaines exceptions, — les profits usuraires, — il y a une distinction essentielle à faire entre les profits d'avant-guerre et les profits actuels. Quoi que l'on ait pu dire que la loi du 3 mars 1919 n'est pas une « loi punitive », il est incontestable qu'elle a été principalement réclamée pour atteindre ceux qui s'étaient placés au-dessus des misères et des souffrances de la masse : Tandis que d'autres ayant abandonné leurs affaires pour répondre à l'appel du devoir, combattaient dans les tranchées, ils étaient demeurés à l'abri derrière leurs comptoirs et leurs

bureaux; les soucis qui les agitaient étaient ceux de la conservation et de l'accroissement de leurs biens privés, l'égoïsme était leur mobile. Ils s'enrichissaient tandis que d'autres voyaient fondre leurs économies dans un régime de privations, à raison du renchérissement des denrées de première nécessité.

Ils contribuaient à créer ce régime. Ils auraient volontiers souhaité sa prolongation indéfinie.

C'est le moins qu'on puisse dire de ceux qui ont vu alors s'accroître leurs bénéfices dans des proportions anormales. Et à côté de ceux-ci combien, poussés par l'appât du gain, escomptant une impunité, — que le principe de la non-rétroactivité des lois pénales leur a d'ailleurs assuré, en de nombreux cas par la suite, — complaisants devant les succès temporaires de l'oppresser, ont recherché les rencontres, et se sont fait les complices, de l'ennemi.

Les bénéfices de guerre ont, sauf de très rares exceptions, une source impure : l'égoïsme ou la trahison. Ce n'est que justice de réclamer une large restitution à ceux qui en ont recueilli les avantages au profit de ceux qui ont tout perdu : Le travail intensif pendant la guerre n'était pas réclamé dans l'intérêt de la Patrie.

Autres choses depuis : Que l'on analyse tout ce qui a été dit, tout ce qui a été écrit au sujet de la crise économique que traversent toutes les nations, que l'on étudie toutes les théories, et que l'on groupe toutes les solutions préconisées pour expliquer et apporter un remède au problème de « la vie chère », on aboutit à cette conclusion unique : La cause du mal réside dans la destruction des richesses, le remède dans leur reconstitution par production nouvelle. Pour reconstituer la Belgique dévastée, pour combattre la vie chère, il n'est qu'un seul moyen efficace : et tous autres ne seront que des palliatifs ou des expédients de nature à aggraver le mal : Travailler et produire aussi intensivement que nos forces le permettent.

Pendant cinq ans le devoir civique a pu consister dans la destruction et l'abstention, aujourd'hui il consiste dans la production.

Ce doit être l'œuvre commune à poursuivre par le concours du capital et du travail; le capital, qui fournit les munitions, l'action du travailleur de l'atelier, de l'usine, du commerce, qui est le soldat de cette œuvre nouvelle, à laquelle nul ne peut faillir sans trahir. L'avenir est aux capitaines et aux soldats de l'industrie.

« Des produits, des produits, encore des produits! »

On ne peut donc assimiler les commerçants et les industriels de la période de reconstitution à ceux de la période de destruction.

Par voie de conclusion c'était donc un défaut radical du projet de vouloir prolonger purement et simplement les mesures adoptées pour la première période à la seconde, et d'y soumettre empiriquement à tous ceux dont les bénéfices dépassent un certain coefficient qualifié de normal.

Erreur en justice et en politique économique.

Ce serait faire œuvre injuste et mauvaise que de généraliser et de condamner tous les profits qui sortent des normes anciennes puisqu'ils sont réalisés dans une période exceptionnelle.

Il est impossible, si l'on veut, dans une période pleine de risques et de difficultés, développer l'esprit d'entreprises, intensifier la production, de condamner, comme certains semblent vouloir le faire, l'esprit de lucre et de spéculation. « Il faut laisser aux hommes de grands espoirs si l'on veut provoquer de grands efforts », constate, avec raison, le rapporteur de la Chambre de commerce de Bruxelles.

Les bénéfices élevés réalisés par ceux qui réussissent ne sont pas nécessairement impurs ou blâmables parce qu'ils sont élevés. La production de certains objets et produits indispensables à notre consommation nationale, tels les charbons, les matériaux de construction, les tissus, etc., fournit matière à des profits exceptionnels. On aurait tort de dénoncer ceux-ci comme étant le résultat de la rapacité des producteurs, et de donner à une loi sur les bénéfices exceptionnels le caractère de loi vengeresse, ou de restitution comme la loi sur les bénéfices de guerre. La hausse des prix, génératrice de ces prix anormaux, et par voie de conséquence de la cherté de la vie, a pour cause de nombreux facteurs : l'insuffisance de la production au regard des demandes de l'intérieur et de l'étranger qui, joints à la mauvaise tenue de notre change, ont déséquilibré la demande et l'offre.

Si ces prix élevés — et les profits qui en sont la conséquence — constituent d'ailleurs une nuisance lorsqu'ils grèvent le prix de vente de produits vendus à l'intérieur, il en est tout autrement lorsque ces produits sont exportés. Ils contribuent à améliorer ou à maintenir notre change. Ils permettent de reconstituer la fortune nationale qui — on ne peut l'oublier — est constituée par l'ensemble des fortunes individuelles.

Nous n'avons pas les mêmes raisons pour déplorer ces bénéfices réalisés à l'étranger.

L'impôt sur les bénéfices exceptionnels aurait-il une influence sur les prix ? Réduirait-il ces prix ?

Pour amener une baisse, il faudrait rechercher ailleurs les remèdes soit dans la combinaison d'une défense d'exportation et la fixation de prix maxima.

Certains membres ont suggéré à cet égard l'adoption de mesures qui obligeraient les producteurs à fournir aux besoins des organismes de reconstitution une partie de leurs fabricats — tels les briques, le verre à vitre, les fers, etc. — à un prix déterminé par celui de production majoré d'un bénéfice limité. Ce serait l'extension du droit de réquisition admis pour la défense de guerre à la défense économique.

Telles mesures pourraient certes se justifier dans une période de crise aiguë telle que celle que nous traversons. Elles auraient comme conséquence la diminution des bénéfices actuels. Mais elles sont étrangères au cadre de la présente loi et leur examen aurait entraîné hors des limites qui sont tracées à la Commission.

Il suffit de constater que ce serait vainement que l'on espérerait atteindre une diminution du coût des produits fabriqués par l'établissement d'un impôt sur les profits incorporés dans ce coût. Cet impôt fournira certes des ressources à l'Etat, celui-ci pourrait les consacrer à des ristournes directes ou indirectes au profit de ceux qui ont dû acquérir à haut prix ces produits. Mais cette organisation compliquée n'opérerait ces effets que par voie de répercussions successives, et qui seraient imperceptibles dans leurs dernières manifestations.

Ce serait une utopie de penser que l'industriel ou le commerçant, obligé d'abandonner au fisc une partie de ses profits, se résignerait à ne pas réaliser ceux-ci.... Il est, au contraire, à prévoir, et à craindre, que son calcul serait tout différent : Ou bien il escompterait les possibilités de dissimulation, ou bien il augmenterait ses exigences aux fins de recueillir, dans la partie conservée après le prélèvement du fisc, un bénéfice égal, solde de profits plus élevé, — à moins qu'il ne se décourageât et cessât de produire.

L'impôt sur les bénéfices exceptionnels n'est pas un remède à la vie chère.

La loi sur les bénéfices de guerre nous a malheureusement amené à constater combien ceux qui avaient réalisé les fortunes les plus scandaleuses ont pu aisément disparaître, et mettre leurs biens à l'abri. Ils n'ont pas de comptabilité établie; ils n'ont aucunes attaches.

On conçoit des mesures de rigueur à leur égard. Nul ne songe à leur accorder l'immunité fiscale, et la Commission aurait sans doute été heureuse d'accueillir celles proposées si elle avait pu avoir cette conviction que celles-ci atteindrait les trafiquants sans scrupules qui provoquent et réalisent des profits usuraires et non ceux qui ont, par leur travail, leur activité, une meilleure organisation de leurs forces, obtenu des bénéfices dont le chiffre frappe certaines imaginations.

Une des raisons — sinon la principale — qui a entraîné l'adoption de la loi du 3 mars 1919, ne subsiste pas, pour justifier sa prolongation.

Ce serait donc une grande faute et une dangereuse erreur que d'obéir dans l'élaboration d'une loi fiscale pouvant avoir des conséquences et des répercussions économiques considérables, à des suggestions d'un ordre complètement étranger à celles-ci.

Une loi sur les bénéfices exceptionnels doit éloigner toutes ces considérations.

* * *

Si l'on aborde au contraire l'examen du projet de loi, au point de vue qui doit particulièrement préoccuper ceux qui ont la charge de rétablir l'ordre dans nos finances, il faut se placer purement objectif.

Le Trésor public a besoin de ressources.

« Il n'y aura jamais trop d'impôts », a constaté un des membres, au cours de l'examen d'une de nos lois budgétaires.

Quelles seront les possibilités de faire face aux charges qui pèsent sur nous, même en appliquant les coefficients nouveaux d'évaluation aux biens et aux

revenus qui subsistent après les destructions subies et la perte irrémédiable des capitaux belges placés à l'étranger?

On ne pourrait donc opposer à la proposition de loi que les ressources qu'elle fournirait seraient inutiles, ou dépasseraient des besoins reconnus. Il ne pourrait convenir d'user d'un moyen de procédure en invoquant « qu'il conviendrait pour décréter l'impôt proposé d'attendre la constatation des charges auxquelles il faut pourvoir ».

Il faut des ressources nouvelles : A qui peut on les demander?

Dans la détresse actuelle, il est naturel, nécessaire et légitime de s'adresser à ceux qui trouvent une source de bénéfices exceptionnels dans les circonstances économiques issues de la catastrophe mondiale. C'est la juste compensation des charges qui résultent pour l'État de ces mêmes circonstances, c'est l'accomplissement du devoir de solidarité.

Telle doit être la justification du projet de loi. Mais il en résulte que le devoir subsistera pendant une assez longue période, qu'on ne peut se borner à un prélèvement unique et extraordinaire, et que, dès lors, il faut se garder dans l'établissement de l'impôt d'introduire toute mesure qui serait de nature à frapper des moyens de production dont il convient au contraire de développer la puissance.

Les champs les plus riches deviennent bientôt improductifs si, au lieu de les exploiter méthodiquement, on se livre à des coupes irrégulières, défonçant de-ci de-là le sol, enlevant les fruits qui paraissent le plus à la portée de la main, sans se soucier de créer des réserves.

L'impôt risque de tarir les sources de la fortune lorsque, se présentant avec les dehors de la rétroactivité, il enlève au contribuable la confiance nécessaire pour exercer son activité : « Restaurer le crédit, inspirer la confiance, sont deux termes inséparables ».

Il sacrifie le présent à l'avenir lorsque, s'emparant d'une partie des instruments de production, il empêche celle-ci de s'intensifier.

Il est mauvais lorsque sa perception ne fournit qu'un rendement lent.

Il n'est guère de critique sur la base de ces principes qui n'ait été dirigée tant contre le principe de la proposition de loi que contre les mesures d'application, et dont certaines apparaissent comme justifiées.

Un des principaux griefs dirigés contre la proposition, était fondée sur son « caractère rétroactif et exceptionnel, draconien dans la perception ».

C'est à la fin du premier trimestre de l'exercice qui suit la réalisation des profits que le fisc prétend intervenir, pour faire reviser les comptes des bénéficiaires, revenir sur des résultats acquis.

Il considère comme une dette exigible, productive de l'intérêt légal, à partir du 1^{er} janvier 1920 jusqu'au jour du paiement des cotisations, dont le montant n'était point établi à cette date et dont le débiteur ne pourrait se libérer.

Il entend frapper de l'emprisonnement — huit jours à cinq ans — le redevable qui ne s'acquitterait pas, sans même rechercher les causes de ce non-paiement.

Il étend la peine, non seulement au contribuable, mais même à son représentant légal.

De pareilles mesures d'application, qui vont à l'encontre des principes de la non-rétroactivité en matière civile et pénale, devaient, en tout cas, d'après les critiques formulées lors du premier examen sommaire du projet, être repoussées.

Mais, à un point de vue plus général, la Commission a été saisie de critiques, contre ce qu'on a qualifié : « rétroactivité du projet ».

La Chambre de commerce de Bruxelles, examinant « l'application possible d'un impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels de l'année 1919 », signale que « toutes les entreprises qui se fondent ou reprennent leur activité, se basent sur les conditions économiques qui existent lors de leur création : L'État prend tacitement l'engagement de maintenir pendant un temps raisonnable ces conditions d'après lesquelles les dirigeants ont établi leurs prévisions.

» Si, après avoir laissé les industries s'exercer, l'État applique aux années écoulées des charges non prévues, c'est-à-dire crée des lois avec effet rétroactif, il fait acte de déloyauté. En tout état de cause il ne peut imposer des charges non prévues aux exercices qui ont précédé la mise en vigueur des lois nouvelles. Et même les mesures légales qui frappent l'industrie ou le négoce ne devraient avoir d'effet que quelque temps après leur promulgation. Une mesure qui bouleverse le régime d'une industrie ne peut être ordonnée qu'après que l'industriel a pris ses dispositions pour y remédier.

» Conçoit-on, par exemple, la situation d'un industriel qui, croyant les bénéfices d'une année acquis, les a employés en installations et en matériel et se voit brusquement, et un an après, obligé de verser à l'État une partie importante de la valeur de son bénéfice qui maintenant se trouve immobilisé? Il faut qu'il ait le temps de prendre ses dispositions.

» Peut-on admettre qu'un industriel qui a risqué ses capitaux, acheté des marchandises, aménagé ses bâtiments, donné tous les moyens dont il dispose en vue d'une exploitation dans des conditions sociales déterminées, apprenne après plus d'un an d'exploitation que l'État applique à ses résultats des charges non énoncées à l'avance?

» L'État prend l'industriel en traître, il le laisse travailler dans une trompeuse sécurité pour s'emparer ensuite du fruit de son travail.

» Le particulier, qui modifierait les conditions d'un marché après que celui-ci a été exécuté, serait condamné par tous les tribunaux du monde. Que dire de l'État qui donnerait, en employant l'effet rétroactif, l'exemple de semblables procédés?

» Le commerce est unanime à réprouver le principe des lois avec effet rétroactif. Si, pour les bénéfices de guerre, pendant les années de guerre, le commerce n'a pas protesté, c'est qu'il y avait une raison morale de donner au pays l'assurance que nul ne retirerait du cataclysme un profit quelconque et qu'il est immoral de voir le malheur de tant de familles être la cause directe de la prospérité de certains individus.

» Et cependant il y eut pendant la guerre des commerçants honnêtes qui ont gagné de l'argent tout en restant sans reproche. Ces commerçants n'ont pas protesté contre les lois sur les bénéfices de guerre.

» Mais actuellement les circonstances ne sont plus les mêmes. Depuis l'armistice il n'y a plus de deuils nouveaux dans les familles, depuis l'armistice tout le monde a pu croire que l'exercice des professions commerciales n'avait plus rien de répréhensible. C'est sous l'empire de cette croyance que les industriels ont tenté de reprendre l'activité.

» La possibilité de la création d'un précédent en cette matière est peut-être la plus grave des préoccupations du commerce. Si cela peut se faire aujourd'hui, cela pourra se faire demain, le commerce n'aura plus aucune sécurité dans l'avenir, et le découragement l'envahira d'une manière générale. »

L'incertitude des lendemains est une des causes de l'élévation sans cesse croissante des prix. Les commerçants et les industriels sont nécessairement et inévitablement entraînés à majorer les conditions de vente en vue de se mettre à l'abri des aléas qui pourraient survenir au cours de l'exécution des marchés. Ce n'est point, dans la plupart des cas, une pensée de spéculation mais de prudence qui les inspire, en tenant compte de cet élément dans leurs prix de revient. La hausse ininterrompue des changes a entraîné des pertes considérables pour ceux qui avaient établi leurs prix en tablant sur les cours d'il y a quelques mois. Il en est de même des marchés conclus sans prévision de la hausse des matières premières et des salaires.

L'impôt est un des éléments influençant les prix par voie d'incidence. Si l'industriel ou le commerçant se juge exposé à des mesures rétroactives en matière d'impôts, cet élément viendra se joindre nécessairement à tous les autres contre lesquels il cherchera à s'assurer par une prime de majoration de prix.

C'est improprement peut être que le terme rétroactif a été employé. Le terme « tardif » répondrait mieux au grief qui est en réalité fondé sur ce que les bénéfices constatés au cours de 1919 n'existent pas ou plus, dans la plupart des cas sous une forme liquide et disponible.

Il va de soi que le projet de loi ne peut avoir la prétention d'atteindre les plus-values d'immeubles industriels que certains bilans ont pu comptabiliser en inventoriant leurs immobilisations au dénominateur de notre monnaie dépréciée. Le sinistré qui a obtenu une indemnité de emploi calculée au coefficient 3 ou 4 n'a pas vu sa fortune se tripler ou se quadrupler...

Prenons le cas d'une de nos grandes industries à qui le tribunal des dommages de guerre attribue une indemnité de emploi qui dépasse le montant de ses installations au bilan de 1914. Cette somme est dépensée à rétablir la situation d'autrefois. L'État n'a certes pas songé à lui assurer un bénéfice. Cependant le bilan auquel ces installations figureront à valeur du prix d'établissement indiquera un excédent d'avoir qui, aux termes de la proposition de loi, devrait être taxée... Une société procède, à l'évaluation

sur la base de notre franc déprécié, des installations qu'elle a conservées : celles-ci doivent être comptabilisées au triple.

Les auteurs de propositions d'impôts sur les bénéfices exceptionnels n'ont certes jamais songé à considérer comme un bénéfice au point de vue fiscal ce qui n'est certes pas une plus-value réelle et encore moins un revenu. Ce n'est pas le résultat d'opérations commerciales ou industrielles.

Mais en dehors de ces cas, on constatera que la plupart des industries qui ont réalisé des bénéfices considérables les ont appliquées dans des installations nouvelles réalisées à grands frais. Quelle serait la situation de ces industriels? Pourrait-on songer à leur faire réaliser ce matériel, ces marchandises, ces immeubles, et ce sous peine de prison...

Aussi, dès le premier examen, ce fut l'avis unanime de la commission, que pour reprendre la proposition sous une autre forme, il était indispensable d'immuniser la partie des bénéfices appliquée à des immobilisations, à la reconstitution des installations, au fonds de roulement indispensable des entreprises, à des fonds de prévoyance en faveur du personnel, à la construction d'habitations ouvrières : Il est de mauvaise politique de frapper la richesse en formation ; il faut éviter de frapper celles des richesses acquises qui sont de nature à fournir au Trésor des ressources pour l'avenir.

Pour pouvoir se développer, nos industries ont besoin de capitaux considérables. Pour la plupart d'entre elles l'outillage doit être complètement modernisé. Les organismes ouvriers réclament cette réorganisation. « Pourquoi la journée de huit heures est-elle contestée, demandait ces jours derniers une affiche de la Fédération nationale des travailleurs du bâtiment et des travaux publics de France? Parce que, répondait-elle, les patrons « se refusent à tout effort de modernisation de l'outillage, seul moyen permettant de rétablir l'équilibre dans la production : une situation nouvelle veut des méthodes nouvelles ».

Les mêmes constatations ont été faites ces jours derniers en Belgique : Il faut rémanier à tout prix, et d'urgence, notre matériel.

Or ces travaux actuellement pratiqués sont de nature à entraîner des dépenses supérieures à la valeur de ces installations lorsque la période sera redevenue normale.

Certains bénéfices n'ont été réalisés que parce que des industriels se sont assurés la livraison d'un matériel, de machines à des prix absolument disproportionnés à la valeur de ces engins. Il fallait les acquérir sous peine de déchoir et pour rencontrer la redoutable question de la main-d'œuvre. On doit considérer que cette différence de prix entre la valeur actuelle des immobilisations et la valeur normale réclame un amortissement immédiat. Empêcher ces amortissements extraordinaires serait taxer le capital et non le revenu.

Comment l'industriel se livrerait-il à ces installations si les profits devaient être versés à concurrence de cinquante pour cent au fisc. Comment un industriel se risquerait-il à les entreprendre s'il était menacé de se voir taxer après les avoir entrepris; d'être l'objet de saisies, s'il ne pouvait acquitter

la taxe qu'à condition de détruire l'œuvre entreprise? Autant vaudrait, dans la crainte d'un avenir mal assuré, réduire de suite cet outillage, réaliser le bénéfice réduit avec moins d'ouvriers, moins d'installations, moins de mal et de soucis.

D'où cette première conclusion : Nécessité sous peine de briser le ressort de l'activité qui se réveille — de proclamer le principe de l'immunisation de toute la portion des bénéfices non distribués : celle-ci pourra fournir matière, le cas échéant, — mais d'après d'autres règles et sous des procédés différents de perception, — à des impôts basés sur l'accroissement des fortunes, impôts des plus-values des fortunes, des impôts de transmission, des droits successoraux.

En vue d'éviter ces inconvénients certains membres avaient préconisé l'application de la taxe proposée, non plus aux profits réalisés, — souvent uniquement sur le papier et seulement avec une existence comptable, — mais aux bénéfices répartis et distribués, dans la partie qui excède la rémunération normale du capital calculée en fonction de la situation actuelle ; à étendre la mesure, non à une période d'un an, qui serait vraisemblablement prolongée, mais en prévision d'une durée possible plus longue.

C'est ainsi qu'en France la question s'est posée s'il n'y avait pas lieu de remplacer l'impôt sur les bénéfices exceptionnels de guerre par un impôt permanent sur les bénéfices extraordinaires, c'est-à-dire par un prélèvement qui attribuerait à l'État une part de plus en plus forte des bénéfices qui dépasseraient le bénéfice annuel, par exemple 10 ou 15 % du capital engagé dans le commerce ou l'entreprise.

La proposition de loi du Gouvernement a admis jusqu'à un certain point le principe du droit du capital à une rémunération forfaitaire et fixe à 10 % le profit normal.

Mais si la règle était appliquée purement et simplement, on serait encore en présence de cette conséquence absolument injuste et illogique qu'une société dont le capital est tant soit peu élevé ne pourrait gagner plus de 10 % de ce capital sans devoir abandonner 50 % de ses profits à l'État. Ce serait la condamnation du régime du groupement des capitaux et de la constitution des organismes puissants qui seul peut assurer à notre pays la lutte à armes égales avec les sociétés puissantes d'Angleterre et des États-Unis — et voire même demain avec celles des États centraux.

D'autre part, alors que la plus-value des marchandises, des salaires, des frais généraux, de l'existence, dépasse le coefficient deux, il serait illogique de prétendre retenir en Belgique, dans les hasards de l'industrie, des capitaux ou des intelligences dont la rémunération ne serait pas consacrée dans la même proportion d'augmentation. Certains membres ont combattu la limitation forfaitaire au coefficient du *double* des bénéfices moyens d'avant-guerre, alors que, sans contestation possible, l'unité monétaire, à laquelle doit se rapporter tout ce qui s'évalue en francs, a subi une dépréciation supérieure

à 50 %. Les statistiques du Ministère du Travail n'établissent-elles pas, par exemple, qu'en janvier dernier, le prix des choses nécessaires à la vie avait quadruplé par rapport à 1914 ? Et que serait-ce si ces calculs portaient sur les produits de consommation nécessaires à l'industrie ?

*
* *

La Commission spéciale saisie d'un projet de loi dont la majorité de ses membres, ne voulant s'inspirer que de préoccupations d'ordre économique, avait condamné le caractère de loi temporaire, d'exception, de ses effets rétroactifs, des conséquences désastreuses qu'il pouvait exercer sur le commerce et l'industrie, n'a pas voulu cependant se borner à de stériles critiques et vous rapporter un procès-verbal de carence.

Tous les membres avaient été d'accord pour voir imposer les bénéfices exceptionnels. Ils ont recherché le moyen d'atteindre ce but en remaniant le projet de loi, en tenant compte des observations ci-dessus, et de leurs travaux est sorti un projet amendé dont nous avons à présent à vous fournir la justification et le commentaire.

ARTICLE PREMIER.

La Commission a cherché à concilier les deux buts poursuivis :

- 1° Une intervention plus grande, répondant au sentiment public et basée sur le principe de solidarité, de la part de ceux qui sont particulièrement favorisés dans leurs entreprises ;
- 2° Un accroissement de recettes fiscales.

Elle a cherché à réaliser cet objet par une loi dépourvue du caractère de loi occasionnelle et limitée à un an.

L'article 14 permettra d'en déterminer la durée d'application ainsi que le point de départ.

ART. 2.

Quels sont les bénéfices exceptionnels qu'il y a lieu de cotiser ? Ce sont évidemment ceux provenant des opérations entreprises dans un but de lucre et de spéculation.

Il ne peut certes avoir été dans la pensée des auteurs de la loi de qualifier de « bénéfices » et encore moins de considérer comme « exceptionnels » les salaires, les appointements, les produits du travail manuel ou intellectuel, dont la majoration a pour cause l'augmentation du prix de l'existence, ou un développement du travail.

Le projet du Gouvernement, si l'on s'attachait au texte de l'article 2, § 1^{er}, aurait pu cependant recevoir une telle application, alors qu'il vise les « redevables de la taxe professionnelle » : La loi du 29 octobre 1919,

article 23, 2° et 3°, atteint en effet « les rémunérations diverses des fonctionnaires et employés publics ou privés, ainsi que tous salaires, les pensions et rentes viagères; les profits quels que soient leur dénomination des professions, charges ou offices, et de toute opération lucrative autre que les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques ».

A prendre cette disposition, l'ouvrier ou l'employé qui n'aurait joui que d'un salaire de moins de 5,000 francs dans les années qui précèdent la guerre aurait vu traiter comme exceptionnel tout ce qui dans son salaire d'aujourd'hui dépasserait 10,000 francs. Le jeune-médecin et l'ingénieur, qui n'ont pu commencer à professer qu'après 1914 devraient être présumés ne pouvoir gagner normalement que 10,000 francs et être taxés de 20 % sur ce qui aurait dépassé la première tranche de 10,000 francs...

Une telle disposition multiplierait les obligations de déclarations au point d'empêcher tout fonctionnement de la loi.

L'accroissement des revenus professionnels — puisés ailleurs que dans l'exercice de professions commerciales ou industrielles ou s'y rattachant — doit être considéré comme le résultat de la dévalorisation de notre franc.

C'est la loi sur les revenus qui doit les atteindre, et qui les atteint, dans leur augmentation par la taxe professionnelle et la supertaxe, toutes deux progressives.

A défaut de l'existence de l'élément *exceptionnel* et de lucre, qui est la raison d'être de la loi *spéciale*, il ne peut y avoir lieu d'attendre ici les revenus professionnels des personnes qui ne se livrent à aucun acte de commerce.

ART. 3.

Pour déterminer si un bénéfice est exceptionnel il faut un terme de comparaison : Là où le terme n'existe pas il faut recourir à l'expédient du forfait.

Le terme de comparaison est puisé dans la période antérieure à la guerre. Ce sont les résultats des cinq semestres qui ont précédé celle-ci. La période fournissant la moyenne peut être étendue aux deux années précédentes. Il n'y a rien à modifier sur ce point aux règles posées par la loi sur les bénéfices de guerre : L'Administration dispose déjà à cet égard d'un travail important qui pourra être utilisé.

Mais si la loi maintient comme base de comparaison, pour les entreprises anciennes les bilans antérieurs au 1^{er} juillet 1914, les conditions économiques sont profondément modifiées. Le franc s'est dévalorisé.

Le caractère exceptionnel n'existe certes pas aujourd'hui si le bénéfice ancien n'est que doublé. Et encore la base du double ne peut-elle demeurer permanente et invariable alors que la loi doit étendre ses effets chaque année.

Une industrie qui se développe normalement ne fera pas des bénéfices

exceptionnels si, ayant obtenu en 1919 le double des bénéfices moyens de 1912-1914, elle réalise en 1924 plus du double.

Il faut admettre une progression. La Commission estime qu'elle peut être de 10 % par an sur le chiffre de base.

Soit un bénéfice moyen d'avant guerre.	fr.	100,000
Bénéfice normal en 1919		200,000
Id. 1920		220,000
Id. 1921		240,000
Id. 1922		260,000
Id. 1923		280,000

Lorsque l'industrie n'a pas fonctionné avant 1914, la loi fixe un forfait de bénéfices.

On comprend que la loi sur les bénéfices de guerre n'ait pas tenu à favoriser les nouveaux trafiquants, nés aux opérations commerciales, alors que, l'un après l'autre, nos commerçants établis étaient réduits à cesser leur négoce.

Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. On ne peut raisonnablement admettre qu'un commerçant ou un industriel — dont le capital est inférieur à 50,000 francs — réaliserait un bénéfice *exceptionnel* alors qu'il ne retire pas de son capital et de son activité un bénéfice supérieur à 5,000 francs. Il n'est plus guère de travailleur manuel qui consente à envisager un pareil salaire. Il n'est pas de commerçant qui pourrait consentir à courir les risques d'une entreprise moyennant une rémunération inférieure. Le chiffre de 10,000 francs comme bénéfice normal admis — à défaut de bilans antérieurs — est un minimum. Il ne peut être admis qu'à raison de l'exonération de base de 15,000 francs prévue par l'article 5.

La formule puisée dans la loi de 1919 doit de même être complétée — puisqu'il s'agit d'élaborer une loi susceptible d'étendre ses effets au delà d'un an — par la prévision des augmentations de capital.

Si un commerçant double son capital, il est normal que ses bénéfices doublent dans la même proportion, et au taux de rendement antérieur. Si un négociant a réalisé antérieurement à la guerre un bénéfice de 150,000 francs avec un capital de 1 million, et n'est considéré comme réalisant des bénéfices exceptionnels que sur ce qui dépassera 300,000 + 15,000 francs, il doit être admis qu'élevant son capital à 2 millions en 1921, ses bénéfices exceptionnels seront établis sur 600,000 + 15,000 francs. Se borner à admettre la formule d'exonération limitée au 10 % du capital investi, aurait pour conséquence d'empêcher l'apport de nouveaux capitaux. Ils réclament actuellement, à raison des aléas, une rémunération supérieure. Il est des emprunts d'État qui ne peuvent être contractés qu'à 8 et 9 %. Qui peut prévoir d'ici cinq ans une baisse du taux de l'intérêt?

L'article 3, § 3 cherche à rectifier la formule actuelle de l'article 2, 4°

de la loi sur les bénéfices de guerre, qui a d'ailleurs institué une taxe se rattachant davantage aux taxes de plus-values qu'aux taxes sur bénéfices.

Si l'on considère comme « bénéfices » ce qui excède le double de la valeur de vente d'un immeuble, comparée à celle de 1914, il faut cependant que dans le calcul on ait soin de déduire les améliorations, les impenses, les réparations ayant encore effets utiles. C'est un capital ajouté.

Quant aux bois, il convient d'ajouter à la valeur de 1914, tous les frais et dépenses qui sont venus s'incorporer à cette valeur, et, en outre, le revenu normal qui s'est accumulé et qui peut être évalué à 5 % par an.

Le calcul des bénéfices repose, à défaut de bénéfices antérieurs, — ce qui sera le plus souvent le cas pour les entreprises qui n'avaient pu se développer avant la guerre, — sur la base du capital investi.

Le capital investi est celui qui, pendant la période envisagée, a été réellement engagé dans les affaires, qui est soumis aux aléas de l'entreprise, constitue le gage des créanciers. Dans les sociétés c'est le montant des apports effectifs des associés, qu'ils l'aient fourni à l'origine ou aient accru leurs mises en laissant s'accroître celles-ci des bénéfices non répartis.

Le capital investi n'est pas nécessairement le capital nominal : il suffirait, en tel cas, d'une exagération d'apports pour pouvoir bénéficier de l'immunisation sur les 10 % prévus comme revenu normal.

Le capital d'une société dont les actions ne sont pas entièrement libérées ne s'élève qu'au montant libéré ; il ne comprend pas le capital obligatoire.

Ce n'est pas davantage et toujours, le capital chiffré au bilan, et il n'est pas sans intérêt de le constater au point de vue de l'application de la loi.

Ordinairement le capital investi fournit au passif du bilan la rubrique : « Dettes de la société vis-à-vis d'elle-même ». C'est l'ensemble des biens et valeurs formant l'avoir net, la différence entre l'actif et le passif.

La loi ne doit atteindre que les bénéfices exceptionnels — les supra bénéfices réalisés — au delà de ce que l'industriel ou le commerçant était en droit d'attendre comme rémunération normale de son capital mis en œuvre par son travail.

Elle réclame la part d'un enrichissement effectif. La richesse ne consiste pas dans ce qui n'en est que l'expression en valeurs monétaires conventionnelles.

C'est l'inventaire, élément essentiel et préliminaire à l'établissement de tout bilan qui permet d'établir le bénéfice ; l'inventaire, pour être exact et complet, doit être un relevé des existences et devrait renseigner sur leur valeur réelle, c'est à-dire au cours exact. Un inventaire qui sur-évalue ou sous-évalue et un bilan qui reprend ces évaluations ne sont pas « exacts ». Et nombre de bilans, pour des raisons de prudence justifiée, dissimulent souvent des réserves occultes. On ne peut admettre que les installations de telle exploitation charbonnière soient amorties au point de ne plus figurer à l'inventaire que pour « un franc » ou pour « mémoire ».

Le capital réel investi, fortune de la société, est dissimulé, et l'on comprend que le fisc soit en droit de contrôler et de contester les amortissements « avant bilan » lorsque le bénéfice taxable n'est pas limité au bénéfice réparti.

Ces énonciations doivent être susceptibles de révision, mais tant pour le fisc que pour et par le contribuable.

À côté de ces inventaires inexacts, par sous-évaluations volontaires, la situation spéciale résultant de la dépréciation du franc papier est de nature à créer d'autres inventaires « inexacts ». Les lois suisse et luxembourgeoise ont prévu des dispositions pour les autoriser. L'instrument de comparaison, le franc étant venu à diminuer, les existences qui ont subsisté doivent être reprises à un autre coefficient. C'est la substitution de l'étalon papier à l'étalon or, quand ces deux termes de comparaison ne s'égalisent plus.

Les bilans, pour être exacts, établis en « francs belges », devraient être rectifiés par une évaluation des existences matières qui amènerait en écritures comptables un avoir double ou triple, alors que, cependant, l'industriel n'est pas plus riche.

Il est conforme à la logique des choses de ne faire figurer une usine reconstruite au moyen d'indemnités au coefficient 4 ou 5 de dommages de guerre au montant du poste antérieur; mais l'écriture est contraire à la réalité comptable. Or, l'écriture réelle amènerait à la constatation d'un bénéfice, et, plus notre change se déprécierait, d'avantage nous deviendrons riches.

Il ne pourrait venir à la pensée de personne de taxer comme bénéfices ces majorations d'avoir, non plus que ceux que la société ferait apparaître en révélant ses réserves occultes : Ce ne seraient point des bénéfices réalisés au cours de la période actuelle.

Ce ne sont pas non plus des produits de l'exploitation de l'entreprise; condition de l'application de la loi. Ces sommes n'ont aucun rapport avec l'exercice de la profession.

La doctrine et la pratique administrative françaises sont d'accord sur cette théorie.

Le contre-projet soumis à la Commission contenait un texte qui précisait ces principes, et était ainsi conçu :

« Ne sont point considérés comme bénéfices, les plus-values constatées à raison de la revision des inventaires et bilans, à raison de la réévaluation de biens mobiliers ou immobiliers possédés avant le 1^{er} janvier 1920 ou d'indemnités attribuées à titre de réparation de dommages de guerre. »

Mais la Commission n'a pas cru que cette mention était nécessaire, estimant, à l'unanimité, que de tels prétendus bénéfices ne peuvent être taxés que lorsqu'ils sont répartis; lorsqu'ils cessent de constituer un avoir commun exposé aux risques de l'entreprise, d'être autre chose qu'une dette de la société vis-à-vis d'elle-même.

Il ne faudra donc pas s'arrêter à la simple constatation des chiffres. Ces augmentations d'évaluations devraient d'ailleurs rester immunisées dans le système de la Commission, puisqu'elles se rapporteraient à des immobilisations.

Il n'était pas indifférent cependant de bien préciser ces principes d'application générale.

ART. 4.

L'article 4 contient de l'avis unanime de la Commission un principe essentiel.

C'est l'accord intervenu sur celui-ci qui a permis l'adoption du projet qui vous est soumis.

La disposition d'exemption des immobilisations est de nature à rendre moins graves les conséquences que l'on a dénoncées au cas d'application de la loi aux bénéfices de 1919. Elle permettra même à la plupart de ceux qui ont condamné le « caractère rétroactif » de la loi d'abandonner ou de ne maintenir leurs critiques qu'au point de vue général des principes.

Le terme « immobilisations » doit être entendu dans un sens large, si l'on veut appliquer la loi aux bénéfices déjà réalisés actuellement et qui ont pu recevoir une destination dont on pourrait difficilement les distraire ou sur laquelle il est impossible de revenir : profits dépensés ou distribués.

Les immobilisations ne sont pas uniquement la partie de l'actif non réalisable, sous peine de restreindre la marche de l'entreprise, tout ce qui s'est incorporé au premier établissement : Ce sont les matières premières, les produits en cours de fabrication, les marchandises constituant le stock nécessaire de l'entreprise et, en général, tout ce que la loi sur les dommages de guerre considère comme susceptible d'être rangé dans les destructions fournissant matière à emploi ; c'est le capital roulant dans la mesure où il doit être considéré comme un outil ou instrument de production indispensable.

D'autre part, s'il s'agit d'appliquer la loi aux bénéfices obtenus en 1919, il sera impossible de s'en tenir aux immobilisations réellement et complètement réalisées : Les dépenses engagées devront venir en ligne de compte.

Si une usine a commandé des machines, et déposé le prix en banque, ou fait un placement d'attente en vue du règlement, on ne pourrait la traiter plus durement à raison du fait qu'une commande a été différée ou retardée.

La Commission estime qu'il y a lieu d'étendre le principe de l'exemption à toutes les immobilisations, et en outre à toutes les affectations du capital à des objets d'utilité générale industrielle ou ouvrière : création de maisons ouvrières, de lavoirs, etc. Il devrait en être de même si des bénéfices étaient consacrés à l'augmentation du capital et les titres représentatifs de celle-ci attribués au personnel.

En ce qui concerne l'industrie agricole, il y a lieu d'encourager la culture des céréales panifiables et la Commission propose d'immuniser les profits obtenus par celle-ci, à condition que la vente en soit réalisée au prix des mercuriales ou des prix taxés.

S'il est vrai que l'incertitude, qui a si lourdement pesée, va désormais cesser ; que les industriels et les commerçants pourront rester en possession des installations qu'ils ont créées, qu'ils pourront considérer l'impôt dans sa première année comme un impôt comparable à la supertaxe établie sur la base des bénéfices réalisés en 1919 (loi du 29 octobre 1919, art. 19), la conciliation apparaîtra possible entre le fisc demandeur en perception immédiate et les contribuables s'estimant impuissants à satisfaire à ses exigences.

Le fisc verra sans doute réduire la recette escomptée, mais il ne peut être question de sacrifier l'avenir au présent, et le projet n'a plus pour objet une perception unique. Il ne perdra point ce qui n'est différé. Par ailleurs, il paraît de nécessité absolue d'imposer aux entreprises qui ont l'heureuse chance de réaliser des profits élevés, le remploi de ces bénéfices, de suite, sans s'inquiéter si ces installations ainsi faites actuellement ne coûteront pas au delà de leur valeur.

Il faut que ces bénéfices soient consacrés à développer l'outillage, à améliorer les institutions en faveur du personnel de l'usine, à créer des habitations ouvrières. Ce placement doit être encouragé. L'État ne recule devant aucun sacrifice pour assurer le remploi en matière de dommages de guerre.

On objecte aux suggestions de la commission au sujet des immunisations, que « les sociétés qui accumulent des réserves voient du reste augmenter sensiblement le cours de leurs actions; c'est au moment où se produit cette hausse qu'il faut atteindre le bénéficiaire et non dans cinq ou dix ans alors que les titres seront peut-être dans le portefeuille de nouveaux détenteurs qui n'en auront retiré aucun profit ».

C'est, semble-t-il, confondre deux ordres d'idées bien différents.

Le cours des actions à la Bourse n'ajoute rien ni n'enlève aux ressources ou aux bénéfices d'une société. Les sociétés bien gérées s'inquiètent peu de ces cotations. Certaines sont d'ailleurs éloignées de répondre à la situation vraie et sont œuvres de la spéculation, de groupes organisateurs d'agiotages.

La Bourse a-t-elle tort ou raison dans son optimisme? Entraînera-t-il des mécomptes? Il serait dangereux pour le Parlement de lui donner des conseils ou des avis, de vouloir diminuer les offres d'achat à des taux élevés par des capitaux étrangers. Le fisc n'a d'autre rôle vis à vis des spéculateurs que d'atteindre leurs profits; et la justice d'atteindre les pratiques malhonnêtes, s'il lui en est dénoncé.

ART. 5.

La Commission a estimé qu'on ne pouvait taxer au même taux de progression ceux qui, à la faveur d'un capital différent, réalisent un montant égal de bénéfices.

Soit un supra bénéfice taxable de 750,000 francs, réalisé par A. B. C. D. E., disposant d'un capital respectif de un, deux, trois, six et dix millions.

Le bénéfice constituera une rémunération exceptionnelle de 75 % pour A; 37.5 % pour B; 25 % pour C; 12.5 % pour D; de 7.5 % pour E.

Le caractère exceptionnel diffère d'intensité. Il est rationnel, en effet, qu'à un capital double, triple, etc., correspondent des bénéfices proportionnellement plus élevés. Le bénéfice doit être « en fonction du capital investi ».

Le Gouvernement s'est rallié à cette observation et a proposé de rédiger comme suit l'article 3 du projet (§ de la Commission) :

« § 1^{er}. — En ce qui concerne les redevables dont le capital investi résulte de documents probants, le taux de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels est égal au quotient de la division des bénéfices totaux par le cen-

tième du capital investi au début de l'année ou de l'exercice social imposable.

» Quant aux autres redevables, le taux du dit impôt est fixé à 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables et il augmente graduellement de 1 % pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs.

» Dans l'un et l'autre cas, la déduction prévue aux articles 2 et 12, § 1^{er} de la loi du 3 mars 1919, est réduite à 10,000 francs et le taux applicable ne peut dépasser 50 %.

La formule proposée par la Commission est — du moins elle le pense — plus simple et plus pratique et aboutit au but poursuivi.

Au lieu de taxer ces redevables en appliquant la progression par tranche de 20,000 francs; seule la première tranche serait taxée à raison de 20 %.

Les tranches suivantes seraient pour la société *A* de $\frac{1,000,000}{100} = 10,000$

francs; *B* $\frac{2,000,000}{100} = 20,000$ francs; *C* 30,000 francs; *D* 60,000 francs

et *E* 100,000 francs. Evidemment *A* ne réclamerait pas le bénéfice de la disposition, et l'on constate que celle-ci n'exercera ses effets qu'alors que le capital investi dépasse 2 millions.

Par contre, la majorité de la Commission a estimé que dans ce système la progression pourrait sans inconvénient être poursuivie jusqu'à 60 % au lieu de 50 %.

ART. 6.

Contrairement à ce que pouvait faire croire le texte un peu imprécis de l'article 3, § 2 du projet du Gouvernement, le taux de 20 à 60 % ne peut être augmenté de l'impôt sur le revenu. « C'est le contraire que prévoit le projet, l'impôt sur le revenu est déduit; on ne calculera l'impôt spécial que déduction faite de cet impôt ».

L'exposé des motifs du Gouvernement indique également que l'on tiendrait compte du « manque à gagner des années précédentes ». Le texte ne s'explique pas en termes formels à ce sujet et il y aura lieu de préciser à cet égard ses propositions. Ce qui est dès à présent certain, c'est que les pertes subies par les industriels ou les commerçants dans l'exercice de leur profession pendant la période de guerre ou une des années d'application et qui se traduisent par une diminution de capital investi, doivent être déduites des bénéfices exceptionnels: avant que d'être soumis à l'impôt, le commerçant, l'industriel doit pouvoir regagner ses pertes.

D'autre part, le texte proposé pour l'article 6, § 2, permettra aux vendeurs d'immeubles et de bois qui ont éprouvé certaines pertes pendant la guerre, de déduire celles-ci du bénéfice qu'elles ont pu réaliser du chef de ces ventes.

ART. 7.

Cet article transporte dans la loi actuelle l'article 13 de la loi du 3 mars 1919.

ART. 8 et 9.

Les mesures édictées par la loi du 3 mars 1919 aux frais d'assurer le recouvrement de la taxe sur bénéfices de guerre, pouvaient se justifier parce qu'il s'agissait d'un prélèvement extraordinaire, devant atteindre dans certains cas des personnes s'étant livrées à des opérations louches et suspectes, sans établissement fixe, capables de disparaître d'un instant à l'autre avec leurs biens. Cette situation était de nature à réclamer des mesures conservatoires.

Ici la taxe a un autre caractère. Elle doit sortir ses effets pendant plusieurs années. Il n'y a pas lieu de traiter en suspects les industriels et les commerçants parce qu'ils ont pu réaliser des bénéfices exceptionnels et qu'à raison de ce fait on leur demande d'intervenir dans une plus large mesure aux charges publiques.

C'est la procédure ordinaire appliquée en matière d'impôts sur les revenus qui doit être appliquée. On ne pourrait souffrir que, sous prétexte d'intérêts en péril du Trésor, le contrôleur des contributions taxe ces redevables à titre conservatoire, les oblige à verser la somme qu'il a arbitrairement fixée; procède à la saisie des marchandises à défaut de versement immédiat, et qu'il faille attendre des mois avant qu'une taxation définitive intervienne et permette un recours contre cette cotisation.

L'article 29 de la loi du 3 mars 1919 ne peut donc être transporté ici.

Les raisons qui ont amené le rejet des autres dispositions du projet du Gouvernement sont les suivantes :

ART. 6 (DU PROJET).

Il n'a pas paru admissible de rendre productive d'intérêts une dette encore indéterminée, dont le débiteur ne peut se libérer. Il faut distinguer entre celui qui refuse de payer, essaie de se dérober au paiement et le redevable de bonne foi qui ne paie pas, par ce qu'on ne lui a encore rien réclamé.

Le texte ne distingue pas.

La contrainte par corps a été abolie : comment la rétablir pour le recouvrement des impôts, en instaurant un régime dont l'application dans notre Colonie a fourni matière à pas mal de critiques.

Un contribuable *pourrait* être condamné à l'amende et à l'emprisonnement; même l'administrateur d'une société pourrait être tenu du fait de celle-ci. Cela ne se justifie d'aucune façon. Nous l'avons déjà signalé dans la relation des critiques générales. Et si l'on voulait admettre cette thèse que le non-paiement de l'impôt est un délit, le texte ouvrirait encore matière à une longue discussion sur la théorie nouvelle des « condamnations facultatives ».

ART. 8 (DU PROJET).

La loi du 3 mars 1919 permet à la Commission de taxation de baser son appréciation des bénéfices imposables sur une série de faits parmi lesquels figure le dépôt dans les banques, caisses d'épargne, caisses de crédits agricoles, unions professionnelles, sociétés coopératives ou mutualistes, sociétés de secours mutuels ou autres organismes analogues.

En vue de lui permettre d'user de cette faculté, l'article 31 oblige les directeurs de ces établissements, de même que les notaires, agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics et les agents d'affaires à lui fournir tous les renseignements à leur connaissance, qui peuvent être utiles à l'établissement de l'impôt spécial (art. 21, 5°, 6°).

Il en est de même de tous détenteurs ou débiteurs, de quel que chef que ce soit de titres, sommes ou valeurs revenant à un détenteur de l'impôt spécial.

Cette disposition a été votée comme une mesure de contrôle. Le § 130 de l'instruction ministérielle du 9 mai 1919 porte, en effet, que ce n'est qu'à défaut d'enregistrement ou de publication au *Moniteur* des actes ci-dessus, que « les indications des déclarations devront faire l'objet d'enquêtes, soit auprès des redevables; soit auprès de tiers et, notamment, des établissements visés aux 5° et 6° de l'article 21, qui, aux termes de l'article 31, sont tenus de donner les renseignements nécessaires pour contrôler les allégations des déclarants. Il devra être fait preuve dans les cas de l'espèce de beaucoup de tact et de circonspection; *des investigations auprès des tiers ne seront entamées que si des indices permettent de douter de l'exactitude des données fournies par le déclarant quant à l'origine ou à l'importance des sommes dont s'agit.* »

Or, contrairement à ces instructions, des contrôleurs des contributions ont exigé de nombre d'établissements des renseignements absolument généraux et qui, dans cette généralité, étaient de nature à comprendre des personnes complètement étrangères à l'application de l'impôt. C'est ainsi que l'on a réclamé à des sociétés d'assurances la liste de tous les contrats passés pendant une certaine période, à une commune la liste de tous ceux qui lui ont consenti des prêts, à un notaire la liste de toutes les ventes qu'il avait pratiquées, à d'autres personnes la liste de tous dépôts qu'ils avaient reçus.

Cette prétention s'est naturellement heurtée à des résistances; l'administration réclame une précision de l'article 31 de la loi du 3 mars 1919 pour « éviter que les redevables les moins intéressants échappent ».

Dans sa rédaction, le nouveau texte proposé n'a pas cette portée, et l'on n'aperçoit même pas ce qu'il pourrait ajouter en ses termes nouveaux à l'article 31, ou fournir à l'administration qu'elle ne peut déjà réclamer.

D'autre part, si la Commission est unanimement d'avis que l'on ne doit refuser au fisc aucun moyen de contrôle des déclarations; que l'on doit atteindre efficacement le contribuable qui se déroberait à la déclaration ou

userait de fraude, on ne peut lui attribuer un pouvoir discrétionnaire pour violer le secret des affaires, tant privées que commerciales, et instaurer un régime de suspicion.

Si ce régime instauré pouvait avoir quelque raison lorsqu'il s'agissait d'atteindre certains redevables « peu intéressants », ici la situation diffère du tout au tout, puisque l'impôt ne se différenciera en rien des autres sinon par ce qu'il réclame une plus grande part à certains revenus.

ART. 13.

Le Parlement ne peut engager son droit de voter annuellement les voies et moyens : la taxe sur les bénéfices exceptionnels ne peut, dès à présent, être décrétée pour un terme plus long qu'une année.

Il est toutefois entré dans les intentions de la Commission — d'accord sur ce point avec le Gouvernement — de faire une œuvre de certaine durée, et les textes élaborés sont dictés par cette préoccupation.

Dans la pensée de la Commission cette durée devrait être de cinq années : ce délai paraît être celui pendant lequel des ressources exceptionnelles devront être recherchées avant que le fonctionnement régulier des nouveaux impôts, les produits des industries reconstruites fournissent au Trésor le plein rendement des contributions directes.

La loi cesserait donc ses effets à l'expiration de la cinquième année.

Quelle doit être la première à prendre pour l'application de la taxe.

Nous ne rappellerons plus les protestations auxquelles a fourni et fournit matière le chiffre de 1919. Nous les avons résumées plus haut.

La Commission a finalement tenu compte de ce que le principal grief, exprimé sous la forme d'accusation de rétroactivité, perdra presque entièrement sa force, si l'on accepte les exemptions que le contre projet consacre. C'est dans ces conditions que la Commission a accepté le texte aux termes duquel l'impôt sera appliqué pour la première fois en 1920 sur les bénéfices de 1919.

C'est le texte de l'article 89 de la loi d'octobre 1919 relatif à la super-taxe qui sera appliquée en 1920, bien que les revenus de 1919 n'aient pas été assujettis aux impôts cédulaires.

*
* *

Le rapport de votre Commission serait incomplet s'il ne signalait les préférences manifestées par plusieurs membres en faveur du système soumis au Parlement français, de la taxation d'après le chiffre d'affaires.

L'impôt sur le chiffre d'affaires s'adapte automatiquement aux bénéfices réalisés, augmente ou diminue avec celui-ci, se perçoit à la source. Il est d'un calcul et d'une perception faciles. La concurrence entre les producteurs en atténue l'incidence vis-à-vis des acheteurs.

Rien n'empêche d'ailleurs que les transactions portant sur les denrées de consommation ou dont le prix est réglementé en sont exemptées, que les transactions sur certains produits de luxe soient soumises à un pour-cent plus élevé.

On ne peut méconnaître la valeur des études et des critiques des commerçants, des industriels, des financiers qui ont pour eux l'expérience des affaires et le souci des responsabilités. Par le motif qu'ils seront appelés à payer l'impôt, ils ne sont pas moins aptes à le juger que ceux qui n'en subiront aucune atteinte ou charge.

Or, il est à remarquer que la taxe sur le chiffre d'affaires rencontre partout l'accueil le plus favorable et que la démonstration de ses avantages pratiques a été apportée d'une façon péremptoire par la Chambre de commerce de Bruxelles dans le rapport particulièrement détaillé auquel nous avons eu l'occasion de de nous référer plusieurs fois déjà :

« Cet impôt suivrait automatiquement les progrès économiques du pays et le rendement de l'impôt serait le baromètre de l'État ; mieux que n'importe quelle statistique il renseignerait sur les besoins du pays...

» Il y aurait une admirable simplicité dans ce système de recouvrement ; il ne serait plus besoin d'une armée de fonctionnaires pour établir les feuilles de contributions, pour les vérifier, pour les envoyer, pour les encaisser, etc.

» Quant à l'augmentation du prix de la vie qui pourrait résulter de l'application d'un impôt sur les chiffres d'affaires, elle ne serait pas plus grande que celle qui résulterait de l'application d'un impôt quelconque. La nécessité d'une taxe sur toutes les transactions aurait une tendance à diminuer le nombre des intermédiaires, à rapprocher le consommateur du producteur, ce qui est toujours un bien.

» Le système devrait se compléter par un droit d'entrée de 1 % sur les marchandises importées, sauf pour les marchandises venant d'États qui ont une taxe égale sur les ventes.

» Les ventes de titres devraient être frappées d'un impôt comme les ventes de marchandises quelconques. Les échanges pourraient en être exempts. »

*
* *

La Commission entend apporter le plus large concours au Gouvernement dans la recherche des ressources qu'il est en droit de réclamer.

Les résistances que l'on a cru constater n'avaient d'autre raison qu'une divergence de vues en ce qui concerné certains motifs invoqués pour justifier le projet, et la conviction de la majorité de la Commission était que, *tel qu'il était présenté*, ce projet pouvait exercer une influence des plus fâcheuses sur notre activité économique renaissante.

Mais pour le surplus, elle tient à affirmer sa conviction que le pays qui a donné son sang saura aussi donner son or, à condition qu'il soit utile-

ment employé, qu'on ne réclame rien à l'impôt qui puisse être obtenu de l'économie.

Le pays aura le courage fiscal s'il sait exactement, et de façon certaine, ce qu'on réclame de lui ; si le Parlement reconnaît que le problème fiscal est trop grave pour réclamer une solution ailleurs que dans l'étude et le raisonnement, dans le concours et la participation de tous aux charges.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

M. LEMONNIER.

(94)

TEXTE DU PROJET DE LOI
établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices
exceptionnels

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION.

TEKST VAN HET WETSONTWERP
tot heffing van eene bijzondere en buitengewone belasting
op de uitzonderlijke winsten

EN

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Texte du projet de loi imposant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels.

Tekst van het wetsontwerp tot heffing van eene bijzondere en buitengewone belasting op de uitzonderlijke winsten.

ARTICLE PREMIER.

Sauf les modifications faisant l'objet des articles 2 à 8 ci-après, les dispositions de la loi du 3 mars 1919 établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre sont rendues applicables aux bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année 1919.

EERSTE ARTIKEL.

Behoudens de wijzigingen die het voorwerp uitmaken van navolgende artikelen 2 tot 8, worden de bepalingen der wet van 3 Maart 1919, houdende vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten, op de tijdens het jaar 1919 behaalde uitzonderlijke winsten van toepassing gemaakt.

Ar. 2.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les redevables visés aux n^{os} 1 à 3 de l'article 2 de la loi précitée et les redevables de la taxe professionnelle, sont réputés bénéfices exceptionnels tous ceux qui ont été réalisés pendant l'année 1919, sauf

ART. 2.

§ 1. — Betreffende de onder n^{os} 1 tot 3 van artikel 2 der voormelde wet bedoelde schatplichtigen en degenen die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn, worden geacht uitzonderlijke winsten te zijn al degene die gedurende het jaar

Texte proposé par la Commission.**Tekst door de Commissie voorgesteld.****CHAPITRE PREMIER.****EERSTE HOOFDSTUK.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Il est établi un impôt annuel, spécial, sur les bénéfices exceptionnels, de nature commerciale, industrielle ou agricole.

Van de uitzonderlijke winsten uit handel, nijverheid of landbouw wordt eene bijzondere jaarlijksche belasting geheven.

ART. 2.**ART. 2.**

Pour autant que leurs bénéfices exceptionnels dépassent 15,000 francs, sont assujettis à l'impôt spécial :

Zijn aan de bijzondere belasting onderworpen, in zoover hunne uitzonderlijke winsten 15,000 frank overschrijden :

1° Toutes personnes physiques ou morales, domiciliées ou résidant en Belgique, ou qui se seront livrées en Belgique, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associées ou de participants à une ou plusieurs opérations industrielles, commerciales, agricoles ou lucratives quelconques ;

1° Alle natuurlijke personen of rechtspersonen, die in België wonen of verblijven, ofwel die, hetzij persoonlijk of door zaakgelastigde, hetzij als vennoten of deelhebbers, eene of meer handelingen op nijverheids-, handels- en landbouwgebied of alle andere winstgevende handelingen in België hebben verricht ;

2° Ceux qui auront réalisé des immeubles ou des bois.

2° Zij, die onroerende goederen of bosschen hebben verkocht.

ART. 3.**ART. 3.**

§ 1^{er}. — Sont réputés bénéfices exceptionnels, la portion des profits réalisés pendant chaque année, après déduction :

§ 1. — Tot de uitzonderlijke winsten behoort het gedeelte van de elk jaar gemaakte winsten, na aftrek :

a) Pour le premier exercice d'application, du double des bénéfices normaux de la période antérieure au 1^{er} juil-

a) Voor het eerste dienstjaar van toepassing, van het dubbele der normale winsten gedurende het tijdvak van vóór

Texte du projet de loi

déduction du double de la moyenne annuelle des bénéfices normaux d'avant guerre, déterminés conformément aux §§ 3 et 4 de l'article 3 et aux §§ 1 et 2 de l'article 7 de ladite loi.

En aucun cas, la déduction prévue au présent paragraphe ne peut être inférieure à 5,000 francs ni à 10 % du capital investi en 1919.

§ 2. — Quant aux redevables visés au n^o 4 de l'article 3 de la loi susmentionnée, on entend par bénéfices exceptionnels la différence entre le prix de vente des immeubles ou des bois réalisés en 1919 et le double de leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur.

§ 3. — Pour le surplus, les bénéfices exceptionnels sont déterminés comme les bénéfices de guerre; il est tenu compte, le cas échéant, des revenus passibles de la taxe mobilière ou de la taxe professionnelle.

Tekst van het wetsontwerp.

1919 werden verkregen, behoudens aftrek van het dubbel van het jaarlijksch middelcijfer der normale winsten van vóór den oorlog, vastgesteld overeenkomstig §§ 3 en 4 van artikel 3 en §§ 1 en 2 van artikel 7 der gemelde wet.

In geen geval mag de in deze paragraaf voorziene aftrekking minder bedragen dan 5,000 frank, noch dan 10 t. h. van het in 1919 aangewende kapitaal.

§ 2. — Aangaande de onder n^o 4 van artikel 3 der hoogergemelde wet bedoelde schatplichtigen, wordt door uitzonderlijke winsten verstaan het verschil tusschen den verkoopprijs der in 1919 verkochte onroerende goederen of bosschen, en het dubbel hunner normale vermoedelijke waarde op 1 Juli 1914 of op het oogenblik van hun lateren aankoop.

§ 3. — Voor 't overige worden de uitzonderlijke winsten vastgesteld zooals de oorlogswinsten; bij voorkomend geval wordt rekening gehouden met de inkomsten die aan de belasting op roerende zaken of aan de bedrijfsbelasting onderworpen zijn.

Texte proposé par la Commission.

let 1914, déterminés conformément à l'article 3, §§ 3 et 4 et §§ 1 et 2 de l'article 7 de la loi du 3 mars 1919 ;

b) Pour les exercices ultérieurs, du même montant, augmenté d'un dixième chacune des années suivantes.

§ 2. — En aucun cas, cette déduction ne peut être inférieure à 10,000 francs ou 10 % du capital investi dans les opérations ayant fourni matière aux bénéfices.

En cas d'augmentation du capital, le montant déduit sera majoré proportionnellement à ladite augmentation.

§ 3. — Les bénéfices exceptionnels provenant de la vente d'immeubles ou des bois, sont constitués par la différence entre le prix de vente et le double de leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur, majoré, en ce qui concerne les immeubles, des impenses, et, en ce qui concerne les bois, de 5 % par an.

A supprimer. Voir ci-après art. 7.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Sont exemptes de la taxe les sommes affectées :

a) A la reconstruction ou à l'extension de l'entreprise par voie d'immobilisations, aussi longtemps que ces som-

Tekst door de Commissie voorgesteld.

1 Juli 1914, bepaald overeenkomstig artikel 3, §§ 3 en 4, en artikel 7, §§ 1 en 2, der wet van 3 Maart 1919 ;

b) Voor de latere dienstjaren, van hetzelfde bedrag verhoogd met een tiende gedurende elk volgende jaar.

§ 2. — In geen geval mag die aftrek minder bedragen dan 10,000 frank of 10 t. h. van het kapitaal aangewend voor de handelingen die aanleiding hebben gegeven tot de winsten.

In geval van kapitaalsverhoging wordt het afgetrokken bedrag verhoogd naar evenredigheid van gezegde verhoging.

§ 3. — De uitzonderlijke winsten, voortvloeiende uit den verkoop van onroerende goederen of van bosschen, bestaan uit het verschil tusschen den verkoopprijs en het dubbele van hunne vermoedelijke normale waarde op 1 Juli 1914 of op het oogenblik van hun lateren aankoop, met bijvoeging van de onderhoudskosten, wat betreft de onroerende goederen, en van 5 t. h. per jaar, wat betreft de bosschen.

Te doen wegvallen. Zie onderstaand artikel 7.

ART. 4.

§ 1. — Zijn van de belasting vrijgesteld de sommen besteed :

a) Aan het wederoprichten of het uitbreiden van de onderneming bij wijze van vastmaking, zoolang die sommen

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Pour l'application de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, la somme de 20,000 francs exemptée par les articles 2 et 12, § 1^{er}, de la loi du 3 mars 1919, est réduite à 10,000 francs et le taux de l'impôt, fixé à 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables, augmente graduellement de 1 % pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs, sans pouvoir dépasser 50 % pour la partie des bénéfices imposables qui excède 600,000 francs.

§ 2. — Sous les réserves indiquées au § 1^{er}, *in fine*, dudit article 12, les pertes de loyer et les pertes professionnelles subies pendant la période de guerre sont déduites des bénéfices exceptionnels, à

ART. 3.

§ 1. — Voor de toepassing der belasting op de uitzonderlijke winsten wordt de som van 20,000 frank, die bij artikelen 2 en 12, § 1, der wet van 3 Maart 1919 is vrijgesteld, tot 10,000 frank verminderd en verhoogt het percent der belasting, dat voor de eerste belastbare 20,000 frank op 20 t. h. bepaald is, trapsgewijze met één t. h. voor elke som begrepen in eene schijf van 20,000 frank, zonder 50 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der belastbare winsten dat 600,000 frank te boven gaat.

§ 2. — Onder het in § 1, *in fine*, van gemeld artikel 12 aangeduide voorbehoud, worden de tijdens den oorlog geleden verliezen aan huur en bedrijfsverliezen, van de uitzonderlijke winsten

Texte proposé par la Commission.

mes ne font pas l'objet d'une répartition aux associés;

b) A la création d'installations ou d'installations en faveur du personnel ou à des répartitions bénéficiaires au profit de celui-ci;

c) A la construction d'habitations ouvrières.

§ 2. — Il n'est pas tenu compte dans le calcul des bénéfices agricoles des profits obtenus par la culture du froment et des autres céréales panifiables, vendues en Belgique aux tarifs normaux.

ART. 5.

L'impôt spécial est calculé pour chaque contribuable sur l'ensemble des bénéfices exceptionnels déterminés ci-dessus sous déduction d'une somme de 15,000 francs.

Le taux de l'impôt est fixé à 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables et augmente graduellement de 1 % pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs, ou, si le contribuable le demande, par tranche égale à un centième du capital investi, sans pouvoir dépasser 60 %.

L'impôt est réduit au quart pour les bénéfices imposés à l'étranger ou dans la Colonie.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les pertes de loyers, les pertes professionnelles subies pendant la période de guerre ou un des exercices, sont déduites à due concurrence des bénéfices exceptionnels à moins d'avoir

Tekst door de Commissie voorgesteld.

niet onder de vennooten worden uitgekeerd;

b) Aan het tot stand brengen van inrichtingen ten behoeve van het personeel ofwel aan winstuitkeeringen ten bate van ditzelfde personeel;

c) Aan het bouwen van werkmanswoningen.

§ 2. — Bij het berekenen van de landbouwwinsten komen niet in aanmerking de winsten verkregen door het verbouwen van tarwe en andere graan gewassen tot het maken van brood, in België aan de normale prijzen verkocht.

ART. 5.

De bijzondere belasting wordt voor elken belastingschuldige berekend naar de gezamenlijke hierboven bepaalde uitzonderlijke winsten behoudens aftrek eener som van 15,000 frank.

Het bedrag der belasting is bepaald op 20 t. h. voor de eerste belastbare 20,000 frank en wordt trapsgewijze met 1 t. h. verhoogd voor elke som begrepen in eene reeks van 20,000 frank of, op aanvraag van den belastingschuldige, per reeks gelijk aan een honderdste van het aangewende kapitaal, zonder 60 t. h. te mogen overschrijden.

De belasting wordt verminderd tot een vierde voor de winsten, die in het buitenland of in de Kolonie zijn belast.

ART. 6.

§ 1. — Elk verlies van huur, elk bedrijfsverlies, geleden gedurende den oorlog of een der dienstjaren, wordt tot het vereischte bedrag afgetrokken van de uitzonderlijke winsten, tenzij ze

Texte du projet de loi

Tekst van het wetsontwerp.

moins qu'elles n'aient déjà été défalquées des bénéfices de guerre.

§ 3. — Sont également déduites des bénéfices exceptionnels, les pertes de revenus professionnels éprouvées pendant ladite période par les redevables non assujettis à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

Ces pertes sont évaluées pour chaque redevable eu égard à ses bénéfices normaux d'avant-guerre.

afgetrokken, tenware zij reeds van de oorlogswinsten werden afgehouden.

§ 3. — Worden insgelijks van de uitzonderlijke winsten afgetrokken, de verliezen aan bedrijfsinkomsten gedurende gemeld tijdvak geleden door de schatplichtigen die aan de buitengewone belasting op de oorlogswinsten niet onderworpen zijn.

Deze verliezen worden voor iederen schatplichtige begroot met inachtneming van zijne normale winsten van vóór den oorlog.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

déjà fourni matière à défalcation de l'impôt sur les bénéfices de guerre ou de celui sur les bénéfices exceptionnels d'un exercice précédent.

§ 2. — Sont également déduites des bénéfices exceptionnels :

Les intérêts d'emprunts et les autres pertes éprouvées pendant la période de guerre par les personnes imposées à raison de la réalisation d'immeubles ou de bois.

ART. 7.

Sont déduites de l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels :

Les impositions directes de toute nature payées soit en Belgique, soit à l'étranger ou dans la Colonie, et afférentes proportionnellement à la partie des bénéfices déjà imposés qui dépasse les déductions et exemptions opérées en vertu des dispositions qui précèdent.

Toutefois, en aucun cas, ledit impôt ne peut être inférieur à 4 % des bénéfices exceptionnels réalisés à l'étranger ou dans la Colonie.

CHAPITRE II.

De la déclaration et de la taxation.

ART. 8.

Les dispositions contenues dans le chapitre II de la loi du 3 mars 1919 (art. 17 à 24 inclus) sont applicables

reeds werden afgetrokken van de belasting op de oorlogswinsten of van die op de uitzonderlijke winsten van een vroeger dienstjaar.

§ 2. — Worden eveneens van de uitzonderlijke winsten afgetrokken :

De interesten van leeningen en de andere verliezen, gedurende den oorlog geleden door de personen, die wegens den verkoop van onroerende goederen of van bosschen zijn belast.

ART. 7.

Worden van de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten afgetrokken :

De rechtstreeksche belastingen van allen aard betaald hetzij in België, hetzij in het buitenland of in de Kolonie, en in evenredig verband met het gedeelte der reeds belaste winsten, dat de krachtens bovenstaande bepalingen gedane aftrekkingen en vrijstellingen overschrijdt.

Echter mag, in geen geval, gemelde belasting minder bedragen dan 4 t. h. van de uitzonderlijke winsten behaald in het buitenland of in de Kolonie.

HOOFDSTUK II.

Aangifte en aanslag.

ART. 8.

Het bepaalde in hoofdstuk II der wet van 3 Maart 1919 (art. 17 tot en met 24) is van toepassing op de onderhavige

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 4.

La déclaration prescrite par l'article 17 de la loi précitée doit, quant aux bénéfices exceptionnels, être appuyée d'une copie, certifiée exacte, des bilans et comptes pour l'année 1919 et éventuellement pour les années 1912 à 1914 si ces dernières pièces n'ont pas déjà été produites.

ART. 5.

§ 1^{er}. — La commission de taxation créée par l'article 20 de la loi du 3 mars 1919, peut s'écarter des déclarations, quand elle juge que la notoriété publique donne lieu à des doutes sur leur exactitude.

§ 2. — Elle a la faculté de faire comparaître les redevables dont elle aura besoin d'obtenir des éclaircissements relativement à la nature et à l'importance de leurs affaires, et peut taxer d'office les personnes que la notoriété

ART. 4.

De bij artikel 17 der voormelde wet voorgeschreven aangifte moet, wat de uitzonderlijke winsten betreft, gestaafd zijn door een echt verklaard afschrift der balansen en rekeningen over het jaar 1919 en, desvoorkomend, over de jaren 1912 tot 1914, indien deze laatste stukken niet reeds overgelegd werden.

ART. 5.

§ 1. — De bij artikel 20 der wet van 3 Maart 1919 ingestelde commissie van aanslag mag van de aangiften afwijken, indien zij oordeelt dat de algemeene bekendheid twijfel omtrent hare echtheid rijzen doet.

§ 2. — Zij is bevoegd om de schatplichtigen te doen verschijnen, van wie zij toelichtingen zou behoeven betreffende den aard en den omvang hunner zaken, en mag van ambtswege de personen aanslaan, die door de algemeene bekend-

Texte proposé par la Commission.

au présent impôt, sauf les modifications ci-après.

ART. 9.

Dans le premier trimestre de chaque exercice, toutes personnes ayant réalisé des bénéfices exceptionnels, passibles de l'impôt spécial, sont tenues de remettre au receveur des contributions du ressort d'imposition, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs contributions.

Les assujettis commerçants sont tenus d'appuyer ladite déclaration d'une copie certifiée exacte, des bilans et comptes pour l'année à laquelle se rapporte l'impôt, et éventuellement pour les années 1912 à 1914 si ces dernières pièces n'ont pas déjà été produites.

ART. 10.

§ 1. — La Commission de taxation créée par l'article 20 de la loi du 3 mars 1919, peut s'écarter des déclarations en cas de présomption grave d'inexactitude qui peut même résulter de la notoriété publique. Le contrôleur avise en tel cas l'intéressé du chiffre que la commission propose de substituer à sa déclaration.

§ 2. — Comme ci-contre.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

belasting, behoudens de navolgende wijzigingen.

ART. 9.

In den loop van het eerste trimester van elk dienstjaar zijn al de personen, die uitzonderlijke winsten hebben gemaakt, welke met de bijzondere belasting belastbaar zijn, verplicht bij den ontvanger der belastingen van het gebied van aanslag eene aangifte in te dienen, vermeldende al de tot vestiging van hunne aanslagen vereischte inlichtingen.

De belastingschuldige handelaars zijn verplicht, tot staving dier aangifte een echt verklaard afschrift van de balansen en rekeningen over te leggen voor het jaar betreffende de belastingen, zoo noodig, voor de jaren 1912 tot 1914, indien deze laatste stukken nog niet overgelegd werden.

ART. 10.

§ 1. — De krachtens artikel 20 der wet van 3 Maart 1919 ingestelde Commissie van aanslag kan van de aangiften afwijken in geval van gewichtig vermoeden van onnauwkeurigheid, dat zelfs uit de algemeene bekendheid kan voortvloeien. In zoodanig geval geeft de controleur aan den belanghebbende kennis van het cijfer, dat de Commissie voorstelt op te nemen in de plaats van dit zijner aangifte.

§ 2. — Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

publique désignerait comme passibles de l'impôt, dans le cas où ces personnes auraient omis de faire leur déclaration ou ne l'auraient pas dûment faite, le tout sans préjudice des pénalités encourues.

§ 3. — Ladite Commission peut en outre, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, ordonner l'inspection des livres des redevables commerçants par un ou plusieurs fonctionnaires ayant le grade de contrôleur au moins.

Les redevables ou leurs représentants sont tenus de mettre les livres à la disposition des délégués sous peine d'une amende de 50 à 1,000 francs.

§ 4. — La Commission statue à la majorité des membres présents.

ART. 6.

L'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial, à partir du 1^{er} janvier 1920 jusqu'au jour du paiement.

En cas de non-paiement de l'impôt et des intérêts dans les 12 mois de l'avertissement-extrait du rôle, et à défaut de garanties suffisantes, le redevable, ou son représentant légal, peut à la requête de l'Administration des contributions directes, être condamné à un emprisonnement de huit jours à cinq ans, et à la privation de ses droits politiques pour un terme de cinq à dix ans.

Les noms et demeures des redevables condamnés par application du présent article sont affichés pendant un an dans tous les bureaux des contributions du Royaume.

heid zouden aangewezen worden als de belastingschuldig zijnde, ingeval die personen mochten verzuimd hebben hunne aangifte te doen of dezelve niet behoorlijk mochten gedaan hebben, dit alles onverminderd de beloopte straffen.

§ 3. — Gemelde commissie mag daarenboven, mits toelating van den Minister van Financiën, bevelen dat de boeken der belastingplichtigen, die handelaars zijn, onderzocht worden door een of meer ambtenaars die ten minste den graad van controleur hebben.

De belastingplichtigen of hunne vertegenwoordigers zijn gehouden de boeken ter beschikking van de afgevaardigden te stellen op straf eener boete van 50 tot 1,000 frank.

§ 4. — De commissie beslist bij de meerderheid der aanwezige leden.

ART. 6.

Wettelijke interest is van het bedrag der bijzondere belasting verschuldigd, van 1 Januari 1920 af tot op den dag der betaling.

Ingeval van niet-betaling van de belasting en van de interesten binnen 12 maanden van het waarschuwings-uittreksel uit het kohier en bij gebreke van voldoende waarborgen kan de schatplichtige, of zijn wettelijke vertegenwoordiger, op verzoek van het Beheer, veroordeeld worden tot eene gevangenisstraf van acht dagen tot vijf jaar, en tot ontzegging van zijne politieke rechten voor eenen termijn van vijf tot tien jaar.

De namen en woonplaatsen der bij toepassing van dit artikel veroordeelde schatplichtigen worden gedurende één jaar in al de belastingskantoren van het Rijk aangeplakt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

§ 3. — Comme ci-contre.

§ 3. — Zooals hiernevens.

Les redevables *tenus d'avoir des livres de commerce*, ou leurs représentants...
(la suite comme ci-contre).

De belastingschuldigen, *die verplicht zijn koopmansboeken te houden*, of hunne vertegenwoordigers... (het overige zooals hiernevens).

§ 4. — Comme ci-contre.

§ 4. — Zooals hiernevens.

ART. 11.

ART. 11.

L'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial à partir du quinzième jour du mois qui suit la remise de l'extrait du rôle.

Van het bedrag der bijzondere belasting is wettelijke interest verschuldigd vanaf den vijftienden dag der maand, volgende op de afgifte van het uittreksel uit de rol.

Toutefois, en cas de taxation d'office, à raison de défaut de déclaration, l'intérêt légal est dû à partir de l'expiration du premier trimestre de l'exercice.

Echter, in geval van aanslag van ambtswege wegens niet ingediende aangifte, is de wettelijke interest verschuldigd te rekenen van het verstrijken van het eerste trimester van het dienstjaar.

Supprimer le surplus de l'article.

Het overige te doen wegvallen.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

Nonobstant la condamnation prévue ci-dessus, le recouvrement de l'impôt spécial peut être poursuivi pendant quinze ans à compter du 1^{er} janvier 1920.

ART. 7.

Les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus, sont applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que la législation régissant cet impôt n'y déroge point.

ART. 8.

Les renseignements prévus par le deuxième alinéa de l'article 31 de la loi du 3 mars 1919 peuvent concerner toutes les personnes qui possèdent ou qui ont eu postérieurement au 1^{er} juillet 1914 des dépôts ou des coffres-forts dans les établissements ou chez les particuliers visés par cette disposition.

ART. 9.

Les articles 5 à 8 de la présente loi sont également applicables en ce qui concerne l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

ART. 10.

Est abrogée l'exemption prévue par le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 3 mars 1919, en faveur des sociétés constituées à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

Ongerekend de hierboven voorziene veroordeeling, mag de invordering der bijzondere belasting voortgezet worden gedurende vijftien jaar te rekenen van 1 Januari 1920 af.

ART. 7.

De wettelijke bepalingen betreffende de vestiging der aanslagen, de invordering, de bezwaren, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake belastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op de bijzondere belasting, alsmede op de desbetreffende interesten en kosten, in zoover de wetgeving, welke deze belasting beheerscht, daarvan niet afwijkt.

ART. 8.

De inlichtingen voorzien bij het tweede lid van artikel 31 der wet van 3 Maart 1919 mogen al de personen betreffen die deposito's of brandkasten bezitten of na 1 Juli 1914 hebben bezeten in de inrichtingen of bij de particulieren door die bepaling bedoeld.

ART. 9.

De artikelen 5 tot 8 dezer wet zijn insgelijks van toepassing wat de bijzondere belasting op de oorlogswinsten betreft.

ART. 10.

Wordt ingetrokken de vrijstelling voorzien bij het laatste lid van artikel 2 der wet van 3 Maart 1919, ten bate van de vennootschappen opgericht door tusschenkomst van de openbare macht met een doel van algemeen nut.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 12.

Comme ci-contre.

ART. 12.

Zooals hiernevens.

A supprimer.

Te doen wegvallen.

ART. 13.

Comme ci-contre et remplacer la numérotation par 10 à 12.

ART. 13.

Zooals hiernevens, mits men « 5 tot 8 » vervangt door « 10 tot 12 ».

ART. 14.

La présente loi sera appliquée pour la première fois sur les bénéfices exceptionnels réalisés en 1919.

Elle cessera ses effets à l'expiration du cinquième exercice d'application.

ART. 14.

Deze wet zal voor de eerste maal worden toegepast op de uitzonderlijke winsten gemaakt in 1919.

Zij zal ophouden van kracht te zijn na het verstrijken van het vijfde dienstjaar van toepassing.

40

ANNEXE

Loi du 3 mars 1919, établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

CHAPITRE PREMIER.

Redevables. — Bases et taux de l'impôt. — Lieu d'imposition.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, à charge des personnes désignées ci-après un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis par la présente loi.

ART. 2

Pour autant que leurs bénéfices de guerre dépassent 20,000 francs, sont assujettis à l'impôt spécial :

- 1° Les patentables en général, y compris les divers exploitants agricoles;
- 2° Les redevables de la taxe sur les revenus et profits réels;
- 3° Toutes autres personnes, physiques ou morales, qui se sont livrées, au cours de la période de guerre, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associés ou de participants, à une ou plusieurs opérations lucratives quelconques.
- 4° Ceux qui ont réalisé des immeubles ou des bois pendant la même période.

Sont exemptés de l'impôt spécial les hospices, les bureaux de bienfaisance et les sociétés constituées, à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Sont réputés bénéfices de guerre, tous ceux qui ont été réalisés pendant la période de guerre, sauf déduction pour les redevables visés aux n°s 1° à 3° de l'article 2 des bénéfices normaux de la période antérieure d'égale durée.

§ 2. — Pour l'application de la présente loi, la période de guerre s'étend du 1^{er} juillet 1914 au 31 décembre 1918.

§ 3. — La détermination des bénéfices normaux antérieurs est faite proportionnellement à la moyenne des deux derniers bilans ou des résultats obtenus du 1^{er} janvier 1912 au 30 juin 1914 et constatés par une comptabilité régulière.

A la demande du contribuable, il est tenu compte en outre des bénéfices, dûment établis, réalisés pendant les années 1910 et 1911.

§ 4. — Les bénéfices des sociétés dont les bilans s'étendent sur les deux périodes visées au § 1^{er} du présent article, peuvent, à la demande de ces sociétés, être ventilés par mois ou par trimestre au prorata des affaires traitées pendant ce laps de temps.

§ 5. — En aucun cas, la déduction prévue par ledit § 1^{er} ne peut être inférieure à 10,000 francs pour la période antérieure à la guerre, ni à 6 % par an du capital investi.

ART. 4.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les patentables et autres assujettis, visés aux numéros 1 et 3 de l'article 2, on entend par bénéfices l'excédent des bénéfices bruts sur les frais et charges d'ordre professionnel, à l'exclusion des dépenses ayant un caractère personnel.

§ 2. — Sont notamment comprises parmi les bénéfices, les sommes affectées à l'extension de l'entreprise, à la constitution de réserves ou au remboursement total ou partiel de capitaux empruntés.

§ 3. — La rémunération du travail de l'intéressé ne peut être déduite des bénéfices, mais celle des membres de sa famille travaillant avec lui rentre dans la catégorie des frais généraux, pour autant qu'elle n'excède pas un traitement ou salaire normal.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Aucune division des bénéfices provenant d'exploitations en commun n'est admise entre les membres d'une même famille habitant ensemble, ni entre les membres d'une société, association ou communauté quelconque.

§ 2. — Aucune division n'est admise non plus quant aux bénéfices provenant d'opérations de nature distincte ou d'exploitations multiples établies dans diverses communes.

ART. 6.

Les amortissements effectués pendant la période de guerre, qu'ils se manifestent par la réduction des articles de l'actif ou qu'ils fassent l'objet d'un article spécial du passif, ne sont admissibles qu'autant qu'ils correspondent à une dépréciation, ordinaire ou exceptionnelle, réellement survenue pendant cette période ou durant les exercices sociaux y relatifs.

Si les pertes professionnelles sont incertaines au moment de la taxation, l'impôt est établi à titre conservatoire, mais décharge ou réduction peut en être accordée dès que la réalité des pertes est dûment constatée. Toutefois il y aura déchéance de recours à ce sujet deux ans après la publication de la présente loi.

ART. 7.

§ 1^{er}. — A défaut de documents probants, les bénéfices de guerre et les bénéfices antérieurs sont déterminés, pour chaque assujetti, eu égard aux bénéfices normaux de redevables similaires et en tenant compte éventuellement du capital investi ainsi que des autres renseignements recueillis et des présomptions établies par les agents de la cotisation.

§ 2. — Pour les exploitants agricoles, les bénéfices antérieurs à la période de guerre sont, à défaut de comptabilité régulière, fixés par année à deux fois le montant de la valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles exploités.

ART. 8.

En ce qui concerne les sociétés par actions et les autres assujettis visés au n° 2° de l'article 2, sont considérés comme bénéfices :

- 1° Les divers éléments passibles de la taxe sur les revenus et profits réels, sauf les intérêts des obligations et les primes ou lots attribués aux obligataires ;
- 2° Les réserves ou fonds de prévisions quelconques, le report à nouveau et toutes autres affectations analogues.

Les dispositions des articles 6 et 7 sont applicables en l'espèce.

ART. 9.

Les bénéfices admis antérieurement pour le droit de patente ou la taxe sur les revenus et profits réels sont susceptibles de revision pour l'application de l'impôt spécial.

ART. 10.

Le bénéfice résultant de la vente d'immeubles ou de bois est déterminé en défalquant de leur produit net leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur.

L'estimation de cette valeur est réglée par arrêté royal.

Pour les bois, la valeur au 1^{er} juillet 1914 est augmentée de 5 p. c. par an jusqu'au moment de la vente.

En cas d'indivision, le bénéfice de guerre visé par le présent article est établi par part virile, sauf preuve contraire.

ART. 11.

Sont imposables les bénéfices réalisés tant en Belgique qu'à l'étranger ou dans la Colonie.

Les personnes ayant leur résidence habituelle dans le pays ne sont pas affranchies de l'impôt par le fait d'avoir séjourné à l'étranger ou dans la Colonie pendant la période de guerre.

ART. 12.

§ 1^{er}. — L'impôt spécial est calculé pour chaque contribuable sur l'ensemble de ses bénéfices de guerre, sauf déduction d'une somme de 20,000 francs.

Il est, en outre, déduit 500 francs par année pour chaque enfant de moins de vingt et un ans à la charge de l'intéressé.

Les pertes de loyers éprouvées pendant la période de guerre et les pertes subies pendant cette période dans l'exercice d'une profession quelconque sont aussi déduites des bénéfices, pour autant qu'elles soient dûment établies et ne soient pas compensées par une indemnité équivalente.

§ 2. — Le taux de l'impôt, fixé à 20 % pour les premiers 10,000 francs imposables, augmente graduellement d'un pour cent pour toute somme comprise dans une tranche de 10,000 francs, sans pouvoir dépasser 80 % pour la partie des bénéfices imposables qui excède 600,000 francs.

L'impôt est réduit au quart pour les bénéfices imposés à l'étranger ou dans la Colonie.

ART. 13.

Sont déduites de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre, les impositions directes de toute nature payées soit en Belgique, soit à l'étranger ou dans la Colonie, et afférentes proportionnellement à la partie des bénéfices déjà imposés, qui dépasse les déductions opérées en vertu des articles 3 et 12.

Toutefois, en aucun cas, ledit impôt ne peut être inférieur à 4 % des bénéfices de guerre réalisés à l'étranger ou dans la Colonie.

ART. 14.

L'impôt spécial est dû dans la commune où le redevable est passible du droit de patente ou de la taxe sur les revenus et profits réels et, à défaut, dans la commune de son principal établissement.

ART. 15.

§ 1^{er}. — Il ne peut être établi, sur l'impôt spécial, des additionnels provinciaux ou communaux ni aucune taxe similaire.

§ 2. — Un huitième du produit de l'impôt établi sur les bénéfices réalisés en Belgique est attribué aux provinces et trois huitièmes aux communes.

La répartition sera faite au prorata du principal des impôts directs en 1913.

Toutefois, les deux tiers de la part attribuée aux communes seront versés au fonds communal et au fonds spécial au profit des communes en compensation des préjudices que ces fonds ont subis par suite de la guerre.

§ 3. — Les sept huitièmes du produit de l'impôt établi sur les bénéfices réalisés au Congo seront versés au Trésor de la Colonie.

ART. 16.

Remise de l'impôt peut être accordée par le directeur des contributions aux assujettis qui établiront, par leurs livres ou d'autres documents probants, que leurs bénéfices sont sans relation directe ou indirecte avec la guerre et ont été réalisés sans augmentation des prix ou tarifs de la période antérieure.

CHAPITRE II.

De la déclaration et de la taxation.

ART. 17.

Dans les deux mois de promulgation de la présente loi, les assujettis à l'impôt spécial sont tenus de remettre, au receveur des contributions du ressort d'imposition, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs cotisations.

Cette déclaration est appuyée, le cas échéant, d'une copie, certifiée exacte, des bilans et comptes pour les années 1912 à 1918.

Le modèle de la déclaration est arrêté par l'administration des contributions.

ART. 18.

Toute personne requise par l'administration de remplir une déclaration, est tenue de le faire dans les huit jours.

ART. 19.

La déclaration, appuyée des pièces requises et reconnue exacte par les agents à ce délégués, sert de base à l'imposition sous réserve des dispositions suivantes :

ART. 20.

§ 1^{er}. -- Il est créé, dans chaque contrôle des contributions, une commission de taxation ayant les pouvoirs dévolus au collège des répartiteurs par l'article 2 de la loi du 21 mai 1819 et par l'article 11 de la loi du 1^{er} septembre 1913.

Indépendamment du contrôleur des contributions faisant fonctions de président, cette commission comprend deux industriels ou négociants, deux agriculteurs, un expert comptable et un docteur en droit désignés par le directeur des contributions.

Dans les contrôles importants, la composition de la commission peut être modifiée et élargie selon qu'il est jugé utile à la bonne assiette de l'impôt.

§ 2. -- Le contrôleur peut appeler de l'avis de la commission de taxation auprès du directeur des contributions qui statue par décision motivée.

§ 3. — L'indemnité des membres de la commission de taxation est fixée par le Ministre des Finances.

§ 4. — Quiconque, sans motif légitime, refuse de faire partie d'une commission de taxation ou néglige d'assister à une séance à laquelle il a été régulièrement convoqué, est passible, dans le premier cas, d'une amende de 500 francs et, dans le second cas, d'une amende de 20 francs.

Les articles 85 et 865 du Code pénal sont respectivement applicables à ces infractions.

ART. 21.

Pour établir les bénéfices imposables, la Commission de taxation peut avoir recours, quel que soit le montant du litige, à tous les moyens de preuve admis par le droit commun.

Parmi les éléments d'appréciation pour établir le montant des bénéfices, peuvent être rangés notamment les faits suivants, accomplis depuis le 1^{er} juillet 1914 :

- 1° Achat, construction ou agrandissement d'immeubles ;
- 2° Acquisition de meubles ou de valeurs mobilières ;
- 3° Remboursement total ou partiel de capitaux empruntés ou constitution de créances quelconques ;
- 4° Souscription dans des sociétés par actions ou apports dans d'autres sociétés ;
- 5° Dépôt dans des banques, caisses d'épargne, caisses de crédit agricole, unions professionnelles, sociétés coopératives ou mutualistes, sociétés de secours mutuels ou autres organismes analogues ;
- 6° Placement chez des notaires, chez des agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics et chez des agents d'affaires ;
- 7° Contrats d'assurances sur la vie et de rentes viagères.

La même présomption s'applique au produit de la conversion des marks en francs.

ART. 22

La Commission de taxation peut, au besoin, entendre des tiers et procéder à des enquêtes.

Les contribuables intéressés sont convoqués par lettres pour assister à l'audition des témoins. Ceux-ci ont l'obligation de déposer sur tous les actes et faits à leur connaissance dont la constatation peut être utile à l'application de la présente loi.

Leur déposition est précédée de la déclaration suivante :

« J'affirme, sous les peines édictées par la loi contre le faux témoignage, que
» ma déposition sera sincère et exacte. »

Le défaut de comparaître ou le refus de témoigner est puni d'une amende de 100 à 10,000 francs.

Les dispositions pénales relatives au faux témoignage et à la subornation de témoins en matière civile sont applicables aux témoignages reçus par la commission de taxation.

ART. 23.

Si, sans motif légitime, le contribuable ne dépose pas la déclaration dans le délai fixé, il est taxé d'office à l'impôt qui est présumé éludé, majoré de 25 %.

En cas de fraude ou d'omission volontaire dans la déclaration, l'impôt sera majoré de 25 %.

ART. 24.

Si, dans les cinq ans de la publication de la présente loi, il est établi qu'un contribuable n'a pas remis la déclaration requise ou a payé un impôt insuffisant parce qu'il a fait une fausse déclaration ou fourni des documents inexacts, il sera tenu, lui ou ses héritiers de payer l'impôt éludé, majoré de 25 %.

CHAPITRE III.

Dispositions diverses.

ART. 25.

L'impôt spécial est payable dans les trois mois de l'avertissement-extrait du rôle, sous peine d'un intérêt de 5 % au prorata du retard.

L'introduction d'une réclamation ou d'un recours ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt ni de l'intérêt.

ART. 26.

Seront acceptés en paiement de l'impôt, les rentes au porteur, les obligations de l'État et les bons du Trésor belge aux conditions fixées par arrêté royal.

Un arrêté royal pourra désigner d'autres valeurs admises en paiement de l'impôt.

ART. 27.

Pour le recouvrement de l'impôt spécial, des intérêts et des frais, le Trésor public a privilège sur tous les revenus et meubles du redevable, sur ceux de sa femme non séparée de biens et sur ceux de leurs enfants dont ils ont la jouissance légale.

Le Trésor public a, en outre, droit d'hypothèque légale sur tous les immeubles du redevable et sur ceux de sa femme non séparée de biens.

ART. 28.

Les officiers ministériels chargés de procéder à une vente de meubles ou immeubles ne peuvent se dessaisir du produit de celle-ci que sous déduction

des sommes non encore acquittées dont les biens vendus sont la garantie; ils sont personnellement responsables, jusqu'à concurrence du dit produit, du paiement des sommes restant dues, à la condition d'avoir été dûment prévenus par l'administration.

ART. 29.

Si le contrôleur des contributions estime que les droits du fisc sont en péril, il peut exiger de tout contribuable le paiement immédiat de l'impôt ou le dépôt d'une garantie égale au montant de l'impôt dû ou présumé qui fait immédiatement l'objet d'une taxation à titre conservatoire.

La décision du contrôleur est assimilée aux décisions judiciaires exécutoires par provision.

Le contribuable peut faire opposition à cette décision, dans le délai de cinq jours, auprès du président du tribunal de première instance siégeant en référé.

L'opposition ne suspend pas l'exigibilité du paiement de l'impôt ou du dépôt d'une garantie en tenant lieu.

ART. 30.

Les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, les procès-verbaux, les poursuites, les prescriptions, le privilège et l'hypothèque légale, en matière de droit de patente et de taxe sur les revenus et profits réels, sont rendues applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que la présente loi ne déroge point à ces dispositions.

ART. 31.

Les administrations de l'État, des provinces et des communes, ainsi que les établissements publics, y compris la Caisse générale d'épargne et de retraite, sont tenus, à la demande de l'administration des contributions, de lui fournir tous les renseignements à leur connaissance qui peuvent être utiles à l'établissement de l'impôt spécial.

La même obligation incombe aux représentants ou directeurs des établissements visés au n° 5 de l'article 24 et aux personnes désignées au n° 6 du même article, ainsi qu'à tous ceux qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un redevable de l'impôt spécial.

L'Administration des contributions est en droit d'exiger des créanciers du redevable une attestation certifiant l'existence des dettes qu'il prétend non remboursées.

ART. 32.

Toute contravention aux dispositions de l'article précédant ou aux mesures prises pour son exécution est punie d'une amende de 500 à 5,000 francs.

L'article 85 du Code pénal est applicable à cette infraction.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, au paiement de l'impôt éludé par leur fait.

ART. 33.

Toutes les notifications et communications relatives à l'impôt spécial sont faites par l'État sous pli fermé.

Les pièces concernant cet impôt sont exemptes du timbre et de l'enregistrement, hormis celles qui constituent des actes de poursuites.

ART. 34.

Les fonctionnaires et employés publics, les huissiers, avoués et toutes personnes quelconques qui ont à intervenir pour l'application de la présente loi, sont tenus de garder, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, le secret le plus absolu au sujet des bénéfices des redevables de l'impôt spécial, lorsqu'ils en ont eu connaissance par suite de l'exécution de cette loi. Il en est de même de leurs commis et de toutes autres personnes ayant accès dans leurs bureaux.

ART. 35.

Les articles 66, 67 et 458 du Code pénal sont applicables à la violation du secret dont il s'agit à l'article précédent.

ART. 36.

Le faux et l'usage de faux commis dans l'intention d'éluder l'impôt ou d'y faire échapper un tiers, sont punis des peines portées au chapitre IV, livre II, titre III, du Code pénal, suivant les distinctions qui y sont établies.

ART. 37.

Les poursuites en application de la pénalité prévue par l'article 32 de la présente loi sont exercées comme en matière correctionnelle, sur la plainte de l'administration des contributions ou des redevables intéressés.

ART. 38.

Avant l'expiration de l'année 1919, le Gouvernement soumettra aux Chambres un rapport sur les opérations effectuées en vertu de la présente loi et sur les résultats acquis.

Il leur soumettra plus tard, s'il y a lieu, des rapports complémentaires.

ART. 39.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

(50)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

Wetsontwerp tot heffing van eene bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten in 1919 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, op 9 Maart 1920 ingediend door de Regeering, en aan het onderzoek van uwe Bijzondere Commissie onderworpen, had ten doel de bij de wet van 3 Maart 1919 ingevoerde fiscale regeling te verlengen en eene bijzondere en buitengewone belasting te leggen op de tijdens den oorlog gemaakte winsten.

Reeds werd op 3 Maart een gelijkaardig voorstel, op initiatief van Kamerleden, ingediend. Het werd eveneens naar uwe Commissie verwezen.

Beide voorstellen strekken er toe, de in 1919 gemaakte winsten in een min of meer strenge mate te belasten met eene klimmende belasting. Daarenboven bevat het Regeeringsontwerp eene reeks bepalingen welke ten doel hebben de inning der belasting te verzekeren door middel van contrôlemaatregelen en verscherpte strafbepalingen.

Deze fiscale maatregelen worden als uitzonderlijke maatregelen voorgesteld. Om ze te rechtvaardigen, steunt men op twee redenen :

De financiële behoeften van het land — of den begrootingstoestand;

Den uitzonderlijken — of abnormalen — aard van de winsten, welke men voorstelt te belasten.

(1) Wetsontwerp, n^o 147.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer LEMONNIER, bestond uit de heeren HOUGET, ondervoorzitter, DE LIEDEKERKE, HALLET, HOUTART, LEMONNIER, LÉONARD, SOUDAN, VAN CAUWELAERT, VANDEVELDE en WAUWERMANS.

De Bijzondere Commissie heeft deze ontwerpen lang en nauwgezet onderzocht, zoodanig zelfs dat men het haar op sommige oogenblikken als een grief scheen aan te rekenen.

Zij onderzocht vooreerst de beginselen zelf, waarop men tot staving van die voorstellen steunde, vervolgens de wijzen van toepassing en de opgeworpen vraagpunten schenen weldra het beperkt gebied eener tijdelijke wet verre te buiten te gaan.

* * *

De eerste beschouwing, waardoor de stellers van het wetsvoorstel zich lieten geleiden, was van moreelen, van politieken aard, een quaestie van gevoelen, veeleer dan van louter economischen aard.

« Abnormaal karakter van de winsten, die tegenwoordig in handels- en nijverheidsondernemingen worden behaald », zoo drukt zich daarover de beknopte toelichting van het door Kamerleden ingediende voorstel uit. « Al de redenen, die de Kamer hebben aangezet tot het invoeren van de belasting op de oorlogswinsten, moeten haar bewegen om voor het dienstjaar 1919 eene bijzondere belasting te heffen. »

« Talrijke ondernemingen hebben niet opgehouden volstrekt buitengewone winsten te behalen », zegt de Memorie van Toelichting van het Regeeringsontwerp en, waarschijnlijk op grond van het voorstel ingediend door Kamerleden, zegt het nog : « Zooals meerdere leden der Kamer daaromtrent de meening opperden, vergen billijkheid, zoowel als 's Rijks financiële noodwendigheden, dat het bij gemelde wet ingevoerd fiscaal stelsel verder worde doorgevoerd, mits aanpassing aan de nieuwe economische toestanden. »

Dit soort van beschouwingen is veeleer vreemd aan de bedoelingen van den fiscus. Zij vloeien voort uit andere, geheel verschillende gedachten. Men zou zelfs de uit deze financiële maatregelen voort te vloeien uitslagen kunnen verwaarloozen, als zijnde van bijkomenden aard, bijaldien men het voorstel slechts beschouwde als een maatregel van sociale zedelijkheid en gezondheid.

Moeten de uitzonderlijke winsten van na den oorlog met die van het oorlogstijdperk gelijkgesteld worden?

Is het waar dat de openbare meening al degenen, die tijdens den oorlog winsten hebben behaald, en die, welke er behalen sedert den geschonden Vaderlandschen bodem werd ontruimd, op gelijke wijze beschouwt en het recht heeft ze aldus te beschouwen?

Onder voorbehoud van sommige uitzonderingen — de workerwinsten, — moet er tusschen de winsten van vóór den oorlog en de huidige een hoofdzakelijk onderscheid gemaakt worden. Al kon men beweren dat de wet van 5 Maart 1919 geene « strafwet » is, toch is het onbetwistbaar dat zij inzonderheid werd geëischt om diegenen te treffen, welke zich boven de ellenden en de weën der massa hadden geplaatst : Terwijl anderen, die hunne zaken hadden laten staan om hun plicht te doen, in de loopgraven streden, waren zij achter hunne winkelkramen en in hunne kantoren in veiligheid gebleven; de drijfveeren, die het tot handelen noopten, waren hunne bezorgtheid om hunne private goederen te bewaren en te vermeerderen; eigenbaat was de drijfveer

hunner handelingen. Zij verrijkten zich, terwijl anderen hunne spaarpenningen te midden van ontheringen zagen wegsmelten, wegens de prijsstijging van de allernootzakelijkste eelwaren.

Zij droegen er toe bij dit stelsel tot stand te brengen. Volgaarne hadden zij gewenscht dat er aan dit stelsel nooit een eind zou worden gemaakt.

Dat is het minste wat men kan zeggen van hen, die alsdan hunne winsten in abnormale mate zagen aangroeiën. En hoevelen benevens dezen, zijn er niet, die gedreven door het lokaas van het gewin en rekenende op de straffeloosheid — welke hun overigens, kraehtens het beginsel van de niet terugwerkende kracht der strafwetten nadien in menig geval werd verzekerd — zich inschikkelijk toonen tegenover den tijdelijken vooruitgang van den overweldiger, de betrekkingen hebben gezocht en alzoo als de medeplichtigen van den vijand zijn opgetreden.

Buiten zeer zeldzame gevallen, hebben de oorlogswinsten een onreinen oorsprong: de zelfzucht of het verraad. Het is niet meer dan billijk, van hen, die de voordeelen daarvan hebben bekomen, een ruime terugbetaling te eischen ten bate van die alles hebben verloren: die krachtige arbeid gedurende den oorlog was niet vereischt in het belang van het Vaderland.

Men ontlede, anderzijds, al wat gezegd en geschreven werd betreffende de economische crisis welke al de natiën ondergaan; men bestudeere al de theorieën en men groepeer al de oplossingen welke voorgesteld werden tot verklaring en aanbrenging van een redmiddel om het duurttevraagstuk op te lossen; dan komt men tot dit enkelvoudig besluit: Dat de oorzaak van het kwaad berust in de vernieling der rijkdommen, het redmiddel in hun herstel door nieuwe voortbrenging. Om het verwoeste België te herstellen, om de levensduurte te bestrijden, bestaat er slechts een afdoend middel: al de overige zullen slechts lapsmiddelen of uitvluchten zijn, geschikt om het kwaad erger te maken, te weten: Zoo krachtig mogelijk te arbeiden en voort te brengen als het in ons vermogen ligt.

Vijf jaar lang kon de burgerplicht zijn: vernieling en onthouding; heden is hij voortbrenging.

Dit moet het gemeenschappelijke werk zijn, door de samenwerking van het kapitaal en den arbeid voort te zetten; het kapitaal dat de munitie levert, het werk van den arbeider in de fabriek, in het werkhuis, in den handel, die de soldaat is van dit nieuwe werk, waaraan zich niemand kan onttrekken zonder verraad te plegen. De toekomst behoort aan de kapiteins en aan de soldaten van de nijverheid.

« Voortbrengen, voortbrengen, immer voortbrengen ! »

Men kan dus de handelaars en de nijveraars van het herstellingstijdperk niet gelijkstellen met die van het vernielingstijdperk.

Dienvolgens was het een hoofdgebrek van het ontwerp de maatregelen, voor den eersten termijn aangenomen, eenvoudig weg tot den tweeden te willen verlengen en, aldegenden wier winsten een zeker zoogenaamd normaal bedrag overschrijden, zonder onderscheid daaraan te onderwerpen.

In rechten en op economisch politiek gebied is dit eene dwaling.

Men zou onbillijk en verkeerd handelen door op dezelfde wijze te beoordeelen en te veroordeelen al de winsten, welke abnormaal zijn, vermits zij in een uitzonderlijk tijdperk werden behaald.

Indien men, in een tijdperk vol gevaren en moeilijkheden, verlangt den ondernemingsgeest te ontwikkelen, is het onmogelijk, de voortbrenging uit te breiden en, zooals sommigen het schijnen te willen, de gewin- en speculatie-zucht te veroordeelen. « Wil men groote krachtsinspanningen uitlokken, dan moet men aan de menschen veel hoop laten », zegt terecht de verslaggever van de Handelskamer van Brussel.

De hooge winsten, gemaakt door hen die in hun pogingen slagen, zijn niet noodzakelijk onrein of berispelijk omdat zij hoog zijn. De voortbrenging van zekere voorwerpen en producten, die voor 's lands verbruik onontbeerlijk zijn, zooals de steenkolen, de bouwmaterialen, de weefsels, enz., geven aanleiding tot uitzonderlijke winsten. Men zou ongelijk hebben die winsten te willen doen doorgaan als het gevolg van de schraapzucht der voortbrengers en eene wet op de uitzonderlijke winsten te doen gelden als eene wrekende wet of eene wet tot terugvordering, zooals de wet op de oorlogswinsten. De prijsstijging, welke de oorzaak is van die abnormale winsten en bij gevolg van de levensduurte, wordt veroorzaakt door talrijke factoren : de ontoereikendheid van de voortbrenging tegenover de vraag in het binnenland en in het buitenland, welke, gevoegd bij onzen slechten wisselkoers, het evenwicht tusschen de vraag en het aanbod heeft verbroken.

Indien overigens, deze hooge prijzen, — en de daaruit voortvloeiende winsten — een nadeel uitmaken wanneer zij den verkoopprijs van in 't binnenland verkochte voortbrengselen bezwaren, is het gansch anders wanneer deze producten worden uitgevoerd. Zij dragen er toe bij onzen wisselkoers te verbeteren of in stand te houden. Zij laten toe 's Lands vermogen te herstellen dat — men mag het niet vergeten — uit de gezamenlijke persoonlijke vermogens bestaat.

Wij hebben niet dezelfde redenen om de in den vreemde gemaakte winsten te betreuren.

Zou de belasting op de uitzonderlijke winsten van invloed zijn op de prijzen? Zou zij die prijzen verlagen?

Om eene prijsvermindering te bekomen zou men de hulpmiddelen elders moeten zoeken, namelijk in de verbinding van een uitvoerverbod met de vaststelling van maximum-prijzen.

In dit opzicht hebben sommige leden de gedachte ingegeven, maatregelen in te voeren, waarbij de voortbrengers zouden gedwongen worden, voor de behoeften van de inrichtingen tot herstel, een gedeelte van hunne fabricaten — zooals baksteen, vensterglas, ijzer, enz. — te leveren tegen een prijs bepaald volgens dien van de voortbrenging, vermeerderd met een beperkte winst. Het zou de uitbreiding zijn van het recht van opvordering, voor de oorlogsverdediging aangenomen, tot de economische verdediging.

Dergelijke maatregelen zouden voorzeker te rechtvaardigen zijn in een tijdperk van scherpe crisis zooals wij er een beleven. Zij zouden de vermindering van de tegenwoordige winsten ten gevolge hebben. Zij vallen echter buiten

den omvang van de onderhavige wet en, moest men er verder op ingaan, dan zou men de grenzen, voor de Commissie getrokken, overschrijden.

Het volstaat vast te stellen dat men vergeefs eene vermindering van den prijs der fabricaten zou hopen te bereiken door het invoeren van eene belasting op de winsten, welke van dezen prijs deeltmaken. Deze belasting zal wel geldmiddelen aan den Staat opleveren, de Staat zou dezelve kunnen gebruiken tot het doen van terugbetalingen, rechtstreeksche of onrechtstreeksche, ten bate van hen die zich deze producten, tegen hooge prijzen moesten aanschaffen. Doch, deze ingewikkelde regeling zou deze gevolgen kunnen hebben alleen door middel van achtereenvolgende terugslagen, welke ten slotte niet meer merkbaar zouden zijn.

Ten onrechte zou men denken dat de nijveraars of de handelaars, die verplicht is een gedeelte van zijne winsten aan den fiscus af te staan, er zich in zou gelaten deze niet te maken. .. Het is daarentegen te voorzien, en ook te vreezen, dat zijne berekening gansch anders zou zijn: Ofwel zou hij rekenen op de mogelijkheden van ontduiking, ofwel zou hij zijne eischen verhoogen ten einde eene winst te behouden van gelijke waarde als de hoogere winsten, ofwel nog zou hij zich ontmoedigen en de voortbrenging slaken.

De belasting op de uitzonderlijke winsten is geen hulpmiddel tegen de levensduurte.

De wet op de oorlogswinsten heeft ons ongelukkiglijk doen inzien hoe gemakkelijk zij, die de schandigste fortuinen hebben verworven, konden verdwijnen en hunne goederen in veiligheid brengen. Zij hebben geene regelmatige, boekhouding; men heeft er geen vat op.

Men verstaat dat er strenge maatregelen tegen hen worden getroffen. Niemand denkt er aan, hen van de belastingen vrij te stellen, en de Commissie ware voorzeker gelukkig geweest zich met de voorgestelde maatregelen te vereenigen, indien zij de overtuiging had kunnen hebben, dat zij zou treffen niet diegenen, welke, door hun arbeid, hunne werkzaamheid, eene betere benutting van hunne krachten, winsten hebben bekomen, waarvan het hooge bedrag sommige verbeeldingen doet werken, maar wel de ziellooze woekeraars die er zich op toeleggen woekerwinsten te bekomen.

Een der redenen — zoo niet de hoofdrede — welke aanleiding gaf tot de aanneming der wet van 3 Maart 1919, blijft niet voortbestaan om hare verlenging te rechtvaardigen.

Het zou dus een groote dwaling en een gevaarlijke missing zijn, bij het opmaken van eene fiscale wet, welke aanzienlijke economische gevolgen en weerslagen kan hebben, zich te laten geleiden door ingevingen die daaraan volslagen vreemd zijn.

Bij eene wet op de uitzonderlijke winsten moeten al deze beschouwingen ter zijde geschoven worden.

* * *

Indien men, integendeel, het onderzoek van het wetsontwerp aanvangt uit het standpunt, dat inzonderheid de bezorgdheid moet gaande maken van die gelast zijn opnieuw orde in onze financiën te brengen, moet men de zaak zuiver objectief beschouwen.

De Staatskas heeft geld noodig.

« Er zullen nooit te veel belastingen zijn », voerde een der leden aan, in den loop van het onderzoek van een onzer begrootingswetten.

In hoeverre zal het mogelijk zijn, de lasten, welke op ons drukken, te bestrijden, zelfs met toepassing van de nieuwe ramings-coëfficiënten op de goederen en de inkomsten die, na de ondergane vernielingen en het onherstelbaar verlies van in den vreemde belegde Belgische kapitalen, voortbestaan?

Tegen het wetsvoorstel zou men voorzeker niet kunnen aanvoeren dat de inkomsten, welke het zou opleveren, zonder nut zijn of de erkende behoeften overschrijden. Het ware niet gepast uitvluchten te zoeken door te beweren « dat, om de voorgestelde belasting in te voeren, het noodig zijn zou te wachten totdat de lasten, waarin moet voorzien worden, vastgesteld zijn ».

Er zijn nieuwe inkomsten noodig : Aan wie kan men ze vragen?

In de huidige crisis, is het natuurlijk, noodzakelijk en billijk dat men zich wende tot hen, voor wie de economische omstandigheden, welke het gevolg zijn van de wereldramp, een bron van uitzonderlijke winsten zijn. Het is de rechtvaardige vergoeding voor de lasten, welke uit deze zelfde omstandigheden voor den Staat voortvloeien, het is de naleving van den solidariteitsplicht.

Dit moet tot rechtvaardiging van het wetsontwerp dienen. Daaruit volgt echter dat de plicht blijft bestaan gedurende een tamelijk lang tijdsbestek, dat men zich niet kan beperken bij eene buitengewone heffing in eens en dat men, dienvolgens, bij het invoeren van de belasting, moet nalaten om 't even welken maatregel te treffen, die van aard zou zijn, voortbrengingsmiddelen te treffen, welke men veeleer moet trachten te vergrooten.

De weelderigste landerijen worden aldus onvruchtbaar, indien men, in stede ze oordeelkundig te bebouwen, op onregelmatige wijze den oogst weghaalt, den bodem hier en daar met kuilen bedekt, de vruchten afdoet welke het dichtst bij de hand schijnen, zonder zich te bekreunen om voorraad op te slaan.

De belasting dreigt de bronnen van het vermogen uit te drogen, wanneer zij, onder den dekmantel van terugwerking, aan den belastingplichtige het noodige vertrouwen ontnemt om haar invloed uit te oefenen : « Het crediet herstellen, vertrouwen inboezemen zijn twee onafscheidbare termen ».

Zij offert het tegenwoordige aan de toekomst op, wanneer zij, door zich van een gedeelte der voortbrengingsmiddelen meester te maken, de uitbreiding der voortbrenging belemmert.

Zij is slecht, wanneer hare heffing slechts langdradig geschiedt.

Op grondslag van deze beginselen werden allerlei bezwaren aangevoerd zoowel tegen het beginsel van het wetsvoorstel als tegen de toepassingsmaatregelen; sommige van die bezwaren schijnen gegrond te zijn.

Een van de voornaamste bezwaren tegen het voorstel aangevoerd, was gegrond op zijn « terugwerkenden en uitzonderlijken aard, tegen zijn draconischen aard wat de inning betreft ».

Het is op het einde van het eerste kwartaal van het dienstjaar, volgende op het jaar waarin der winsten werden gemaakt, dat de fiseus wil tuschenbeide komen om de rekeningen van hen, aan wie die winsten ten goede kwamen, te doen herzien, om op verworven uitkomsten terug te komen.

Hij aanziet als een eischbare schuld, welke wettelijken interest voortbrengt van af 1 Januari 1920 tot den betaaldag, aanslagen, welker bedrag op dien datum niet was vastgesteld en welke de schuldenaar niet kan kwijten.

Hij wil den belastingplichtige, die niet zou betalen straffen — met acht dagen tot vijf jaar gevangenis — zelfs zonder na te gaan welke de oorzaken van deze niet-betaling zijn.

Hij past de straf toe niet alleen op tot den belastingschuldige maar zelfs op zijn wettelijken vertegenwoordiger.

Dergelijke toepassingsmaatregelen, welke in strijd zijn met de beginselen van niet terugwerking in burgerlijke zaken en in strafzaken, zouden in elk geval, volgens de bezwaren uitgebracht bij het eerste kort onderzoek van het ontwerp, moeten afgewezen worden.

Doch, in een meer algemeen opzicht werden er in de Commissie bezwaren aangevoerd tegen helgeen werd genoemd: « de terugwerkende kracht van het ontwerp ».

De Handelskamer van Brussel, bij haar onderzoek over « de mogelijke toepassing van een bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten in 1919 behaald » doet aanmerken dat « al de ondernemingen, welke tot stand komen of hunne werkzaamheid hernemen, steunen op de bij hunne oprichting bestaande economische voorwaarden: De Staat verbindt zich stilzwijgend om, gedurende een redelijken tijd, die voorwaarden te behouden, volgens dewelke de bestuurders hunne ramingen hebben vastgesteld.

« Indien de Staat, na de nijverheidsbedrijven te hebben laten werken, op de verlopen jaren niet voorziene lasten toepast, d. i. wetten invoert met terugwerkende kracht, handelt hij oneerlijk. In elk geval mag hij geene niet voorziene lasten opleggen voor de dienstjaren, welke aan het in werking treden van de nieuwe wetten voorafgingen. En zelfs zonder de wettelijke maatregelen, welke de nijverheid of den koophandel treffen, niet in werking mogen treden dan eenigen tijd na hunne afkondiging. Een maatregel, die de regeling van een nijverheidsbedrijf omverwerpt, mag niet worden voorgeschreven dan nadat de nijveraars schikkingen heeft getroffen om daarin te voorzien.

» Begrijpt men, b. v., den toestand van een nijveraars die, de winsten van een jaar als verworven aanzieende, dezelve heeft besteed aan inrichting en materieel, en die, een jaar nadien, plotseling verplicht wordt, aan den Staat een aanzienlijk gedeelte van zijne winst, dat thans vastgesteld is, af te staan? Het behoort dat hij den tijd heeft zijne schikkingen te nemen.

» Kan men aannemen dat een nijveraars, die zijne kapitalen heeft gewaagd, waren heeft gekocht, zijne gebouwen heeft ingericht, al heeft bijgebracht wat hij bezit om zijne onderneming in bedrijf te nemen onder bepaalde sociale omstandigheden, na meer dan één jaar bedrijf, verneemt dat de Staat van zijne inkomsten lasten heft, welke niet vooraf bekendgemaakt werden?

» De Staat treedt tegenover den nijveraars verraderlijk op, hij laat hem werken in eene bedrieglijke gerustheid om nadien de hand te leggen op de vruchten van zijn arbeid.

» De particulier, die de bedingen eener overeenkomst zou wijzigen nadat deze reeds is uitgevoerd, zou door al de rechtbanken der wereld worden

veroordeeld. Wat moet er gezegd worden van den Staat die, door de terugwerkende kracht in te voeren, het voorbeeld van dergelijke handelingen zou geven?

» Al de handelaars zijn het eens om het beginsel van de wetten met terugwerkende kracht af te keuren. Zoo, voor de oorlogswinsten gedurende de oorlogsjaren gemaakt, de handelaars geen protest aantekenden, dan is het omdat er eene moreele reden bestond om aan het land de verzekering te geven dat niemand uit dien wereldbrand eenige winst zou trekken en dat het onzedelijk is te moeten vaststellen dat het ongeluk van zooveel gezinnen de oorzaak is van den welstand van sommige kerels.

» En toch waren er onder den oorlog eerlijke handelaars, die geld hebben verdiend zonder dat daar iets op te zeggen viel. Dezen hebben zich niet verzet tegen de wetten op de oorlogswinsten.

» Doch thans zijn de omstandigheden niet meer dezelfde. Sedert den wapenstilstand kwam er geen nieuwen rouw meer over de familiën; sedert den wapenstilstand heeft iedereen kunnen denken dat de uitoefening van de handelsbedrijven niet meer kon gelaakt worden. Onder den drang van deze meening poogden de nijveraars hunne werkzaamheid te hervatten.

» Wellicht bekommert de handel zich het meest over het feit dat men op dit gebied een precedent zou kunnen scheppen. Indien dit heden kan geschieden, kan het morgen ook; de handel zal in de toekomst geene zekerheid meer hebben en de ontmoediging zal hem algemeen aangrijpen. »

De onzekerheid voor morgen is een der oorzaken van de aanhoudende stijging der prijzen. De handelaars en de nijveraars worden noodzakelijkerwijs en onvermijdelijk er toe gebracht, de verkoopprijzen te verhoogen ten einde zich te dekken voor de verliezen, welke zich zouden kunnen voordoen gedurende de uitvoering van de overeenkomst. In de meeste gevallen handelen zij niet uit speculatie, doch wel uit voorzichtigheid, wanneer zij met die factor rekening houden bij het vaststellen van hun kostende prijzen. De ononderbroken stijging der wisselkoersen bracht aanzienlijke verliezen mede voor hen, die hunnen prijzen hadden vastgesteld naar de koersen van vóór eenige maanden. Dit geldt eveneens voor de overeenkomsten, welke gesloten werden zonder de stijging der grondstoffen en der dagloonen te hebben voorzien.

De belasting is een der factoren, welke de prijzen beïnvloedt bij wijze van terug-lag. Indien de nijveraar of de handelaar acht dat hij blootstaat aan terugwerkende maatregelen in zake belastingen, zal die factor zich noodzakelijkerwijze komen voegen bij al de overige, waartegen hij zal pogen zich te verzekeren door eene premie van prijsverhooging.

Wellicht werd de term « terugwerkend » verkeerd gebruikt. De term « vertraagd » zou beter beantwoorden aan het bezwaar, dat eigenlijk steunt op het feit, dat de in 1919 vastgestelde winsten niet bestaan of hebben opgehouden te bestaan, in de meeste gevallen, onder een gereeden en beschikbaren vorm.

Het spreekt vanzelf dat het wetsontwerp het zooverre niet mag drijven, de meerdere waarde van nijverheidsgebouwen te treffen, welke waarde in sommige balansen kon berekend worden door, wat zij hebben vastgelegd, in den inventaris op te nemen tegen het bedrag van onze in waarde verminderde munt. Het vermogen van den geteisterde, die eene, tegen het coëfficiënt 3 of 4

berekende vergoeding tot wederbelegging heeft ontvangen, werd niet verdrie- of vervierdubbeld.

Laten wij wijzen op het geval van een onzer groote nijverheidsbedrijven, waaraan de rechtbank voor oorlogsschade eene vergoeding tot wederbelegging toekent, welke het bedrag zijner inrichtingen in de balans van 1914, overschrijdt. Deze som wordt uitgegeven om den vroegeren toestand te herstellen. De Staat heeft voorzeker er niet aan gedacht, hem eene winst te verzekeren. Evenwel zal de balans, waarin deze inrichtingen met hun waarde van oprichting zullen voorkomen, een overschot van tegoed aanduiden, dat, naar luïd van het wetsvoorstel, zou moeten belasten... Eene maatschappij schat de door haar behouden instellingen op grond van onzen in waarde verminderten frank : die instellingen moeten in de rekeningen worden gebracht ten beloope van het driedubbele.

Ongetwijfeld hebben de voorstellers van belastingontwerpen er nooit aan gedacht, als een winst in fiscaal opzicht te beschouwen, hetgeen in 't geheel niet een wezenlijke meerderwaarde en, minder nog, een inkomen uitmaakt. Zulks is niet het gevolg van handels- of nijverheidsverrichtingen.

Doch, buiten deze gevallen, zal men bevinden dat meest al de bedrijven, die aanzienlijke winsten hebben afgeworpen, deze hebben aangewend voor nieuwe en veel kostende inrichtingen. Welke zou de toestand van deze nijveraars zijn? Zou men er kunnen aan denken, hen te verplichten dit materieel, die waren, die onroerende goederen, onder bedreiging van gevangenisstraf, te gelde te maken...

Ook was de Commissie, vanaf het eerste onderzoek, het er over eens, dat, indien het voorstel onder een anderen vorm moest hernomen worden, het onontbeerlijk was, het gedeelte der winsten vrij te stellen, welke werd besteed aan eenige vastlegging, aan het herstel der inrichtingen, aan het onontbeerlijk bedrijfskapitaal, aan voorzorgsfondsen ten behoeve van het personeel, aan het bouwen van werkmanswoningen. Het is eene verkeerde politiek den in vorming zijnden rijkdom te willen treffen; men moet vermijden die vorworven rijkdommen te belasten, welke geschikt zijn om aan de Schatkist inkomsten voor de toekomst te verschaffen.

Willen onze nijverheidsbedrijven zich ontwikkelen, zoo hebben zij aanzienlijke kapitalen noodig. De meeste hunner moeten hunne werktuigen geheel naar nieuwere stelsels inrichten. De arbeidersvereenigingen eischen deze hervorming. « Waarom wordt de achturedag bestreden, werd zeer onlangs gevraagd in een plakbrief van den Nationalen Bond der bouwarbeiders en van die der openbare werken van Frankrijk? Omdat, zoo luidde het antwoord, de werkgevers « de werktuigen niet willen moderniseeren, wat het eenige middel is om het evenwicht in de voortbrenging te herstellen : een nieuwe toestand eischt nieuwe werkwijzen. »

Dezelfde bevindingen werden in de jongste dagen in België gedaan. Ons materieel moet ten allen prijze en zonder verwijl hernieuwd worden.

Welnu, deze thans in gang zijnde werken kunnen aanleiding geven tot uitgaven, die grooter zijn dan de waarde dezer inrichtingen is, wanneer het weer een normale tijd zal geworden zijn.

Sommige winsten werden slechts gemaakt omdat nijveraars zich materieel

en machines hebben weten aan te schaffen tegen prijzen, die volstrekt hooger zijn dan de waarde daarvan. Men diende dezelve aan te schaffen, wilde men niet vervallen en om aan de geduchte quaestie van den handenarbeid te kunnen het hoofd bieden. Men moet in aanmerking nemen dat dit prijsverschil tusschen de huidige waarde der vastleggingen en de normale waarde een dadelijke afschrijving vereischt. Door deze buitengewone afschrijvingen te verhinderen, zou men het kapitaal en niet het inkomen belasten.

Hoe zou de nijveraar deze inrichtingen tot stand brengen, indien de winsten ten beloope van vijftig ten honderd aan den fiscus moesten gestort worden? Hoe zou een nijveraar het wagen, ze te ondernemen indien hij bedreigd is te worden belast na daartoe overgegaan te zijn; bedreigd met beslagleggingen indien hij de belasting niet kan betalen dan mits het begonnen werk te vernietigen? Even goed zou men, uit vrees voor een slecht verzekerde toekomst, dadelijk deze uitrusting kunnen inkrimpen, de geringere winst maken met arbeiders, minder inrichtingen, minder bezwaar en bekommernis.

Daaruit volgt dit eerste besluit: Het is noodig zoo men de ontwakende bedrijvigheid niet stuiten wil, als beginsel uit te roepen dat het geheele bedrag der niet uitgekeerde winsten niet belast zal worden: dat bedrag zal, bij voorkomend geval, — doch volgens andere regelen en in andere heffingsvormen — kunnen belast worden met belastingen gegrond op den aangroei der vermogens, belastingen wegens de meerdere waarde der vermogens, belastingen op overdrachten, belastingen op de erfrechten.

Ten einde deze bezwaren te vermijden, hadden sommige leden voorgesteld, de ontworpen belasting toe te passen niet meer op de gemaakte winsten — welke dikwijls alleen op het papier bestaan en enkel als een post van boekhouding, — maar op de uitgekeerde winsten, wat betreft het gedeelte boven de normale kapitaalsvergelding berekend naar verhouding van den huidige toestand; deze maatregel zou gelden niet voor den tijd van één jaar, die waarschijnlijk zou verlengd worden, doch voor een mogelijken langeren duur.

Alzoo werd in Frankrijk de vraag gesteld, of het niet noodig was de belasting op de uitzonderlijke oorlogswinsten te vervangen door een bestendige belasting op de buitengewone winsten, namelijk door eene heffing welke aan den Staat een steeds meer hooger aandeel zou toekennen van de winsten, welke de jaarlijksche winst zouden overschrijden, b. v. 10 of 15 t. h. van het in den handel of in de onderneming aangewende kapitaal.

Werkelijk zou het eene aanvullende belasting zijn van de belasting op de bedrijfsinkomsten.

Het wetsonwerp van de Regeering heeft in zekere mate het beginsel aangenomen, dat het kapitaal recht heeft op eene censvooral bepaalde vergelding en het stelt de normale winst vast op 10 t. h.

Mocht echter de regel eenvoudig weg toegepast worden, dan zou zich nog dit volkomen onrechtmatig en onredelijk gevolg voordoen, dat eene vennootschap, waarvan het kapitaal iet of wat laag is, niet meer dan 10 t. h. van dit kapitaal zou kunnen winnen zonder 50 t. h. van hare winsten aan den Staat af te staan. Het ware de veroordeeling van het stelsel van groepeerings der kapitalen en van de tot standbrenging der machtige inrichtingen welke alleen ons land kan in Staat stellen den strijd te voeren met gelijke wapens als de machtige vennoot-

schappen van Engeland en der Vereenigde Staten — morgen zelfs met die van de Centrale Staten.

Anderszins, wanneer de meerdere waarde van de goederen, van de loonen, van de algemeene kosten, van het bestaan, den coëfficiënt twee overschrijdt, zou het onlogisch zijn, in de kansen der nijverheid, kapitalen of verstandelijke personen in België te willen behouden, wier vergelding niet in gelijke mate van verhooging zou verzekerd zijn. Sommige leden hebben de vooraf bepaalde beperking der gemiddelde vóóroorlogsche winsten tot den coëfficiënt van het dubbele bestreden, wanneer zonder mogelijke tegenspraak, de munteenheid, waartoe moet terug gebracht worden alles wat in franken wordt geraamd, een waardevermindering van meer dan 50 t. h. heeft ondergaan. Stellen de statistieken van het Ministerie van Arbeid niet vast, bijvoorbeeld, dat in Januari l. l. de prijs van de levensnoodige zaken viermaal hooger was geworden dan in 1914! En hoeveel zou de verhooging niet bedragen, indien zij uitgerekend werd voor verbruiksvoortbrengselen, welke de nijverheid noodig heeft?

*
* *

De Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van een wetsontwerp, dat de meerderheid harer leden, die het oog hadden alleen op economische toestanden, had afgewezen omdat het eene tijdelijke, uitzonderlijke wet gold, omdat zij terugwerkende kracht had, omdat zij rampspoedige gevolgen kon hebben voor handel en nijverheid, wilde zich nochtans niet bij het uitbrengen van ijdele critiek bepalen en u een proces-verbaal van niets gevonden voorleggen.

Al de leden waren het er over eens, dat men de uitzonderlijke winsten zou belasten. Zij trachtten het middel te vinden om dit doel te bereiken, door het ontwerp om te werken, met inachtneming van de bovenstaande bemerkingen: uit hunne werkzaamheden is een gewijzigd ontwerp voortgesproken dat wij thans willen wettigen en verklaren.

EERSTE ARTIKEL.

De Commissie legde er zich op toe de twee doeleinden overeen te brengen:

1^o Eene ruimere bijdrage, welke aan het openbaar gevoelen beantwoordt en op het beginsel van solidariteit is gegrond, vanwege die welke in hunne ondernemingen bijzonder slaagden;

2^o Hoogere inkomsten uit de belastingen.

Zij trachtte dit dubbel doel te bereiken door eene wet, die niet als noodwet en slechts voor één jaar gelden zou.

Krachtens artikel 14 zal men kunnen te bepalen hoe lang zij van kracht moet blijven en van welk tijdstip af zij zal toegepast worden.

ART. 2.

Welke uitzonderlijke winsten moeten belast worden? Blijkbaar die, welke opgeleverd worden door handelingen ondernomen uit gewin- en speculatiezucht,

Ongetwijfeld konden de ontwerpers der wet niet de gedachten gehad hebben als « winsten » te betitelen en nog veel minder als « uitzonderlijke » te aanzien de dagloonen, de wedden, de opbrengst van den handen- of van den geestesarbeid, waarvan de verhooging wordt veroorzaakt door de toeneming der levensduurte, of eene uitbreiding van den arbeid.

Op grond van den tekst van artikel 2 § 1, kon het Regeeringsontwerp nochtans op zulke wijze toegepast worden, waar het degenen bedoelt, « die de bedrijfsbelasting verschuldigd zijn » : De wet van 29 October 1919, artikel 28, 2^o en 3^o, treft inderdaad « de versecheidene wedden der openbare of private ambtenaren en bedienden, alsmede alle loonen, de pensioenen en lijfrenten; de batens, onder welken naam ook, van de vrije beroepen, ambten of posten en van elke winstgevende betrekking andere dan de winsten van om 't even welke nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven ».

Volgens deze bepaling zou voor den arbeider of den bediende die slechts een loon van minder dan 5,000 frank zou opgetrokken hebben in de jaren, welke aan den oorlog voorafgaan, het gedeelte van zijn huidig loon boven 10,000 frank worden behandeld als uitzonderlijk. De jonge geneesheer en de ingenieur die slechts na 1914 hun beroep konden aanvangen, zouden moeten vermoed worden normaal slechts 10,000 frank te kunnen verdienen en belast worden met 20 t. h. op hetgeen de eerste reeks van 10,000 frank zou overschreden hebben...

Zoodanige bepaling zou het aantal verplichte aangiften in zulke mate doen toenemen dat de wet eigenlijk niet zou kunnen uitgevoerd worden.

De toeneming van de bedrijfsinkomsten uit andere bronnen dan uit de uitoefening van de handels- of nijverheidsbedrijven of van die daaraan zijn verbonden, moet worden aangezien als zijnde het gevolg van de waardevermindering van onzen frank.

Door de wet op de inkomsten moeten zij getroffen worden en door die wet worden zij getroffen in hunne verhooging, door de bedrijfsbelasting en de supertaxe die beide klimmende belastingen zijn.

Bij gebreke van het bestanddeel « *uitzonderlijk* » en « winstgevend », dat de bestaanreden is van de *bijzondere* wet, kan er hier geen sprake van zijn, de bedrijfsinkomsten te heffen van de personen die geen enkele daad van koophandel uitoefenen.

ART. 3.

Om te bepalen of een winst uitzonderlijk is, is er een term van vergelijking noodig : Daar, waar de term niet bestaat, moet men zijn toevlucht nemen tot het lapmiddel dat men « forfait » noemt.

De term van vergelijking wordt genomen in den termijn van vóór den oorlog, Het zijn de uitkomsten van de vijf semesters die daaraan voorafgingen.

De termijn, die het gemiddelde oplevert, kan tot de twee vorige jaren worden uitgebreid. Hieromtrent dient niets te worden gewijzigd in de regelen bepaald door de wet op de oorlogswinsten : Reeds beschikt het Beheer te dien opzichte over een belangrijk werk, dat kan benuttigd worden.

Doch, zoo de wet voor de vroegere ondernemingen, de balansen van vóór 1 Juli 1914 behoudt als grond van vergelijking, zijn de economische vereischten grondig gewijzigd. De frank is in waarde verminderd.

De uitzonderlijke aard bestaat voorzeker heden niet, indien de vroegere winst enkel verdubbeld werd. En nog kan de grondslag van het dubbele niet bestendig en onveranderlijk blijven wanneer de wet hare uitwerking elk jaar moet uitbreiden.

Eene nijverheid, die zich op normale wijze ontwikkelt, zal geene uitzonderlijke winsten maken, indien zij, na in 1919 het dubbel van de gemiddelde winsten in 1912-1914 te hebben bereikt, in 1924 meer dan het dubbele oplevert.

Men moet eene trapsgewijze opklimming aannemen. De Commissie oordeelt dat deze 10 t. h. per jaar mag bedragen op het tot grondslag genomen cijfer.

Veronderstel eene gemiddelde vóóroorlogschewinst van fr.	100,000
Normale winst in 1919	200,000
Id. 1920	220,000
Id. 1921	240,000
Id. 1922	260,000
Id. 1923	280,000

Wanneer de nijverheid niet vóór 1914 heeft gewerkt, stelt de wet eens voor al het winsteijfer vast.

Men begrijpt dat de wet op de oorlogswinsten er niet op uit was, de nieuwe handeldrijvers te begunstigen, die begonnen zich op handelsverrichtingen toe te leggen, wanneer onze gevestigde handelaars, zich beurtelings verplicht zagen hun bedrijf te staken.

Doch dit is heden niet meer het geval. Men kan redelijkerwijs niet aanemen dat een handelaar of een nijveraar — wiens kapitaal minder bedraagt dan 50,000 frank — een *uitzonderlijke* winst zou behalen, wanneer hij uit zijn kapitaal en uit zijn werkzaamheid geene hoogere winst dan 5,000 frank trekt. Er is geen arbeider meer, die er in toestemt zich met zulk een loon tevreden te stellen. Er is geen handelaar, die er zou kunnen in toestemmen, zich aan de risico's van eene onderneming bloot te stellen mits eene lage vergelding. Bij gebreke van vroegere balansen, is het bedrag van 10,000 frank, als aangenomen normale winst, een minimum. Het kan slechts worden aangenomen uit hoofde van de tot grondslag ingevoerde vrijstelling van 15,000 frank, voorzien bij artikel 5.

De formule, getrokken uit de wet van 1919, moet evenzoo worden aangevuld — daar het geldt eene wet te maken, die langer dan één jaar van kracht kan zijn, — door het voorzien van de kapitaalsverhoogingen.

Indien een handelaar zijn kapitaal verdubbelt, is het normaal dat zijne winsten in dezelfde verhouding, en tegen het vroeger bedrag van opbrengst, verdubbelen. Indien een handelaar vóór den oorlog een winst van 150,000 frank heeft behaald met een kapitaal van 1 millioen en wordt aangezien als slechts uitzonderlijke winsten behalende op wat 300,000 + 15,000 frank zal overschrijden, dan moet worden aangenomen dat door zijn kapitaal tot op 2 millioen te brengen in 1921, zijne uitzonderlijke winsten zullen vastgesteld worden op 600,000 + 15,000 frank. Mocht men zich bepalen bij het aannemen van de

formule van vrijstelling, beperkt tot 10 t. h. van het aangewende kapitaal, dan zou men den inbreng van nieuwe kapitalen beletten. Thans eischen zij, wegens de risico's, een hoogere vergelding. Sommige Staatsleeningen kunnen slechts tegen 8 en 9 t. h. worden aangegeven. Wie kan, tusschen dit en vijf jaar, een verlaging van het interestbedrag voorzien?

Artikel 3, § 3 tracht de huidige formule van artikel 2, 4^o der wet op de oorlogswinsten te verbeteren; deze wet heeft overigens een belasting ingevoerd, welke dichter staat bij de belastingen wegens waardevermeerderingen dan bij die op de winsten.

Wanneer men als « winsten » beschouwt hetgeen het dubbele overtreft van de verkoopwaarde van een onroerend goed, vergeleken bij deze van 1914, moet men nochtans in de berekening aftrekken de verbeteringen, de uitgaven, de herstellingen die nog moeten gedaan worden. 't Is een kapitaal dat er bij komt.

Wat de bosschen betreft, dient men bij de waarde van 1914 te rekenen, al de kosten en uitgaven die zich bij deze waarde hebben gevoegd, en, bovendien, het normaal inkomen, dat zich heeft opgehoopt en dat op 5 t. h. per jaar kan geraamd worden.

Bij gebrek aan vroegere winsten — wat meestendeel het geval zal zijn voor de ondernemingen, die zich vóór den oorlog niet hadden kunnen ontwikkelen, — berust de berekening der winsten op den grondslag van het aangewende kapitaal.

Het aangewende kapitaal is het kapitaal dat, gedurende het in aanmerking genomen tijdsverloop, werkelijk in de zaken werd belegd, dat onderworpen is aan de wisselvalligheden der onderneming, dat tot waarborg dient voor de schuldeischers. In de vennootschappen is dit het bedrag van de werkelijk gedane inbrengsten van de vennoten, hetzij zij dit bedrag inbrachten bij den aanvang of de eerste stortingen hebben vermeerderd door bij deze de niet uitgekeerde winsten te laten voegen.

Het aangewende kapitaal is niet noodzakelijk het nominaal kapitaal: in dit geval zou het volstaan de inbrengsten te overdrijven om aanspraak te hebben op de vrijstelling voor de 10 t. h. voorzien als normaal inkomen.

Het kapitaal eener vennootschap waarvan de aandelen niet geheel zijn volgestort, bedraagt slechts het volgestort kapitaal; het is niet het ingeschreven kapitaal.

Het is evenmin en het is niet altijd het kapitaal dat in de balans in cijfers is vermeld, en het is niet van belang ontbloot daarop te wijzen met het oog op de toepassing van de wet.

Gewoonlijk komt het aangewend kapitaal op het passief van de balans voor onder het opschrift: « Schulden van de vennootschap tegen over haar zelve ». Het bestaat uit al de goederen en al de waarden te zamen, welke het nettovermogen vormen, het verschil tusschen het actief en het passief.

De wet moet enkel treffen de uitzonderlijke winsten — de gemaakte overwinsten — boven wat de nijveraar of de handelaar terecht mocht verwachten als normale belooning van zijn kapitaal, dat hij door zijn werk in omzet bracht.

De wet eischt haar aandeel van eene werkelijke verrijking. De rijkdom bestaat niet in hetgeen er enkel de weergave van is in conventionele geldwaarden.

Door den inventaris, het eerste en het grondelement voor de opmaking van elke balans, kan men de winst vaststellen; de inventaris, om nauwkeurig en volledig te zijn, moet eene opgave zijn van al de zaken, waarover men beschikt; hij zou moeten inlichten over de werkelijke waarde daarvan, de waarde aan den juisten koers berekend. Een inventaris, die over- of onderschat, en eene balans, die deze schattingen overneemt, zijn niet « nauwkeurig ». En om redenen van wel te begrijpen voorzichtigheid verduiken talrijke balansen dikwijls geheime reserves. Het is onaannemelijk dat de inrichtingen van eene kolenmijnondernehmung worden afgelost zoodanig dat zij in den inventaris nog enkel voorkomen voor « één frank » of voor « memorie ».

Het werkelijk aangewende kapitaal, vermogen van de maatschappij, wordt verdoken, en men begrijpt dat de fiscus het recht heeft, de aflossingen « vóór de balansopmaking » te controleeren en te betwisten, wanneer de belastbare winst niet is beperkt tot de uitgekeerde winst.

Deze verklaringen moeten kunnen herzien worden, doch zoowel voor den fiscus en voor en door den belastingschuldige.

Benevens deze inventarissen, die onnauwkeurig zijn wegens vrijwillige onderschattingen, is de bijzondere toestand, veroorzaakt door de waardevermindering van den papieren frank, van zoodanigen aard dat hij andere « onnauwkeurige » inventarissen kan doen ontstaan. De Zwitsersche en Luxemburgsche wetten hebben bepalingen voorzien om deze toe te laten. Daar het middel tot vergelijking, de frank, in waarde gedaald is, moeten de in stand gebleven zaken, hernomen worden tegen een anderen coëfficiënt. Dat is de vervanging van den gouden standaard door den papieren standaard wanneer deze twee termen van vergelijking niet meer gelijk zijn.

Om nauwkeurig te zijn zouden de balansen, vastgesteld in « Belgische franken », moeten verbeterd worden door eene schatting van de bestaande goederen, die in de boekhouding tot een dubbel of driedubbel vermogen zou leiden, dan wanneer de nijveraar nochtans niet rijker is.

Het is logisch, eene fabriek, heropgebouwd door middel van vergoedingen aan den coëfficiënt 4 of 5 der oorlogsschade slechts op te nemen voor het bedrag van den vroegeren post; wat men aldus vermeldt is echter in strijd met wat de comptabiliteit werkelijk moet vermelden. Nu, door het vermelden van de werkelijk ontvangen sommen, zou men eene winst vaststellen en, hoe meer onze wissel zou dalen, hoe rijker wij zullen worden.

Het zou niemand in den geest kunnen komen, deze vermeêderingen van vermogen als winsten te beschouwen, evenmin als deze die de maatschappij aan 't licht zou kunnen doen komen door hare verborgen reserves te doen kennen; dit zouden geene winsten zijn uit het tegenwoordige tijdsverloop.

Het zijn ook geene opbrengsten van het drijven der onderneming; vereischte gesteld voor de toepassing der wet. Deze sommen hebben geene betrekking met het uitoefenen van het bedrijf.

Het Fransche Beheer is het theoretisch en practisch eens over deze leer.

Het tegenontwerp, aan de Commissie voorgelegd, behelsde een tekst die deze beginselen nader omschreef en luidde :

« Worden niet als winsten beschouwd, de waardevermeerderingen vastgesteld ten gevolge van de herziening der inventarissen en balansen, ten gevolge van de herschatting van roerende en onroerende goederen, welke men vóór 1 Januari 1920 bezat, of ten gevolgen van vergoedingen toegekend als herstel voor oorlogsschade. »

De Commissie meende echter dat die vermelding noodig was, daar zij eenparig oordeelde dat soortgelijke voorgewende winsten alleen dan kunnen belast worden wanneer zij uitgekeerd zijn, wanneer zij ophouden een gemeen vermogen te zijn, blootgesteld aan de risico's der onderneming, iets anders te zijn dan eene schuld van de maatschappij tegenover zich zelf.

Men zal zich dus niet moeten bepalen bij de eenvoudige vaststelling der cijfers. Deze verhoogingen ten gevolge van schattingen zouden overigens moeten belastingvrij blijven in het stelsel der Commissie, vermits zij zouden betrekking hebben op immobilisaties.

Het was nochtans niet zonder belang, die beginselen van algemeene toepassing duidelijk te omschrijven.

ART. 4.

Artikel 4 bevat, naar de eenparige meening van de Commissie, een hoofdzakelijk beginsel.

Dank zij de overeenkomst, die daarover tot stand kwam, kon het ontwerp, dat u is voorgelegd, aangenomen worden.

De bepaling, strekkende tot vrijstelling van de immobilisaties, kan de gevolgen, waarop men wees in geval van toepassing der wet op de winsten van 1919, minder bezwaarlijk maken. Daardoor zullen zelfs meest al degenen, die zich tegen het « terugwerkend karakter » van de wet verklaarden, hunne bezwaren kunnen intrekken of ze enkel staande houden, wat de beginselen in het algemeen betreft.

Het woord « immobilisaties » moet in ruimen zin worden opgevat, zoo men de wet wil toepassen op de thans bereids gemaakte winsten, waaraan eene bestemming kon gegeven geweest zijn waaraan ze moeilijk te onttrekken zouden zijn of waarop het onmogelijk is terug te komen, bij voorbeeld indien de winsten zijn verteerd of uitgekeerd.

De « immobilisaties » zijn niet enkel het deel van het actief dat, op gevaar af den gang der onderneming te stremmen, niet te verwezenlijken is, zijn niet al wat men onder de eerste inrichting kan begrijpen : het zijn de grondstoffen, de producten die men bezig is te vervaardigen, de goederen die den voor de onderneming noodigen voorraad uitmaken en, over het algemeen, alles wat door de wet op de oorlogsschade geacht wordt te kunnen gerangschikt worden onder de vernielingen die voor wederbelegging in aanmerking komen; het is het bedrijfskapitaal in de mate waarop het moet beschouwd worden als een onmisbaar werktuig of middel tot voortbrenging.

Anderzijds, wanneer het geldt de wet toe te passen op de in 1919 gemaakte

winsten, zal het niet mogelijk zijn, zich bij de werkelijk en volledig verwezenlijkte immobilisaties te bepalen : de uitgaven waartoe men zich verbonden heeft, moeten dan ook in rekening komen.

Wanneer eene fabriek machines heeft besteld en den prijs daarvan aan eene bank heeft toevertrouwd of eene voorloopige belegging heeft gedaan in afwachting dat de betaling kunne geschieden, kan men haar toch niet strenger behandelen wegens het feit, dat eene bestelling werd uitgesteld of vertraagd.

De Commissie oordeelt dat het beginsel der vrijstelling dient uitgebreid te worden tot alle immobilisaties en bovendien tot elk kapitaal dat bestemd is voor zaken van algemeen nut voor de nijverheid of voor de werklieden : oprichting van werkmanswoningen, waschinrichtingen, enz. Zóó óók wanneer de winsten werden gebruikt tot verhooging van het kapitaal en wanneer de titels, die deze verhooging vertegenwoordigen, aan het personeel werden toegekend.

Wat de landbouwnijverheid betreft, dient het verbouwen van broodgraangewassen aangemoedigd te worden, en de Commissie stelt voor, de daardoor gemaakte winsten vrij te stellen, mits de verkoop geschiedt aan den marktprijs of aan de officieel opgelegde prijzen.

Zoo het waar is dat de onzekerheid, wier druk zoo zwaar was, voortaan zal verdwijnen, dat de nijveraars en handelaars voortaan in het bezit zullen blijven van de inrichtingen welke zij tot stand brachten, dat zij de belasting in het eerste jaar zullen kunnen beschouwen als eene belasting, die te vergelijken is aan de supertaxe vastgesteld op den grondslag der winsten gemaakt in 1919 (wet van 29 October 1919, art. 19), dan zal de vereeniging mogelijk schijnen tusschen den fiscus, die onmiddellijke heffing eischt, en de belastingplichtigen die zich niet in staat achten om aan zijne eischen te voldoen.

Ongetwijfeld zal de fiscus zijne verhoopte ontvangst verminderd zien, doch er kan geen sprake van zijn, de toekomst aan de tegenwoordige omstandigheden op te offeren, en het ontwerp heeft niet meer eene eenige heffing ten doel. De fiscus zal niet verliezen wat slechts verdaagd is. Anderdeels schijnt het volstrekt noodzakelijk, de ondernemingen, welke de gelukkige kans hebben hooge winsten te maken, dadelijk tot de wederbelegging dezer winsten te verplichten, zonder zich er om te bekommeren of deze thans aldus tot stand gebrachte inrichtingen niet meer zullen kosten dan hunne werkelijke waarde.

Deze winsten moeten worden aangewend tot de uitbreiding van de toerusting, tot de verbetering van de instellingen ten gunste van het fabriekspersoneel, tot het bouwen van werkmanswoningen. Deze belegging dient te worden bevorderd. Om de wederbelegging in zake oorlogsschade te verzekeren, getroust de Staat zich alle opofferingen hoegenaamd.

Tegen de denkbelden van de Commissie in zake vrijstellingen wordt aangevoerd dat « de vennootschappen die reserves ophoopen, den koers van hunne aandelen op merkelijke wijze zien verhoogen; de aandeelhouder moet getroffen worden op het oogenblik dat deze stijging zich voordoet niet binnen vijf of tien jaren, wanneer de titels wellicht zullen behooren tot de portefeuille van nieuwe aandeelhouders, die daaruit geen enkel voordeel zullen getrokken hebben. »

Men schijnt hier twee zeer uiteenlopende denkbelden te verwarren.

De noteering ter Beurze vermeerdert noch vermindert in geen deele de

geldmiddelen of de winsten eener vennootschap. De flink beheerde vennootschappen bekommeren zich weinig om deze noteeringen : sommige stemmen, trouwens, in het geheel niet met den werkelijken toestand overeen en zijn de vrucht van de speculatie, van groepen speculanten.

Is het optimisme van de Beurs gegrond of ongegrond ? Zal dit tot teleurstellingen aanleiding geven ? Voor het Parlement ware het gevaarlijk haar raad of advies te geven, het aanbod aan hoogen prijs vanwege vreemde kapitalen te willen verminderen. Tegenover de speculanten moet de fiscus slechts optreden om hunne winsten te treffen ; en het gerecht behoeft enkel de oneerlijke praktijken te treffen, zoo er worden aangeklaagd.

ART. 5.

De Commissie was van oordeel, dat men niet met dezelfde klimmende heffing mocht aanslaan zij die, met een verschillend kapitaal, gelijke winsten maken.

Gesteld eene belastbare overwinst van 750,000 frank, behaald door A. B. C. D. E., die onderscheidenlijk beschikken over een kapitaal van één, twee, drie, zes en tien millioen.

Voor A. zal de winst eene uitzonderlijke vergelding uitmaken van 75 t. h. ; voor B., 37,5 t. h. ; voor C., 25 t. h. ; voor D., 12,5 t. h. ; voor E., 7,5 t. h.

De hoegrootheid van de uitzonderlijke winst is verschillend. Het is inderdaad redelijk dat voor een kapitaal, dat dubbel, drievoudig, enz. is, de winsten in verhouding hooger zijn. De winst moet « in verhouding staan tot het aangewende kapitaal ».

De Regeering heeft zich aangesloten bij deze opmerking en voorgesteld, artikel 3 van het ontwerp (3 der Commissie) te doen luiden als volgt :

« § 1. — Wat de belastingschuldigen betreft, wier aangewend kapitaal blijkt uit afdoende bewijsstukken, staat het bedrag van de belasting op de uitzonderlijke winsten gelijk met het quotient van de deeling der geheele winst door een honderdste van het kapitaal dat bij de aanvang van het jaar of van het maatschappelijk dienstjaar werd aangewend.

» Wat de overige belastingschuldigen betreft, wordt het bedrag van gezegde belasting bepaald op 20 t. h. voor de eerste belastbare 20.000 frank en wordt trapsgewijze met 1 t. h. verhoogd voor elke som begrepen in eene reeks van 20,000 frank.

» In beide gevallen wordt de aftrek, voorzien bij de artikelen 2 en 12, § 1, der wet van 3 Maart 1919, verminderd tot 10,000 frank en mag het toe te passen bedrag niet 50 t. h. overschrijden. »

De door de Commissie voorgestelde formule is — zoo meent deze althans — eenvoudiger en practischer en bereikt het betrachte doel.

In plaats van die belastingschuldigen aan te slaan volgens eene oplopende schaal per reeks van 20,000 frank, zou alleen de eerste reeks belast worden met 20 t. h. De volgende reeksen zouden bedragen : voor de vennootschap A, $\frac{1,000,000}{100} = 10,000$ frank ; voor B, $\frac{2,000,000}{100} = 20,000$ frank ; C, 30,000 frank ; D, 60,000 frank en E, 100,000 frank. Natuurlijk zou A geen aanspraak maken

op het voordeel der bepaling, en men stelt vast dat deze slechts dan hare uitwerking zal doen gevoelen, wanneer het aangewende kapitaal 2 miljoen overschrijdt.

De meerderheid van de Commissie is integendeel van oordeel dat, in dergelijk stelsel, de oplopende belasting zonder bezwaar zou kunnen gebracht worden tot 60 t. h. in plaats van 50 t. h.

ART. 6.

In strijd met wat men kon afleiden uit den eenigszins onduidelijken tekst van artikel 3, § 2, van het Regeeringsontwerp, mag het bedrag van 20 tot 60 t. h. niet vermeerderd worden met de belasting op het inkomen. « Het ontwerp voorziet het tegendeel, de belasting op het inkomen wordt afgetrokken; » men zal de bijzondere belasting slechts berekenen na aftrek van de belasting op het inkomen. »

De Memorie van Toelichting van de Regeering vermeldt ook dat rekening zou gehouden worden met de « mindere winst der vorige jaren ». De tekst laat zich daarover niet uit in volkomen klare bewoordingen en het te dien aanzien voorgestelde zal nader omschreven moeten worden. Wat van nu af aan vaststaat, is dat de verliezen, welke de nijveraars of handelaars bij het uitoefenen van hun bedrijf hebben ondergaan, tijdens den oorlog of tijdens een der onder toepassing der wet vallende jaren, en welke een vermindering van het aangewende kapitaal teweeggebracht hebben, afgetrokken moeten worden van de uitzonderingswinsten : alvorens aangeslagen te worden, moet de handelaar, de nijveraar zijn verlies kunnen inwinnen.

Anderdeels zal de voor artikel 6, § 2, voorgestelde tekst aan de verkoopers van gebouwen en van hout, die gedurende den oorlog verliezen ondergaan hebben, toelaten deze af te trekken van de op dien verkoop gemaakte winsten.

ART. 7.

Bij dit artikel wordt artikel 13 der wet van 3 Maart 1919 in de onderhavige wet ingevoegd.

ART. 8 en 9.

De maatregelen, bij de wet van 3 Maart 1919 bepaald, ten einde de inning van de belasting op de oorlogswinsten te verzekeren, waren te rechtvaardigen, doordat het gold eene buitengewone heffing, waardoor, in sommige gevallen, personen moesten getroffen worden, die verdachten handel gedreven hadden, geen vaste inrichting hadden, en, van den eenen dag tot den anderen, met hun goederen konden verdwijnen. Wegens die omstandigheid dienden er voorzorgsmaatregelen te worden getroffen.

Hier is de belasting van een anderen aard. Zij moet hare uitwerking hebben gedurende verscheidene jaren. Het is geen reden om de nijveraars en handelaars als verdachte personen te behandelen, omdat zij buitengewone winsten konden maken en zij, uit dien hoofde, opgevorderd worden om ruimer bij te dragen in de openbare lasten.

De gewone regeling, toegepast inzake belastingen op het inkomen, moet ook hier toegepast worden. Het ware onaannemelijk dat, onder voorwendsel van gevaar voor de belangen der Schatkist, de controleur der belastingen die belastingsschuldigen bij wijze van voorzorg zou aanslaan, hen zou verplichten de door hem willekeurig bepaalde som te storten; hunne goederen, bij gebrek aan onmiddellijke storting, in beslag zou nemen en dat men maandenlang zou moeten wachten vooraleer de aanslag voorgoed vastgesteld worde en het zoo mogelijk worde, daarvan in beroep te komen.

Artikel 29 der wet van 3 Maart 1919 kan dus hier niet ingevoerd worden.

De redenen, waarom de overige bepalingen van het ontwerp der Regeering verworpen werden, zijn de volgende :

ART. 6 (VAN HET ONTWERP).

Het kwam onaannemelijk voor, dat een nog niet bepaalde schuld, waarvan de schuldenaar zich niet kan kwijten, interesten zou moeten opbrengen. Er moet een onderscheid gemaakt worden tusschen hem die weigert te betalen, de betaling tracht te ontduiken, en den belastingplichtige te goeder trouw, die niet betaalt omdat nog niets van hem gevorderd werd.

De tekst maakt geen onderscheid tusschen beiden.

De lijfswang is opgeheven geworden; hoe kan men dien dan voor het invorderen van belastingen wederinvoeren door het tot stand brengen van eene regeling, waarvan de toepassing in onze Kolonie niet weinig opspraak verwekt heeft?

Een belastingsschuldige zou tot boete en tot gevangenisstraf *kunnen* veroordeeld worden; zelfs de beheerder eener vennootschap zou voor deze kunnen aansprakelijk gesteld worden. Dat is hoegenaamd niet te wettigen. Wij hebben daar reeds op gewezen in de algemeene opwerpingen. En zoo men de stelling wilde aannemen, als ware de niet-betaling der belasting een wanbedrijf, dan zou de tekst nog aanleiding geven tot eene lange bespreking over de nieuwe leer van de « niet verplichte veroordeelingen ».

ART. 8. (VAN HET ONTWERP.)

De wet van 3 Maart 1919 machtigt de Commissie van aanslag, hare raming van de belastbare winsten te gronden op een reeks feiten, waaronder de bewaargeving bij banken, spaarkassen, landbouwcredietkassen, beroepsverenigingen, samenwerkende of onderlinge maatschappijen, maatschappijen van onderlingen bijstand of andere instellingen van dien aard.

Ten einde haar de gelegenheid te geven daarvan gebruik te maken, verplicht artikel 31 de bestuurders dier instellingen, evenals de notarissen, wisselagenten, commissionnaires of makelaars in openbare fondsen en zaakwaarnemers, haar alle, hun bekende inlichtingen te verstrekken, welke kunnen van nut zijn bij het vaststellen der bijzondere belasting. (Art. 21, 5°, 6°).

Hetzelfde geldt voor elken houder of schuldenaar van titels, sommen of waarden toekomende aan wie de bijzondere belasting verschuldigd is.

Deze bepaling werd aangenomen als toezichtsmaatregel. Inderdaad, luidens § 130 van de ministerieele aanschrijving van 9 Mei 1919, is het alleen bij gebrek aan registratie of bekendmaking in het *Staatsblad*, van bovengenoemde akten dat « de inhoud der aangiften zal aanleiding geven tot onder- » zoekingen, hetzij bij de belastingschuldigen, hetzij bij derden, en namelijk » bij de in n° 5° en 6° van artikel 21 bedoelde inrichtingen; deze zijn, inge- » volge artikel 31, gehouden de noodige inlichtingen te verstrekken om » de beweringen der aangevers na te gaan. In dergelijke gevallen zal men met » veel omzichtigheid en kieschheid moeten te werk gaan; *naspeuringen bij » derden zullen alleen dan geschieden, wanneer zekere teekenen twijfel doen » ontstaan aangaande de echtheid der door den aangever gedane verklaringen » wat betreft de herkomst of de belangrijkheid van gezegde sommen ».*

Welnu, in strijd met deze voorschriften, hebben sommige controleurs der belastingen tal van instellingen verplicht, gegevens van volstrekt algemeenen aard te verschaffen, welke, wegens dezen algemeenen aard, zich konden uitstrekken tot personen die hoegenaamd niets uit testaan hadden met de toepassing der belasting. Zóó heeft men vanwege verzekeringsmaatschappijen de opgave geëischt van alle gedurende een zeker tijdsverloop gesloten overeenkomsten, vanwege een gemeente, de lijst van al degenen die haar geld verschoten hadden, vanwege een notaris de lijst van alle door hem voorgezeten veilingen, vanwege andere personen de lijst van alle hun toevertrouwde bewaargevingen.

Die aanmatiging heeft natuurlijk weerstand ontmoet; het Beheer verlangt nadere omschrijving van artikel 31 der wet van 3 Maart 1919, ten einde « te voorkomen dat de minst belangstellingverdienende belastingschuldigen zouden ontsnappen ».

De voorgestelde nieuwe tekst heeft die draagwijdte niet, en men ziet zelfs niet in wat hij, in zijn nieuwe bewoordingen zou kunnen toevoegen aan artikel 31 of aan het Beheer zou kunnen verschaffen wat het nu reeds niet kan vereischen.

Anderdeels, indien de Commissie eenparig van oordeel is dat aan den fiscus geen middel van onderzoek der aangiften dient onthouden te worden, dat men den belastingschuldige, die de aangifte zou willen ontduiken of bedrog zou plegen, op doeltreffende wijze moet achterhalen, dan toch mag men hem geen willekeurige macht in handen geven om private en handelsgeheimen te ontsluiten, en een stelsel van verdachtmaking in te voeren.

Zoo het invoeren van dit stelsel eenige reden van bestaan mocht hebben, toen het er op aankwam zekere « minderwaardige » belastingschuldigen te treffen, is de toestand hier ten eenenmale verschillend, aangezien de belasting zich in niets van de overige belastingen zal onderscheiden, tenzij dat ze van zekere inkomsten eene ruimere bijdrage eischt.

ART. 13.

Het Parlement mag zijn recht, om telkenjare over 's Lands middelen te stemmen, niet vervreemden: de belasting op de uitzonderlijke winsten mag, van nu af aan, niet voor meer dan één jaar ingevoerd worden.

Het ligt nochtans in de bedoeling van de Commissie — in overeenstemming op dat stuk met de Regeering — een werk van zekeren duur tot stand te brengen; en aan de uitgewerkte teksten ligt die bezorgdheid ten gronde.

Volgens de inzichten van de Commissie zou die duur vijf jaar moeten bedragen: dit blijkt de termijn te zijn, gedurende denwelken uitzonderlijke inkomsten zullen moeten verschaft worden, in afwachting dat de geregelde toepassing van de nieuwe belastingen, de opbrengsten van de herstelde nijverheidsbedrijven aan de Schatkist de volle opbrengst van de rechtstreeksche belastingen zullen verzekeren.

De wet zou dus ophouden van kracht te zijn na het verstrijken van het vijfde jaar.

In welk jaar moet de belasting voor het eerst geheven worden?

Wij zullen niet meer terugkomen op het verzet dat het cijfer « 1919 » uitlokt heeft en nog uitlokt. Daarop werd reeds gewezen.

Ten slotte nam de Commissie in aanmerking, dat het voornaamste bezwaar, waarbij werd bedoeld de terugwerkende kracht, bijna heelemaal zal wegvallen, zoo men de door het tegenontwerp ingevoerde vrijstellingen aanneemt. Op grond daarvan heeft de Commissie den tekst aangenomen, naar luid waarvan de heffing voor de eerste maal in 1920 zal geschieden op de winsten van 1919.

Het is de tekst van artikel 89 der wet van October 1919 op supertaxe, dewelke zal toegepast worden in 1920, alhoewel de inkomsten van 1919 aan de cedulaire belastingen niet onderworpen werden.

*
* *

Het verslag van uwe Commissie zou onvolledig zijn, indien het niet wees op de voorkeur door vele leden gegeven aan het bij het Fransche Parlement aanhangige stelsel, namelijk aan den aanslag naar het zakencijfer.

De belasting op het zakencijfer laat zich automatisch aanpassen aan de behaalde winsten, zij neemt toe of vermindert te gelijk met dit cijfer, wordt aan de bron geheven. Hare begrooting en hare inning zijn gemakkelijk. De concurrentie onder de voortbrengers verlicht den terugslag daarvan op de koopers.

Overigens, niets belet dat de verhandelingen betreffende de verbruikswaaren of die waarvan de prijs officieel geregeld is, daarvan werden vrijgesteld, dat men de verhandelingen betreffende sommige weeldeartikelen voor een hooger percentage zou aanslaan.

Men kan de waarde van studiën en van de bezwaren der handelaars, der nijveraars, der financiers niet ontkennen: zij zijn in zaken ervaren en zijn daarvoor aansprakelijk. Omdat zij zullen verplicht zijn, de belasting te betalen, zijn zij daarom niet minder bevoegd om er over te oordeelen dan diegenen welke uit dien hoofde niet den minsten last te dragen hebben.

Welnu, er dient aangemerkt te worden dat de belasting op het zakencijfer overal op de meest gunstige wijze onthaald werd en dat het betoog van hare practische voordeelen afdoende werd geleverd door de Handelskamer van Brussel in het zeer omstandig verslag, waartoe wij de gelegenheid hadden neermaals te verwijzen:

« Deze belasting zou den economischen vooruitgang van het land automatisch volgen en de opbrengst van de belasting zou de barometer van den Staat zijn;

beter dan welke statistiek ook, zou zij aangeven welke de noodwendigheden van het land zijn...

» Dit inningsstelsel zou buitengewoon eenvoudig zijn; er ware geen leger van ambtenaars meer noodig om de belastingbiljetten klaar te maken, om ze na te zien, te verzenden, de betaling der belastingen te verzekeren, enz.

» Wat de verhooging der levensduurte betreft, welke zou kunnen voortvloeien uit de toepassing van eene belasting op het zakencijfer, die zou niet grooter zijn dan de verhooging welke uit de toepassing van eenige andere belasting zou voortvloeien. De noodzakelijkheid eener belasting op al de verhandelingen zou er toe strekken, het aantal tusschenpersonen te verminderen, den verbruiker nader bij den voortbrenger te doen komen, wat steeds een goed is.

» Het stelsel zou moeten aangevuld worden door een invoerrecht van 1 t. h. op de ingevoerde goederen, behalve voor de goederen uit Staten, waar een gelijke belasting op de verkooping van kracht is.

» Van den verkoop van titels zou eene belasting moeten geheven worden evenals van den verkoop van om 't even welke koopwaren. De ruilartikelen zouden daarvan kunnen vrijgesteld worden. »

* * *

De Commissie wil met de Regeering in de grootste mate medewerken bij het opsporen van de geldmiddelen welke zij gerechtigd is te eischen.

De weerstand, welken men meende te bespeuren, bestond slechts in een meeningverschil aangaande sommige aangevoerde redenen tot wettiging van het ontwerp, en de meerderheid van de Commissie was er van overtuigd dat het ontwerp, zooals het was voorgesteld, een zeer nadeeligen invloed kon uitoefenen op onze herlevende bedrijvigheid.

Doch voor het overige, houdt zij er aan hare overtuiging te bevestigen dat het land, hetwelk zijn bloed heeft geofferd, ook zijn goud zal weten aan te brengen, mits het nuttig wordt besteed, mits men van de belasting niets eischt wat door bezuiniging kan worden verkregen.

Het land zal zich tegenover den fiscus de noodige opofferingen getroosten, indien het juist en zeker weet wat men van hem verlangt; in dien het Parlement erkent dat het fiscaal vraagstuk zoo gewichtig is dat het slechts door studie en redeneering, slechts door de medewerking en de bijdrage van allen in de lasten kan opgelost worden.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
M. LEMONNIER.

(94)

TEXTE DU PROJET DE LOI
établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices
exceptionnels

ET

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

TEKST VAN HET WETSONTWERP
tot heffing van eene bijzondere en buitengewone belasting
op de uitzonderlijke winsten

EN

TEKST DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

Texte du projet de loi imposant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels.

Tekst van het wetsonwerp tot heffing van eene bijzondere en buitengewone belasting op de uitzonderlijke winsten.

ARTICLE PREMIER.

Sauf les modifications faisant l'objet des articles 2 à 8 ci-après, les dispositions de la loi du 3 mars 1919 établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre sont rendues applicables aux bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année 1919.

EERSTE ARTIKEL.

Behoudens de wijzigingen die het voorwerp uitmaken van navolgende artikelen 2 tot 8, worden de bepalingen der wet van 3 Maart 1919, houdende vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten, op de tijdens het jaar 1919 behaalde uitzonderlijke winsten van toepassing gemaakt.

Ar. 2.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les redevables visés aux n^{os} 1 à 3 de l'article 2 de la loi précitée et les redevables de la taxe professionnelle, sont réputés bénéfices exceptionnels tous ceux qui ont été réalisés pendant l'année 1919, sauf

ART. 2.

§ 1. — Betreffende de onder n^{rs} 1 tot 3 van artikel 2 der voormelde wet bedoelde schatplichtigen en degenen die bedrijfsbelasting verschuldigd zijn, worden geacht uitzonderlijke winsten te zijn al degene die gedurende het jaar

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Il est établi un impôt annuel, spécial, sur les bénéfices exceptionnels, de nature commerciale, industrielle ou agricole.

Van de uitzonderlijke winsten uit handel, nijverheid of landbouw wordt eene bijzondere jaarlijksche belasting geheven.

ART. 2.

ART. 2.

Pour autant que leurs bénéfices exceptionnels dépassent 15,000 francs, sont assujettis à l'impôt spécial :

Zijn aan de bijzondere belasting onderworpen, in zoover hunne uitzonderlijke winsten 15,000 frank overschrijden :

1^o Toutes personnes physiques ou morales, domiciliées ou résidant en Belgique, ou qui se seront livrées en Belgique, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associés ou de participants à une ou plusieurs opérations industrielles, commerciales, agricoles ou lucratives quelconques ;

1^o Alle natuurlijke personen of rechtspersonen, die in België wonen of verblijven, ofwel die, hetzij persoonlijk of door zaakgelastigde, hetzij als vennooten of deelhebbers, eene of meer handelingen op nijverheids-, handels- en landbouwgebied of alle andere winstgevendende handelingen in België hebben verricht ;

2^o Ceux qui auront réalisé des immeubles ou des bois.

2^o Zij, die onroerende goederen of bosschen hebben verkocht.

ART. 3.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Sont réputés bénéfices exceptionnels, la portion des profits réalisés pendant chaque année, après déduction :

§ 1. — Tot de uitzonderlijke winsten behoort het gedeelte van de elk jaar gemaakte winsten, na aftrek :

a) Pour le premier exercice d'application, du double des bénéfices normaux de la période antérieure au 1^{er} juil-

a) Voor het eerste dienstjaar van toepassing, van het dubbele der normale winsten gedurende het tijdvak van vóór

Texte du projet de loi

déduction du double de la moyenne annuelle des bénéfices normaux d'avant guerre, déterminés conformément aux §§ 3 et 4 de l'article 3 et aux §§ 1 et 2 de l'article 7 de ladite loi.

En aucun cas, la déduction prévue au présent paragraphe ne peut être inférieure à 5,000 francs ni à 10 % du capital investi en 1919.

§ 2. — Quant aux redevables visés au n° 4 de l'article 3 de la loi susmentionnée, on entend par bénéfices exceptionnels la différence entre le prix de vente des immeubles ou des bois réalisés en 1919 et le double de leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur.

§ 3. — Pour le surplus, les bénéfices exceptionnels sont déterminés comme les bénéfices de guerre; il est tenu compte, le cas échéant, des revenus passibles de la taxe mobilière ou de la taxe professionnelle.

Tekst van het wetsontwerp.

1919 werden verkregen, behoudens aftrek van het dubbel van het jaarlijksch gemiddelde der normale winsten van vóór den oorlog, vastgesteld overeenkomstig §§ 3 en 4 van artikel 3 en §§ 1 en 2 van artikel 7 der gemelde wet.

In geen geval mag de in deze paragraaf voorziene aftrekking minder bedragen dan 5,000 frank, noch dan 10 t. h. van het in 1919 aangewende kapitaal.

§ 2. — Aangaande de onder n° 4 van artikel 3 der hoogergemelde wet bedoelde schatplichtigen, wordt door uitzonderlijke winsten verstaan het verschil tusschen den verkoopprijs der in 1919 verkochte onroerende goederen of bosschen, en het dubbel hunner normale vermoedelijke waarde op 1 Juli 1914 of op het oogenblik van hun lateren aankoop.

§ 3. — Voor 't overige worden de uitzonderlijke winsten vastgesteld zooals de oorlogswinsten; bij voorkomend geval wordt rekening gehouden met de inkomsten die aan de belasting op roerende zaken of aan de bedrijfsbelasting onderworpen zijn.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

let 1914, déterminés conformément à l'article 3, §§ 3 et 4 et §§ 1 et 2 de l'article 7 de la loi du 3 mars 1919 ;

b) Pour les exercices ultérieurs, du même montant, augmenté d'un dixième chacune des années suivantes.

§ 2. — En aucun cas, cette déduction ne peut être inférieure à 10,000 francs ou 10 % du capital investi dans les opérations ayant fourni matière aux bénéfices.

En cas d'augmentation du capital, le montant déduit sera majoré proportionnellement à ladite augmentation.

§ 3. — Les bénéfices exceptionnels provenant de la vente d'immeubles ou des bois, sont constitués par la différence entre le prix de vente et le double de leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur, majoré, en ce qui concerne les immeubles, des impenses, et, en ce qui concerne les bois, de 5 % par an.

A supprimer. Voir ci-après art. 7.

ART. 4.

§ 1^{er}. — Sont exemptes de la taxe les sommes affectées :

a) A la reconstruction ou à l'extension de l'entreprise par voie d'immobilisations, aussi longtemps que ces som-

1 Juli 1914, bepaald overeenkomstig artikel 3, §§ 3 en 4, en artikel 7, §§ 1 en 2, der wet van 3 Maart 1919 ;

b) Voor de latere dienstjaren, van hetzelfde bedrag verhoogd met een tiende gedurende elk volgende jaar.

§ 2. — In geen geval mag die aftrek minder bedragen dan 10,000 frank of 10 t. h. van het kapitaal aangewend voor de handelingen die aanleiding hebben gegeven tot de winsten.

In geval van kapitaalsverhoging wordt het afgetrokken bedrag verhoogd naar evenredigheid van gezegde verhoging.

§ 3. — De uitzonderlijke winsten, voortvloeiende uit den verkoop van onroerende goederen of van bosschen, bestaan uit het verschil tusschen den verkoopprijs en het dubbele van hunne vermoedelijke normale waarde op 1 Juli 1914 of op het oogenblik van hun lateren aankoop, met bijvoeging van de onderhoudskosten, wat betreft de onroerende goederen, en van 5 t. h. per jaar, wat betreft de bosschen.

Te doen wegvallen. Zie onderstaand artikel 7.

ART. 4.

§ 1. — Zijn van de belasting vrijgesteld de sommen besteed :

a) Aan het wederoprichten of het uitbreiden van de onderneming bij wijze van vastmaking, zoolang die sommen

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Pour l'application de l'impôt sur les bénéfices exceptionnels, la somme de 20,000 francs exemptée par les articles 2 et 12, § 1^{er}, de la loi du 3 mars 1919, est réduite à 10,000 francs et le taux de l'impôt, fixé à 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables, augmente graduellement de 1 % pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs, sans pouvoir dépasser 50 % pour la partie des bénéfices imposables qui excède 600,000 francs.

§ 2. — Sous les réserves indiquées au § 1^{er}, *in fine*, dudit article 12, les pertes de loyer et les pertes professionnelles subies pendant la période de guerre sont déduites des bénéfices exceptionnels, à

ART. 3.

§ 1. — Voor de toepassing der belasting op de uitzonderlijke winsten wordt de som van 20,000 frank, die bij artikelen 2 en 12, § 1, der wet van 3 Maart 1919 is vrijgesteld, tot 10,000 frank verminderd en verhoogt het percent der belasting, dat voor de eerste belastbare 20,000 frank op 20 t. h. bepaald is, trapsgewijze met één t. h. voor elke som begrepen in eene schijf van 20,000 frank, zonder 50 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der belastbare winsten dat 600,000 frank te boven gaat.

§ 2. — Onder het in § 1, *in fine*, van gemeld artikel 12 aangeduide voorbehoud, worden de tijdens den oorlog geleden verliezen aan huur en bedrijfsverliezen, van de uitzonderlijke winsten

Texte proposé par la Commission.

mes ne font pas l'objet d'une répartition aux associés ;

b) A la création d'installations ou d'installations en faveur du personnel ou à des répartitions bénéficiaires au profit de celui-ci ;

c) A la construction d'habitations ouvrières.

§ 2. — Il n'est pas tenu compte dans le calcul des bénéfices agricoles des profits obtenus par la culture du froment et des autres céréales panifiables, vendues en Belgique aux tarifs normaux.

ART. 5.

L'impôt spécial est calculé pour chaque contribuable sur l'ensemble des bénéfices exceptionnels déterminés ci-dessus sous déduction d'une somme de 15,000 francs.

Le taux de l'impôt est fixé à 20 % pour les premiers 20,000 francs imposables et augmente graduellement de 1 % pour toute somme comprise dans une tranche de 20,000 francs, ou, si le contribuable le demande, par tranche égale à un centième du capital investi, sans pouvoir dépasser 60 %.

L'impôt est réduit au quart pour les bénéfices imposés à l'étranger ou dans la Colonie.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Les pertes de loyers, les pertes professionnelles subies pendant la période de guerre ou un des exercices, sont déduites à due concurrence des bénéfices exceptionnels à moins d'avoir

Tekst door de Commissie voorgesteld.

niet onder de vennooten worden uitgekeerd ;

b) Aan het tot stand brengen van inrichtingen ten behoeve van het personeel ofwel aan winstuitkeeringen ten bate van ditzelfde personeel ;

c) Aan het bouwen van werkmanswoningen.

§ 2. — Bij het berekenen van de landbouwwinsten komen niet in aanmerking de winsten verkregen door het verbouwen van tarwe en andere graan-gewassen tot het maken van brood, in België aan de normale prijzen verkocht.

ART. 5.

De bijzondere belasting wordt voor elken belastingschuldige berekend naar de gezamenlijke hierboven bepaalde uitzonderlijke winsten behoudens af-trek eener som van 15,000 frank.

Het bedrag der belasting is bepaald op 20 t. h. voor de eerste belastbare 20,000 frank en wordt trapsgewijze met 1 t. h. verhoogd voor elke som begrepen in eene reeks van 20,000 frank of, op aanvraag van den belastingschuldige, per reeks gelijk aan een honderdste van het aangewende kapitaal, zonder 60 t. h. te mogen overschrijden.

De belasting wordt verminderd tot een vierde voor de winsten, die in het buitenland of in de Kolonie zijn belast.

ART. 6.

§ 1. — Elk verlies van huur, elk bedrijfsverlies, geleden gedurende den oorlog of een der dienstjaren, wordt tot het vereischte bedrag afgetrokken van de uitzonderlijke winsten, tenzij ze

Texte du projet de loi

Tekst van het wetsontwerp.

moins qu'elles n'aient déjà été défal-
quées des bénéfices de guerre.

§ 3. — Sont également déduites des
bénéfices exceptionnels, les pertes de
revenus professionnels éprouvées pen-
dant ladite période par les redevables
non assujettis à l'impôt spécial sur les
bénéfices de guerre.

Ces pertes sont évaluées pour chaque
redevable eu égard à ses bénéfices nor-
maux d'avant-guerre.

afgetrokken, tenware zij reeds van de
oorlogswinsten werden afgehouden.

§ 3. — Worden insgelijks van de
uitzonderlijke winsten afgetrokken, de
verliezen aan bedrijfsinkomsten gedu-
rende gemeld tijdvak geleden door de
schatplichtigen die aan de buitengewone
belasting op de oorlogswinsten niet
onderworpen zijn.

Deze verliezen worden voor iederen
schatplichtige begroot met inachtn-
eming van zijne normale winsten van
vóór den oorlog.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

déjà fourni matière à défaction de l'impôt sur les bénéfices de guerre ou de celui sur les bénéfices exceptionnels d'un exercice précédent.

§ 2. — Sont également déduites des bénéfices exceptionnels :

Les intérêts d'emprunts et les autres pertes éprouvées pendant la période de guerre par les personnes imposées à raison de la réalisation d'immeubles ou de bois.

ART. 7.

Sont déduites de l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels :

Les impositions directes de toute nature payées soit en Belgique, soit à l'étranger ou dans la Colonie, et afférentes proportionnellement à la partie des bénéfices déjà imposés qui dépasse les déductions et exemptions opérées en vertu des dispositions qui précèdent.

Toutefois, en aucun cas, ledit impôt ne peut être inférieur à 4 % des bénéfices exceptionnels réalisés à l'étranger ou dans la Colonie.

CHAPITRE II.

De la déclaration et de la taxation.

ART. 8.

Les dispositions contenues dans le chapitre II de la loi du 3 mars 1919 (art. 17 à 24 inclus) sont applicables

reeds werden afgetrokken van de belasting op de oorlogswinsten of van die op de uitzonderlijke winsten van een vroeger dienstjaar.

§ 2. — Worden eveneens van de uitzonderlijke winsten afgetrokken :

De interesten van leeningen en de andere verliezen, gedurende den oorlog geleden door de personen, die wegens den verkoop van onroerende goederen of van bosschen zijn belast.

ART. 7.

Worden van de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten afgetrokken :

De rechtstreeksche belastingen van allen aard betaald hetzij in België, hetzij in het buitenland of in de Kolonie, en in evenredig verband met het gedeelte der reeds belaste winsten, dat de krachtens bovenstaande bepalingen gedane aftrekkingen en vrijstellingen overschrijdt.

Echter mag, in geen geval, gemelde belasting minder bedragen dan 4 t. h. van de uitzonderlijke winsten behaald in het buitenland of in de Kolonie.

HOOFDSTUK II.

Aangifte en aanslag.

ART. 8.

Het bepaalde in hoofdstuk II der wet van 3 Maart 1919 (art. 17 tot en met 24) is van toepassing op de onderhavige

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 4.

La déclaration prescrite par l'article 17 de la loi précitée doit, quant aux bénéfices exceptionnels, être appuyée d'une copie, certifiée exacte, des bilans et comptes pour l'année 1919 et éventuellement pour les années 1912 à 1914 si ces dernières pièces n'ont pas déjà été produites.

ART. 5.

§ 1^{er}. — La commission de taxation créée par l'article 20 de la loi du 3 mars 1919, peut s'écarter des déclarations, quand elle juge que la notoriété publique donne lieu à des doutes sur leur exactitude.

§ 2. — Elle a la faculté de faire comparaître les redevables dont elle aura besoin d'obtenir des éclaircissements relativement à la nature et à l'importance de leurs affaires, et peut taxer d'office les personnes que la notoriété

ART. 4.

De bij artikel 17 der voormelde wet voorgeschreven aangifte moet, wat de uitzonderlijke winsten betreft, gestaafd zijn door een echt verklaard afschrift der balansen en rekeningen over het jaar 1919 en, desvoorkomend, over de jaren 1912 tot 1914, indien deze laatste stukken niet reeds overgelegd werden.

ART. 5.

§ 1. — De bij artikel 20 der wet van 3 Maart 1919 ingestelde commissie van aanslag mag van de aangiften afwijken, indien zij oordeelt dat de algemeene bekendheid twijfel omtrent hare echtheid rijzen doet.

§ 2. — Zij is bevoegd om de schatplichtigen te doen verschijnen, van wie zij toelichtingen zou behoeven betreffende den aard en den omvang hunner zaken, en mag van ambtswege de personen aanslaan, die door de algemeene bekend-

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

au présent impôt, sauf les modifications ci-après.

belasting, behoudens de navolgende wijzigingen.

ART. 9.

ART. 9.

Dans le premier trimestre de chaque exercice, toutes personnes ayant réalisé des bénéfices exceptionnels, passibles de l'impôt spécial, sont tenues de remettre au receveur des contributions du ressort d'imposition, une déclaration contenant tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs contributions.

In den loop van het eerste trimester van elk dienstjaar zijn al de personen, die uitzonderlijke winsten hebben gemaakt, welke met de bijzondere belasting belastbaar zijn, verplicht bij den ontvanger der belastingen van het gebied van aanslag eene aangifte in te dienen, vermeldende al de tot vestiging van hunne aanslagen vereischte inlichtingen.

Les assujettis commerçants sont tenus d'appuyer ladite déclaration d'une copie certifiée exacte, des bilans et comptes pour l'année à laquelle se rapporte l'impôt, et éventuellement pour les années 1912 à 1914 si ces dernières pièces n'ont pas déjà été produites.

De belastingsschuldige handelaars zijn verplicht, tot staving dier aangifte een echt verklaard afschrift van de balansen en rekeningen over te leggen voor het jaar betreffende de belastingen, zoo noodig, voor de jaren 1912 tot 1914, indien deze laatste stukken nog niet overgelegd werden.

ART. 10.

ART. 10.

§ 1. — La Commission de taxation créée par l'article 20 de la loi du 3 mars 1919, peut s'écarter des déclarations en cas de présomption grave d'inexactitude qui peut même résulter de la notoriété publique. Le contrôleur avise en tel cas l'intéressé du chiffre que la commission propose de substituer à sa déclaration.

§ 1. — De krachtens artikel 20 der wet van 3 Maart 1919 ingestelde Commissie van aanslag kan van de aangiften afwijken in geval van gewichtig vermoeden van onnauwkeurigheid, dat zelfs uit de algemeene bekendheid kan voortvloeien. In zoodanig geval geeft de controleur aan den belanghebbende kennis van het cijfer, dat de Commissie voorstelt op te nemen in de plaats van dit zijner aangifte.

§ 2. — Comme ci-contre.

§ 2. — Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

publique désignerait comme passibles de l'impôt, dans le cas où ces personnes auraient omis de faire leur déclaration ou ne l'auraient pas dûment faite, le tout sans préjudice des pénalités encourues.

§ 3. — Ladite Commission peut en outre, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, ordonner l'inspection des livres des redevables commerçants par un ou plusieurs fonctionnaires ayant le grade de contrôleur au moins.

Les redevables ou leurs représentants sont tenus de mettre les livres à la disposition des délégués sous peine d'une amende de 50 à 1,000 francs.

§ 4. — La Commission statue à la majorité des membres présents.

ART. 6.

L'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial, à partir du 1^{er} janvier 1920 jusqu'au jour du paiement.

En cas de non-paiement de l'impôt et des intérêts dans les 12 mois de l'avertissement-extrait du rôle, et à défaut de garanties suffisantes, le redevable, ou son représentant légal, peut à la requête de l'Administration des contributions directes, être condamné à un emprisonnement de huit jours à cinq ans, et à la privation de ses droits politiques pour un terme de cinq à dix ans.

Les noms et demeures des redevables condamnés par application du présent article sont affichés pendant un an dans tous les bureaux des contributions du Royaume.

Tekst van het wetsontwerp.

heid zouden aangewezen worden als de belastingsschuldig zijnde, ingeval die personen mochten verzuimd hebben hunne aangifte te doen of dezelve niet behoorlijk mochten gedaan hebben, dit alles onverminderd de beloopte straffen.

§ 3. — Gemelde commissie mag daarenboven, mits toelating van den Minister van Financiën, bevelen dat de boeken der belastingplichtigen, die handelaars zijn, onderzocht worden door een of meer ambtenaars die ten minste den graad van controleur hebben.

De belastingplichtigen of hunne vertegenwoordigers zijn gehouden de boeken ter beschikking van de afgevaardigden te stellen op straf eener boete van 50 tot 1,000 frank.

§ 4. — De commissie beslist bij de meerderheid der aanwezige leden.

ART. 6.

Wettelijke interest is van het bedrag der bijzondere belasting verschuldigd, van 1 Januari 1920 af tot op den dag der betaling.

Ingeval van niet-betaling van de belasting en van de interesten binnen 12 maanden van het waarschuwings-uittreksel uit het kohier en bij gebreke van voldoende waarborgen kan de schatplichtige, of zijn wettelijke vertegenwoordiger, op verzoek van het Beheer, veroordeeld worden tot eene gevangenisstraf van acht dagen tot vijf jaar, en tot ontzegging van zijne politieke rechten voor eenen termijn van vijf tot tien jaar.

De namen en woonplaatsen der bij toepassing van dit artikel veroordeelde schatplichtigen worden gedurende één jaar in al de belastingkantoren van het Rijk aangeplakt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

§ 3. — Comme ci-contre.

§ 3. — Zooals hiernevens.

Les redevables *tenus d'avoir des livres de commerce*, ou leurs représentants...
(la suite comme ci-contre).

De belastingschuldigen, *die verplicht zijn koopmansboeken te houden*, of hunne vertegenwoordigers... (het overige zooals hiernevens).

§ 4. — Comme ci-contre.

§ 4. — Zooals hiernevens.

ART. 11.

ART. 11.

L'intérêt légal est dû sur le montant de l'impôt spécial à partir du quinzième jour du mois qui suit la remise de l'extrait du rôle.

Van het bedrag der bijzondere belasting is wettelijke interest verschuldigd vanaf den vijftienden dag der maand, volgende op de afgifte van het uittreksel uit de rol.

Toutefois, en cas de taxation d'office, à raison de défaut de déclaration, l'intérêt légal est dû à partir de l'expiration du premier trimestre de l'exercice.

Echter, in geval van aanslag van ambtswege wegens niet ingediende aangifte, is de wettelijke interest verschuldigd te rekenen van het verstrijken van het eerste trimester van het dienstjaar.

Supprimer le surplus de l'article.

Het overige te doen wegvallen.

Texte du projet de loi.

Nonobstant la condamnation prévue ci-dessus, le recouvrement de l'impôt spécial peut être poursuivi pendant quinze ans à compter du 1^{er} janvier 1920.

ART. 7.

Les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, le privilège et l'hypothèque légale en matière d'impôts sur les revenus, sont applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que la législation régissant cet impôt n'y déroge point.

ART. 8.

Les renseignements prévus par le deuxième alinéa de l'article 31 de la loi du 3 mars 1919 peuvent concerner toutes les personnes qui possèdent ou qui ont eu postérieurement au 1^{er} juillet 1914 des dépôts ou des coffres-forts dans les établissements ou chez les particuliers visés par cette disposition.

ART. 9.

Les articles 5 à 8 de la présente loi sont également applicables en ce qui concerne l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

ART. 10.

Est abrogée l'exemption prévue par le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 3 mars 1919, en faveur des sociétés constituées à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

Tekst van het wetsontwerp.

Ongerekend de hierboven voorziene veroordeeling, mag de invordering der bijzondere belasting voortgezet worden gedurende vijftien jaar te rekenen van 1 Januari 1920 af.

ART. 7.

De wettelijke bepalingen betreffende de vestiging der aanslagen, de invordering, de bezwaren, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake belastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op de bijzondere belasting, alsmede op de desbetreffende interesten en kosten, in zoover de wetgeving, welke deze belasting beheerscht, daarvan niet afwijkt.

ART. 8.

De inlichtingen voorzien bij het tweede lid van artikel 31 der wet van 3 Maart 1919 mogen al de personen betreffen die deposito's of brandkasten bezitten of na 1 Juli 1914 hebben bezeten in de inrichtingen of bij de particulieren door die bepaling bedoeld.

ART. 9.

De artikelen 5 tot 8 dezer wet zijn insgelijks van toepassing wat de bijzondere belasting op de oorlogswinsten betreft.

ART. 10.

Wordt ingetrokken de vrijstelling voorzien bij het laatste lid van artikel 2 der wet van 3 Maart 1919, ten bate van de vennootschappen opgericht door tusschenkomst van de openbare macht met een doel van algemeen nut.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 12.

Comme ci-contre.

ART. 12.

Zooals hiernevens.

A supprimer.

Te doen wegvallen.

ART. 13.

Comme ci-contre et remplacer la numérotation par 10 à 12.

ART. 13.

Zooals hiernevens, mits men « 5 tot 8 » vervangt door « 10 tot 12 ».

ART. 14.

La présente loi sera appliquée pour la première fois sur les bénéfices exceptionnels réalisés en 1919.

Elle cessera ses effets à l'expiration du cinquième exercice d'application.

ART. 14.

Deze wet zal voor de eerste maal worden toegepast op de uitzonderlijke winsten gemaakt in 1919.

Zij zal ophouden van kracht te zijn na het verstrijken van het vijfde dienstjaar van toepassing.

(46)

BIJLAGE

Wet van 3 Maart 1919 tot vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.

EERSTE HOOFDSTUK.

**Belastingplichtigen. — Grondslagen en bedrag der belasting.
Plaats van aanslag.**

EERSTE ARTIKEL.

Ten laste van de hierna aangewezen personen wordt een bijzondere en buitengewone belasting gevestigd op de oorlogswinsten, zooals zij bij deze wet worden omschreven.

ART. 2.

Voor zooverre hunne oorlogswinsten 20,000 frank overschrijden, worden aan de bijzondere belasting onderworpen :

1° De patentplichtigen over 't algemeen, met inbegrip der verschillende landbouwexploitanten ;

2° Zij die de heffing op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd zijn ;

3° Alle andere personen, natuurlijke of zedelijke, die, gedurende het oorlogstijdvak, hetzij persoonlijk of door zaakgelastigde, hetzij als vennoten of als deelhebbers, eene of meer winstgevende handelingen hebben verricht ;

4° Zij, die gedurende hetzelfde tijdvak, onroerende goederen of bosschen hebben verkocht.

Worden van de bijzondere belasting vrijgesteld, de godshuizen, de bureelen van weldadigheid en de vennootschappen die, ten algemeenen nutte, door bemiddeling der openbare overheid zijn opgericht.

ART. 3.

§ 1. — Worden geacht oorlogswinsten te zijn, alle gedurende het oorlogstijdvak behaalde winsten, behoudens aftrek, voor de bij n° 1° tot 3° van

artikel 2 bedoelde belastingschuldigen, van de normale winsten over het vorig tijdvak van gelijken duur.

§ 2. — Voor de toepassing dezer wet, omvat het oorlogstijdvak den tijd van 1 Juli 1914 tot 31 December 1918.

§ 3. — De bepaling der vorige normale winsten wordt gedaan naar verhouding van het gemiddeld cijfer der twee laatste balansen of der uitslagen bekomen van 1 Januari 1912 tot 30 Juni 1914 en blijkende uit een normale boekhouding.

Op aanvraag van den belastingplichtige, wordt bovendien rekening gehouden met de behoorlijk vastgestelde winsten, welke gedurende de jaren 1910 en 1911 werden behaald.

§ 4. — De winsten der vennootschappen, welke balansen zich uitstrekken over de twee bij § 1 van dit artikel bedoelde tijdvakken, mogen, op aanvraag dezer vennootschappen, worden geschat per maand of per trimester, naar verhouding van de gedurende deze tijdruimte verhandelde zaken.

§ 5. — In geen geval mag de bij voormelde § 4 voorziene aftrek minder zijn dan 10,000 frank voor het tijdvak dat aan den oorlog voorafgaat, noch minder dan 6 t. h. per jaar van het ingeveste kapitaal.

ART. 4.

§ 1. — Wat de bij nummers 1 en 3 van artikel 2 bedoelde patent- en andere schatplichtigen betreft, wordt door winsten verstaan de som waarmede de bruto-winsten de bedrijfskosten en bedrijfslasten overschrijden, ter uitsluiting van de uitgaven welke een persoonlijken aard hebben.

§ 2. — Zijn inzonderheid begrepen onder de winsten, de sommen aangewend tot uitbreiding van de onderneming, tot vestiging van reserves, of tot geheele of gedeeltelijke terugbetaling van geleende kapitalen.

§ 3. — Het loon voor den arbeid van den belanghebbende mag van de winsten niet worden afgetrokken, doch dat van zijne gezinsleden, welke met hem arbeiden, behoort tot de categorie der algemeene kosten, voor zooverre zij eene gewone bezoldiging of een gewoon loon niet overschrijden.

ART. 5.

§ 1. — Onder de samenwonende leden eener zelfde familie, noch onder de leden eener maatschappij, vereeniging of gemeenschap van welken aard ook, wordt splitsing van winsten voortvloeiende uit gemeenschappelijke exploitatiën veroorloofd.

§ 2. — Splitsing wordt ook niet toegelaten wat betreft de winsten voortvloeiende uit verrichtingen van verschillenden aard of uit meerdere exploitatiën in verscheidene gemeenten gevestigd.

ART. 6.

De aflossingen gedurende het oorlogstijdvak gedaan, zij mogen blijken uit de vermindering der artikelen van het actief, of het onderwerp uitmaken van een bijzonder artikel van het passief, worden slechts toegelaten in zooverre zij overeenstemmen met eene gewone of uitzonderlijke waardevermindering welke zich gedurende dit tijdvak of tijdens daarmede in verband staande maatschappelijke boekjaren werkelijk heeft voorgedaan.

Indien de beroepsverliezen, op het oogenblik van den aanslag, onzeker zijn, wordt de belasting ten bewarenden titel vastgesteld, doch ontlasting of vermindering er van kan toegestaan worden zoodra de werkelijkheid der verliezen behoorlijk gebleken is. Nochtans zal te dien opzichte verval van verhaal zijn, twee jaar na de bekendmaking van deze wet.

ART. 7.

§ 1. — Bij ontstentenis van bewijskrachtige bescheiden worden de oorlogswinsten en de vroegere winsten voor elken schatplichtige bepaald met inachtneming van de normale winsten van soortgelijke belastingschuldigen en, bij voorkomend geval, gelet op het ingeveste kapitaal alsmede op de andere ingewonnen inlichtingen en op de vermoedens door de agenten van den aanslag vastgesteld.

§ 2. -- Voor de landbouwexploitanten worden de winsten van vóór het oorlogstijdvak, bij ontstentenis van regelmatige boekhouding, per jaar vastgesteld op tweemaal het bedrag van de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde der geëxploiteerde onroerende goederen.

ART. 8.

Wat betreft de vennootschappen op aandelen en de andere schatplichtigen, bedoeld onder nummer 2 van artikel 2, worden als winsten beschouwd :

1^o De verscheidene elementen onderhevig aan de heffing op de werkelijke inkomsten en winsten, behoudens de interesten der obligatiën en de premiën of loten aan de obligatiehouders toegekend;

2^o Alle hoegenaamde reserves of voorzorgsfondsen, de overdraging op nieuwe rekening en alle andere dergelijke bestemmingen.

De bepalingen van artikelen 6 en 7 zijn ter zake toepasselijk.

ART. 9.

De winsten voor het patentrecht of de heffing op de werkelijke inkomsten en winsten, vroeger aangenomen, kunnen voor de toepassing van de bijzondere belasting herzien worden.

ART. 10.

De winst, voortvloeiende uit den verkoop van onroerende goederen of bosschen, wordt bepaald door van de zuivere opbrengst af te trekken hunne vermoedelijke normale waarde op 1 Juli 1914 of op het oogenblik van den lateren inkoop daarvan.

De raming van deze waarde wordt bij koninklijk besluit geregeld.

Voor de bosschen wordt de waarde op 1 Juli 1914 vermeerderd met 5 t. h. 's jaars tot op het oogenblik van den verkoop.

In geval van onverdeeldheid, wordt de bij dit artikel bedoelde oorlogswinst bij hoofdelijk aandeel vastgesteld, behoudens tegenbewijs.

ART. 11.

De winsten, behaald zoowel in België als in het buitenland of in de Kolonie, zijn belastbaar.

De personen, welke hun gewoon verblijf in het land hebben, zijn van de belasting niet vrijgesteld door het feit, dat zij in het buitenland of in de Kolonie vertoefd hebben gedurende het oorlogstijdvak.

ART. 12.

§ 1. — De bijzondere belasting wordt voor elken belastingplichtige berekend over zijn gezamenlijke oorlogswinsten, behoudens aftrek eener som van 20,000 frank.

Daarenboven wordt 500 frank per jaar afgetrokken voor elk kind beneden 21 jaar ten laste van den belanghebbende.

Verlies van huur geleden gedurende het oorlogstijdvak en verlies, gedurende dit tijdvak geleden bij het uitoefenen van eenig beroep, worden ook van de winsten afgetrokken, voor zoover zij behoorlijk bewezen zijn en niet door eene gelijkwaardige vergoeding worden goedge maakt.

§ 2. — Het bedrag der belasting, dat bepaald is op 20 t. h. voor de eerste belastbare 10,000 frank, verhoogt trapsgewijze met 4 t. h. voor elke som begrepen in eene hoeveelheid van 10,000 frank, zonder 80 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der belastbare winsten, dat 600,000 frank te boven gaat.

De belasting wordt verminderd tot een vierde voor de winsten, die in het buitenland of in de Kolonie zijn belast.

ART. 13.

Worden van de bijzondere belasting op de oorlogswinsten afgetrokken de echtstreeksche belastingen van allen aard betaald hetzij in België, hetzij in het buitenland of in de Kolonie, en in evenredig verband met het gedeelte der

reeds belaste winsten, dat overschrijdt hetgeen krachtens de artikelen 3 en 12 werd afgetrokken.

Echter mag, in geen geval, gemelde belasting minder zijn dan 4 t. h. van de oorlogswinsten behaald in het buitenland of in de Kolonie.

ART. 14.

De bijzondere belasting moet betaald worden in de gemeente waar de belastingplichtige het patentrecht of de heffing op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd is, en, bij gebreke, in de gemeente van zijne hoofdindriehing.

ART. 15.

§ 1. — Op de bijzondere belasting mogen provinciale of gemeentelijke opcentiemen, noch eenige andere soortgelijke heffing gelegd worden.

§ 2 — Van de opbrengst der belasting gevestigd op de in België behaalde winsten worden één achtste aan de provinciën en drie achtsten aan de gemeenten toegekend.

De verdeeeling wordt gedaan in verhouding tot de hoofdsom der rechtstreekse belastingen over 1913.

Nochtans worden twee derden van het aan de gemeenten toegekende deel in het gemeentefonds en in het bijzonder fonds ten bate van de gemeenten gestort ter vergelding van het nadeel dat die fondsen ten gevolge van den oorlog hebben geleden.

§ 3. — De zeven achtsten van de opbrengst der belasting gevestigd op de winsten behaald in Congo worden in de Schatkist der Kolonie gestort.

ART. 16.

Kwijtschelding van de belasting kan door den bestuurder der belastingen worden verleend aan de schatplichtigen die door middel van hunne boeken of van andere bewijskrachtige bescheiden bewijzen, dat hunne winsten rechtstreeks noch onrechtstreeks verband houden met den oorlog en behaald werden zonder vermeerdering der prijzen of tarieven van het vorig tijdvak.

HOOFDSTUK II.

Van de aangifte en van den aanslag.

ART. 17.

Binnen de twee maanden na de afkondiging dezer wet zijn zij, die aan de bijzondere belasting onderworpen zijn, gehouden bij den ontvanger der belastingen over het gebied van aanslag, eene aangifte in te dienen ver-

meldende al de tot vestiging van hunne aanslagen benoodigde inlichtingen.

Deze aangifte wordt, bij voorkomend geval, gestaafd door een gewaarmerkt afschrift der balansen en rekeningen voor de jaren 1912 tot 1918.

Het model der aangifte wordt door het beheer der belastingen bepaald.

ART. 18.

Al degenen van wie door het beheer het invullen eener aangifte wordt gevorderd zijn gehouden zulks binnen acht dagen te doen.

ART. 19.

De aangifte, gestaafd door de vereischte stukken en echt bevonden door de daartoe aangestelde agenten, strekt tot grondslag aan de belasting, onder voorbehoud van de volgende bepalingen.

ART. 20.

§ 1. — In elke contrôle der belastingen wordt eene commissie van aanslag ingesteld bekleed met de bevoegdheden toegekend aan het college der patent-zetters bij artikel 22 der wet van 21 Mei 1819 en bij artikel 11 der wet van 1 September 1913.

Behalve de contrôleur der belastingen die het ambt van voorzitter waarneemt, is deze commissie samengesteld uit twee nijverheidslieden of handelaars, twee landbouwers, een deskundige in boekhouden en een doctor in de rechten, door den bestuurder der belastingen aangewezen.

In belangrijke contrôles mag de samenstelling der Commissie gewijzigd en uitgebreid worden naar gelang dit tot de richtige vestiging van de belasting noodig wordt geoordeeld.

§ 2. — De controleur mag tegen het advies der Commissie van aanslag beroep instellen bij den bestuurder der belastingen, die beslist bij een met redenen omkleed besluit.

§ 3. — De vergoeding der leden van de Commissie van aanslag wordt door den Minister van Financiën vastgesteld.

§ 4. — Degenen die, zonder wettige reden, weigeren deel uit te maken van eene Commissie van aanslag, of nalaten eene zitting bij te wonen, waartoe zij regelmatig werden opgeroepen, zijn strafbaar, in het eerste geval, met eene boete van 500 frank en, in het tweede geval, met eene boete van 20 frank.

De artikelen 85 en 565 van het Strafwetboek zijn onderscheidenlijk van toepassing op die overtredingen.

ART. 21.

Tot het vaststellen der belastbare winsten mag de Commissie van aanslag, welk ook het bedrag zij van het geschil, steunen op alle bewijsmiddelen, die door het gemeen recht zijn toegelaten.

Onder de gegevens tot vaststelling van het bedrag der winsten kunnen worden gerangschikt, onder andere, de volgende handelingen verricht sedert 1 Juli 1914 :

- 1^o Aankoop, aanbouw of vergrooting van onroerende goederen;
- 2^o Aankoop van meubelen of van roerende waarden;
- 3^o Geheele of gedeeltelijke terugbetaling van geleende kapitalen of vestiging van eenigerlei schuldvorderingen;
- 4^o Inschrijving in vennootschappen op aandelen of alle inbreng in andere vennootschappen;
- 5^o Bewaargevingen in banken, spaarkassen, kassen voor landbouwerediet, beroepsverenigingen, samenwerkende vennootschappen of maatschappijen voor onderlingen bijstand, maatschappijen voor onderling hulpbetoon of andere soortgelijke inrichtingen;
- 6^o Belegging bij notarissen, bij wisselaars, commissionnarissen of makelaars in openbare fondsen en bij zaakwaarnemers;
- 7^o Levens- of lijfrenteverzekeringsovereenkomsten.

Hetzelfde vermoeden is van toepassing op de opbrengst der omzetting van marken in franken.

ART. 22.

De Commissie van aanslag kan, desnoods, derden hooren en onderzoek instellen.

De betrokken belastingplichtigen worden bij brief opgeroepen om het getuigenverhoor bij te wonen. De getuigen zijn verplicht getuigenis af te leggen omtrent al de hun bekende handelingen en feiten, waarvan de vaststelling tot het toepassen dezer wet kan nuttig wezen.

Hunne getuigenis wordt van de volgende verklaring voorafgegaan :

« Ik bevestig, op de straffen door de wet bepaald, tegen het afleggen eener » valsche getuigenis, dat mijne verklaring oprecht en juist zal zijn. »

Het niet verschijnen of het niet willen getuigen, wordt gestraft met eene boete van 100 tot 10,000 frank.

De strafbepalingen betreffende valsche getuigenis en omkoopning van getuigen in burgerlijke zaken zijn van toepassing op de getuigenissen door de commissie van aanslag afgenomen.

ART. 23.

Indien de belastingplichtige, zonder wettige reden, de aangifte niet binnen den gestelden termijn overlegt, wordt hij van ambtswege aangeslagen tot de belasting die wordt vermoed te zijn ontdoken, verhoogd met 25 t. h.

Ingeval van bedrog of van vrijwillige weglating in de aangifte wordt de belasting verhoogd met 25 t. h.

ART. 24.

Indien, binnen vijf jaar na de bekendmaking van deze wet, wordt vastgesteld dat een belastingplichtige de vereischte aangifte niet heeft gedaan ofwel

eene ontoereikende belasting heeft betaald, omdat hij eene valsche aangifte deed of onechte bescheiden overlegde, dan worden hij of zijne erfgenamen gehouden de ontdoken belasting te betalen, verhoogd met 25 t. h.

HOOFDSTUK III.

Onderscheiden bepalingen.

ART. 25.

De bijzondere belasting moet worden betaald binnen drie maanden van het waarschuwingsuittreksel uit het kohier, op straffe van een interest van 5 t. h. naar verhouding van het verwijl.

Voorziening in bezwaar of in verhaal schorst de invorderbaarheid van de belasting of van den interest niet op.

ART. 26.

Worden in betaling van de belasting aangenomen, de renten aan toonder, de Staatsobligatiën en de Belgische Schatkistbons, op de bij koninklijk besluit gestelde voorwaarden.

Een koninklijk besluit kan andere tot betaling der belasting toegelaten waarden aanduiden.

ART. 27.

Voor de invordering van de bijzondere belasting, van de interesten en van de kosten, heeft de Openbare Schatkist een voorrecht op al de inkomsten en meubelen van den schatplichtige, op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw en op die hunner kinderen, waarvan zij het wettig genot hebben.

De Openbare Schatkist heeft bovendien recht van wettelijke hypotheek op al de onroerende goederen van den schatplichtige en op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw.

ART. 28.

De ministerieele ambtenaars belast met eene verkooping van meubelen of van onroerende goederen mogen de opbrengst daarvan niet uit handen geven dan na aftrek van de nog onafbetaalde sommen, waarvoor de verkochte goederen tot zekerheid dienen; ze zijn ten beloope van gemelde opbrengst persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van nog verschuldigde sommen, op voorwaarde dat zij naar behooren door het beheer verwittigd werden.

ART. 29.

Wordt door den contrôleur der belastingen geacht, dat de rechten van den fiscus in gevaar zijn, zoo kan hij van elken belastingschuldige de onmiddellijke

betaling vorderen der belasting, ofwel de bewaargeving eener zekerheid gelijk aan het bedrag der verschuldigde of vermoede belasting, welke onverwijld het voorwerp eener taxceering ten bewarenden titel uitmaakt.

De beslissing van den contrôleur wordt gelijk gesteld met de rechterlijke beslissingen uitvoerbaar bij voorraad.

Binnen den termijn van vijf dagen, kan door den belastingschuldige tegen die beslissing verzet worden aangeteekend bij den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg zetelende in kortgeding.

De invorderbaarheid der betaling van de belasting, of de bewaargeving eener zekerheid ter vervanging daarvan, wordt door het verzet niet geschorst.

ART. 30.

De wettelijke bepalingen betreffende het vestigen der aanslagen, het invorderen, de bezwaren, de processen-verbaal, de vervolgingen, de verjaringen, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake patentrecht, en heffing op de werkelijke inkomsten en winsten, worden van toepassing gemaakt op de bijzondere belasting en op de daarmede in verband zijnde interesten en onkosten, voor zooveel deze wet van die bepaling niet afwijkt.

ART. 31.

De Staatsbeheeren, de provinciën en de gemeenten, alsmede de openbare inrichtingen, met inbegrip der Spaar- en Lijfrentekas, zijn gehouden aan het Beheer der belastingen, op het hun daartoe gedaan verzoek, al de inlichtingen te verschaffen, waarvan zij kennis hebben, en die voor de vestiging der bijzondere belasting kunnen nuttig zijn.

Dezelfde verplichting rust op de vertegenwoordigers of bestuurders der inrichtingen bedoeld bij n^o 5 van artikel 21 en op de personen aangewezen in n^o 6 van hetzelfde artikel, alsmede op al degenen die, uit eenigerlei hoofde, houders of schuldenaars zijn van titels, sommen of waarden, toekomende aan eenen persoon die de bijzondere belasting verschuldigd is.

Het Beheer der belastingen heeft het recht om van de schuldeischers van den schatplichtige een getuigschrift te eischen, waarbij het bestaan der schulden welke hij beweert niet terugbetaald te zijn, wordt bevestigd.

ART. 32.

Elke overtreding der bepalingen van voorgaand artikel of der voor de uitvoering daarvan getroffen maatregelen, wordt gestraft met eene boete van 500 tot 5,000 frank.

Artikel 88 van het Strafwetboek is van toepassing op die overtreding.

De overtreders zijn bij voorkomend geval hoofdelijk gehouden tot betaling van de door hun toedoen ontdoken belasting.

ART. 33.

Al de kennisgevingen en mededelingen, aangaande de bijzondere belasting, worden door den Staat onder gesloten omslag gedaan.

De stukken betreffende deze belasting zijn vrij van zegel en van registratie, met uitzondering van die welke akten van vervolgingen zijn.

ART. 34.

De openbare ambtenaren en beambten, de deurwaarders, pleitbezorgers en alle hoegenaamde personen, die voor de toepassing van deze wet hunne bemiddeling hebben te verleenen, zijn gehouden, buiten het uitoefenen van hun ambt, het volstrektste geheim te bewaren omtrent de winsten van de aan de bijzondere belasting onderworpen schatplichtigen, wanneer zij hiervan kennis hebben ten gevolge van de uitvoering dezer wet. Hetzelfde geldt voor hunne klerken en voor alle andere personen, die in hunne kantoren toegang hebben.

ART. 35.

De artikelen 66, 67 en 458 van het Strafwetboek zijn van toepassing op de schennis van het beroepsgeheim waarvan sprake in het voorgaande artikel.

ART. 36.

Valschheid en gebruik van valschheid begaan met de bedoeling de belasting te ontduiken of eenen derde daaraan te doen ontsnappen, worden gestraft met de straffen voorzien in hoofdstuk IV, boek II, titel III van het Strafwetboek, volgens het daarin bepaalde onderscheid.

ART. 37.

De vervolgingen tot toepassing der straf voorzien bij artikel 32 dezer wet worden, zooals in boetstraffelijke zaken, uitgeoefend op aanklacht van het beheer der belastingen of van de belanghebbende schatplichtingen.

ART. 38.

Vóór het einde van het jaar 1919, zal de Regeering bij de Kamers een verslag indienen omtrent de krachtens deze wet uitgevoerde verrichtingen en omtrent de behaalde uitslagen.

Later zal zij hun, indien er grond voor is, aanvullende verslagen overleggen.

ART. 39.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking.
